

b.i.

Bulletin Informatique

OCTOBRE 2000

Message de Monsieur Fernando de ESTEBAN	3
COMMUNICATIONS	5
STB INFO	7
INFORMATIONS DU DATA CENTRE	11
ARTICLES	
. Rapport d'activité du Comité Interinstitutionnel de l'Informatique pour 1999	14
. Mesures de réorganisation et de renforcement de l'efficacité de la Direction de l'Informatique et des Télécommunications du PE	18
. Les technologies de l'information à l'exploitation informatique du PE	20
. Les technologies de l'information pour un fonctionnement efficace du PE	23
. Technologies de l'information - Quelques tendances actuelles	25
. Homepage Modeling	28
. EIS - DG Trade's Electronic Information Service	31
. The Directory Project - Progress report (october 2000)	32
. SINCOM 2 dans les Agences et Comités des Communautés européennes	34
ORGANISATION	48
TABLEAUX DE BORD	
. Budget informatique	52
. Ressources humaines	53
. Projets d'infrastructure	54
. Formation	55
. Planification des marchés informatiques	56
LISTE DES PRODUITS	61
COMITES / GROUPES DE TRAVAIL	78
CALENDRIER	80

CEE: XIII/36

Commission Européenne / DG Personnel et Administration / Direction Informatique / Unité Conseil et Evaluation Technique

Editeur: F. ROSSA JMO C2 / 113 tél: 32394 fax: 33099

DOCUMENT INTERNE

UNE REVOLUTION EN MARCHÉ!

En lançant, dès 1995, le serveur EUROPA afin de couvrir médiatiquement une réunion du G7 à Bruxelles, la Direction générale «Presse et Communication», dirigée à l'époque par Madame FLESCHE, et la Direction informatique, sous l'autorité de Monsieur BRAEKENIERS, Directeur général du Service de Traduction, ouvrirent le chemin d'une révolution.

Par la suite, les travaux du CODIFIN permirent de maintenir avec une volonté ferme l'unicité du serveur EUROPA pour la communication vers le monde extérieur. EUROPAPLUS, l'Intranet des services de la Commission et EUROPATEAM, pour la communication entre les Institutions européennes, naquirent ensuite. La révolution était en marche, et, au fil des années, elle n'allait cesser de s'amplifier grâce au développement des infrastructures informatiques et bureautiques implantées par la Direction informatique en collaboration étroite avec l'ensemble de la communauté informatique de la Commission. En quelques années, l'utilisation d'Internet et de l'Intranet de la Commission a atteint des sommets successifs au fur et à mesure que la technologie permettait une amélioration des capacités de communication.

Aujourd'hui EUROPA, après avoir obtenu en 1998 le premier prix de la communication d'entreprises, a dépassé les 100 millions d'utilisateurs annuels.

Parallèlement le courrier électronique qui, jusqu'à 1997, en était resté aux balbutiements en termes d'utilisation par les services de la Commission, dépasse aujourd'hui le chiffre de 5 millions de messages mensuels.

La nouvelle plate-forme technologique implantée à la Commission fin 1997 début 1998, le développement des SICs (malgré leurs difficultés à la mise en œuvre initiale) et de beaucoup d'autres systèmes d'information introduits au niveau local ou global, ont certainement créé un bouillonnement favorable à l'introduction des nouvelles méthodes de travail et de communication qui inscrivent les services de la Commission dans l'ère de la société de l'information.

Dès à présent, le développement des systèmes de workflow et de nouveaux systèmes d'information (IRMS, GREFFE 2000, SINCOM, ADONIS, ...) vient compléter l'arsenal des instruments disponibles pour la mise en œuvre de la Réforme administrative qui tend vers une plus grande transparence, une plus grande efficacité et une plus grande simplification des procédures. Pour y parvenir, la mise à jour continue des infrastructures informatiques et de communication, de façon intégrée, et la confirmation du DATA CENTER comme point de diffusion majeur des connaissances, sont des éléments essentiels à la poursuite de la révolution continue entamée en 1995. La qualité des services offerts par la communauté informatique et par la Direction informatique à leurs clients ainsi qu'une évaluation permanente de celle-ci seront sans conteste déterminants dans ce processus. L'amélioration et le renforcement du support et de la formation de l'ensemble du personnel de la Commission à l'intégration de ces nouveaux outils sont également indispensables.

Fernando de ESTEBAN

RESOLUTION DU CONSEIL**du 3 octobre 2000****concernant l'organisation et la gestion de l'Internet**

(2000/C 293/02)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

1. RAPPELANT:

- la déclaration finale de la conférence ministérielle européenne de Bonn du 6 au 8 juillet 1997) mentionnant notamment la création d'un "système de gestion international reconnu et transparent du système des noms de domaine" comportant "une représentation européenne adéquate",
- la déclaration conjointe Union européenne-Etats-Unis d'Amérique sur le commerce électronique (5 décembre 1997) soulignant notamment le rôle des gouvernements qui consiste à "fournir un cadre juridique cohérent et prévisible ... et assurer une protection suffisante des objectifs d'intérêt public tels que la vie privée, les droits de propriété intellectuelle, la prévention de la fraude, la protection des consommateurs et la sécurité publique",
- qu'une meilleure prise en compte des politiques publiques et la poursuite de l'internationalisation de la gestion des adresses et noms de domaine de l'Internet sont des objectifs essentiels pour l'Union européenne,
- l'importance du développement du commerce électronique, qui nécessitera une gestion efficace et transparente des ressources que constituent les noms de domaine et les adresses du protocole Internet (IP), notamment à travers le déploiement de la prochaine génération d'adresses à la norme IPv6.

2. SE FELICITE:

- de la communication de la Commission du 11 avril 2000 relative à l'organisation et à la gestion de l'Internet,
- du travail concerté déjà accompli par les Etats membres et la Commission dans le cadre de ce processus ainsi que de la participation active des professionnels de l'Internet et du secteur privé

européens à la mise en place de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN),

- que le comité consultatif des gouvernements (GAC) au sein de l'ICANN ait permis de faire valoir les objectifs de politique publique et défini un régime clair et équilibré relatif au domaine de premier niveau national (ccTLD),
- des travaux accomplis au sein des organisations internationales concernées, en particulier l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Union internationale des télécommunications (UIT).

3. CONSTATE:

- qu'un certain nombre de progrès significatifs ont été réalisés en ce qui concerne la gestion des adresses et noms de domaine: internationalisation du conseil d'administration de l'ICANN développement de la concurrence au niveau des "bureaux d'enregistrement", mise en place de mécanismes de règlement des différends au niveau du domaine de premier niveau générique (gTLD),
- que le processus de réforme de la gestion de l'Internet reste, cependant, dans une phase transitoire ne permettant pas de considérer que les objectifs que s'est fixés l'Union européenne pour la gestion des noms de domaines sont atteints,
- que plusieurs questions importantes restent actuellement non résolus, en particulier:
 - a) quant à la nature et aux modalités d'une supervision équilibrée et égale par des autorités publiques de certaines activités de l'ICANN;
 - b) quant aux règles régissant les domaines génériques, notamment la propriété des bases de données et la séparation des activités de registre et de "bureau d'enregistrement";

- c) quant à la redélégation de certains ccTLD à un autre gestionnaire à la demande des gouvernements concernés;
- d) quant aux relations entre les registres établis dans la Communauté avec leurs autorités publiques, d'une part, et avec l'ICANN, d'autre part;
- e) quant au transfert de la gestion du système de serveurs racines du ministère du commerce des Etats-Unis d'Amérique à l'ICANN, sous une supervision internationale appropriée des autorités publiques,
- que ces questions doivent être traitées en tenant dûment compte, d'une part, des intérêts de l'ensemble de la communauté internationale et, d'autre part, des enjeux des politiques publiques, notamment en termes de concurrence, de protection des données personnelles et de respect des droits de propriété intellectuelle.
4. ENCOURAGEMENT:
- la mise en œuvre des principes adoptés par le GAC,
 - l'OMPI à poursuivre ses travaux sur la reconnaissance des droits et l'utilisation de noms dans le système des noms de domaine. L'OMPI est, par ailleurs, encouragée à élaborer, pour aider les administrateurs des ccTLD, des orientations facultatives pour les pratiques et lignes d'action afin de réfréner l'enregistrement de noms protégés effectué de mauvaise foi et de façon abusive,
 - l'UIT à continuer de participer activement aux discussions et initiatives internationales sur l'organisation et la gestion de l'Internet, notamment sur les questions liées aux adresses et protocoles Internet.
5. DECIDE D'INVITER LES ETATS MEMBRES:
- à se concerter en vue d'élaborer des positions européennes communes sur le sujet dans les enceintes internationales concernées et d'obtenir une véritable internationalisation de la gestion de l'Internet,
 - à tenir dûment compte des objectifs politiques recensés dans la communication de la Commission dans le cadre des politiques communautaires en matière de société de l'information et en matière de recherche et de développement,
 - à mettre en œuvre, conformément aux dispositions nationales, les principes arrêtés par le GAC concernant la gestion des noms de domaine.
6. DECIDE DE CHARGER LA COMMISSION:
- d'encourager la coordination des politiques en matière de gestion de l'Internet, notamment par la définition d'un cadre approprié pour organiser et structurer les actions menées en la matière,
 - de poursuivre ses efforts, en concertation avec les Etats membres, en vue d'aboutir à une véritable internationalisation de la gestion de l'Internet dans le respect des impératifs de politiques publiques et des accords internationaux,
 - de créer un réseau européen rassemblant les compétences scientifiques, techniques et juridiques existant dans les Etats membres et liées à la gestion des noms de domaine, des adresses et des protocoles Internet.



STB

Des nouvelles de la Famille 1 Hardware and Operating Systems

S-Engine et AimIt

La nouvelle version du S-Engine, la 1.3.1, a été conçue principalement pour exploiter le «service» fourni par le nouveau système de gestion du parc informatique, AimIt.

L'heure de la mettre en fonction est arrivée, et, dans le cadre du projet de migration de Netcon vers AimIt, les scripts d'installation de la DI feront l'objet d'une réflexion approfondie et d'une nouvelle mise au point.

Pour mieux comprendre comment exploiter les nouvelles technologies de déploiement, il faut également approfondir la nouvelle technologie d'installation proposée par Microsoft avec son Windows Installer Service, le MSI (Microsoft Software Installer).

Nous utilisons déjà cette technologie, car elle est à la base de l'installation d'Office 2000 et de tous ses composants. Les scripts S-Engine pour Outlook et Frontpage constituent une «enveloppe» de cette technique car ils exécutent le setup de base Microsoft qui à son tour appelle le Windos Installer. Pour améliorer notre connaissance, jusqu'ici expérimentale, de cette technologie, nous avons lancé une étude visant à l'approfondir. Cette étude, terminée fin septembre, fera l'objet d'une présentation organisée dans quelques semaines.

Cinzia D'Ascanio



Des nouvelles de la Famille 3 Office Automation and Documents Management

Acrobat 4.0x

La préparation des nouveaux cours de formation pour la version 4.0x est lancée.

La documentation de ce cours sera enrichie d'un *guide de création de fichiers PDF* dérivé directement d'un document que l'OPOCE a préparé à la demande du Groupe de Travail Europa.

Ce document sera également distribué sur Softline dans une zone accessible à tous les utilisateurs de la Commission.

Les résultats de l'étude du Distiller Server (BI de juillet 2000) sont attendus dans les prochains mois.

Pour l'analyse des alternatives, la DG-Budget a répondu à notre appel (BI juillet 2000) et nous a envoyé un produit, le PDFAmyuni, qui lui permet de simplifier le processus de conversion à un coût très intéressant (ils ont déjà acheté une licence site valable pour toute la Commission!). Nous ferons des tests de ce produit pour la centralisation de la conversion automatique en PDF.

La plupart des DG sont favorables à une solution centralisée ou mieux encore à un «service» et l'un des objectifs principaux de notre activité automnale consistera assurément en la formulation d'une proposition claire en la matière.

Même le sujet Business Tools a subi un ralentissement, mais la décision sur son adoption sera soumise à la communauté informatique au cours de ces prochains mois.

Eurolook 4

Cours pilote pour Administrateur Eurolook en octobre. Il a été revu en profondeur surtout pour introduire les nouveautés au niveau *déploiement* (options du setup et support pour le roaming user), *organisationnel* (placement des fichiers en local et sur le serveur) et *structurel* (nouvelles fonctionnalités et nouveau format des fichiers).

Les cours «end-users» seront disponibles à partir de novembre sous forme d'une mise à jour des informations et de la documentation suite aux nouveautés apportées par la version 4.0.

Eurolook 4 fait partie de la nouvelle version 4.1 de la Configuration de Référence Bureautique, et le script d'installation ainsi que toute la documentation sont disponibles sur Softline depuis juillet.

Petite nouveauté de la famille, un *satellite* d'Eurolook, le *convertisseur de bases des données statiques 3.9 en 4.0*, est maintenant disponible. Une des différences importantes entre la version 4.0 et les versions précédentes est la révision des types de données statiques, telles que l'élimination de l'adresse route 400 et l'introduction de l'adresse internet et web.

Normalement le script d'installation de la DI fait une importation (transformation) automatique des bases des données 3.9 dans le cas d'une mise à jour, mais certaines agences et surtout la DG Relex ont dû modifier la base de données statique pour l'adapter à leur contexte, et maintenant elles se retrouvent à devoir migrer ces «modifications» dans le nouveau format. Et bien voilà, l'outil de conversion dont on parle a été fait pour les aider dans cette tâche.

Nous avons encore une petite surprise, le prototype «EL Signature Picker». Il s'agit d'un outil qui permet de «capturer» les informations des bases de données Eurolook et de les transformer en «signature» Outlook, c'est-à-dire en un ensemble de lignes (nom, direction, service ou unité, adresse bureau, téléphone, ...) que l'on peut ajouter à la fin d'un message avant de l'envoyer. Purement expérimental, pour évaluation, mais l'appétito vien mangiando, l'appétit vient en mangeant!

Dernière nouvelle: Jacqueline CASTRONOVO, la «mémoire historique» d'Eurolook, a quitté notre équipe pour Eurostat. Nous la saluons avec la plus grande amitié et surtout nous la remercions parce que, sans elle, Eurolook 4.0 et son confrère Eurolook/Web n'auraient jamais été si performants.

Frontpage 2000

Grâce au travail du groupe mis en place par le responsable du Forum pour redessiner le contenu des formations Frontpage, ces cours sont presque terminés.

Le groupe a vu la participation de la DI et des DG (SG, PRESS, SdT, SCR, TAXUD, RELEX, etc.).

Outre les contributions provenant des experts et les feedbacks des cours précédents, une série d'entretiens directs avec quelques responsables informatiques ont permis de cerner les besoins et de mieux cibler les cours.

Le contenu ainsi que la structure ont été complètement repensés. La nouvelle filière se compose de **5 cours**, un «de base», un «avancé», un cours consacré au traitement des images et des tables, un autre à la création de pages HTML, et enfin un cours pour la gestion des sites Web.

Un calendrier pour les cours pilotes a été fixé, les autres cours seront organisés par le Forum en fonction de la demande.

Une attention particulière a été consacrée aux lignes de conduite établies par l'*Information Provider's Guide* (nouvelle version en préparation) et aux consignes du Product Management (standards, produits de référence, environnement de développement, aspect de sécurité). Chaque fois que c'est possible, les cours y font référence.

Parallèlement à cette activité, la nouvelle version de Frontpage 2000, la SR1, est en production (voir Softline). Elle remplace la version (SR0) et met à profit les améliorations apportées par la «service release 1» à toute la suite Office 2000 (voir le point Office 2000 SR1).

IE et IEAK

Dernière-née de la famille Browsers, la version 5.5 de Internet Explorer vient d'être mise en production par la DI. Ses avantages principaux sont les améliorations côté performances et sécurité: l'intégration du composant 128-Bit key encryption, et l'intégration partielle du MSI (voir point S-Engine) permettent de contourner le fameux reboot avec les droits d'administrateur qui a posé pas mal de problèmes au cours de la phase de déploiement de ses prédécesseurs.

Dans le cadre de l'introduction de IE comme browser de référence à la CE, les cours de formation ont également été adaptés en conséquence. Le cours «Prise en main d'Europa avec IE» est disponible depuis octobre: il a été conçu sur le modèle de son prédécesseur, «Prise en main d'Europa avec Netscape», mais cette fois, en plus du support du cours, des *web-sheets* seront disponibles sur notre *intranet* avant fin de l'année.

Sur la piste «gestion de IE», le cours du *Profile Manager de IEAK*, conçu en étroite collaboration avec le SPS, se concrétise finalement.

La valeur ajoutée du *Profile Manager* réside dans sa maîtrise des options du browser IE beaucoup plus avancée qu'avec des system policies ou des modifications ponctuelles de la registry et des fichiers. La facilité de réglage des options et la possibilité de fixer un intervalle de synchronisation des clients indépendamment du moment du logon, fait de cet outil un instrument important pour le contrôle à distance du browser et surtout pour l'application de la politique de protection et sécurité.

Un petit rappel est nécessaire au sujet de Netscape. La décision du Product Meeting Famille 3 de décembre 1999 a été de maintenir les deux produits, Netscape et IE, en classe B jusqu'à la fin de la migration Insem 3. À partir de ce moment-là, Netscape passera en Classe C (c'est-à-dire plus de support interne), mais il reste encore compatible avec notre configuration. Netscape reste un acteur du marché, même si son importance s'est fortement réduite; d'ailleurs, nous conseillons toujours, aux auteurs des documents HTML et du contenu Web, d'avoir les deux browsers sur leur poste de travail pour vérifier la lisibilité et l'accessibilité de leur production aux utilisateurs externes.

Office 2000 SR1

Après la sortie du service release 1 et l'étude de l'impact sur les composants déjà utilisés, Outlook et Frontpage, nous plongeons dans l'étude plus approfondie du reste, principalement les composants Word, Excel et Power Point et les composants linguistiques, proofing tools et nouveaux fonts. Cette étude couvrira les aspects fonctionnels, les scénarios de déploiement possible (coexistence et format d'échange), ainsi que leurs avantages et désavantages respectifs.

L'importance d'Office 2000 SR1 réside davantage dans la position stratégique de ce SR pour Microsoft plutôt que dans ses caractéristiques fonctionnelles. Depuis sa sortie, presque toutes les résolutions de problèmes sont fournies par Microsoft avec des patches post-SR1, c'est-à-dire valable uniquement pour Office 2000 et non plus pour Office 87.

Il y a peu, Microsoft a annoncé une autre mise à jour d'Office 2000: il s'agirait cette fois d'un «Service Pack» qui devrait en principe être disponible réellement comme un package de mise à jour (et non comme une vraie nouvelle version, voir la SR1).

... et concernant les Proofing Tools:

Après l'adoption de la nouvelle syntaxe allemande, un groupe du Service de Traduction a fait une analyse du proofing tool fourni pour Office 97.

Les résultats démontrent une faiblesse importante du produit, et à notre connaissance, incontournable. Certaines corrections sont déjà disponibles dans le proofing correspondant d'Office 2000. Les autres ne seront effectuées que sur les toutes dernières versions (donc à partir d'Office 2000).

La réponse est la même que celle déjà obtenue en mai concernant des problèmes du proofing anglais.

Sans vouloir justifier la politique de notre fournisseur ni encourager l'adoption de la nouvelle version d'Office, il faut quand même relever la possibilité qu'offre Office 2000 de modifier aisément les différents «dictionnaires», capables dès lors de contenir des mots supplémentaires et même des corrections par rapport au dictionnaire de base.

Office 10

Le successeur d'Office 2000 se profile et sa seconde version Beta sera disponible en octobre. La version finale est prévue pour la mi 2001. Même si aucune orientation n'a encore été prise, il importe de se familiariser avec la nouvelle version. Une présentation de cette nouvelle version pour la CE sera organisée avant la fin de l'année.

Outlook 2000 SR1

La version SR1 du client Outlook est en production depuis mi-septembre. Elle se situe à côté de la version SR0 avec laquelle nous avons commencé la migration du courrier électronique. Cette nouvelle version aura le même impact qu'un «redéploiement». En effet, il s'agit d'une nouvelle version dont la partie plus importante est le «administrative-point» qui doit être créé à nouveau avec le CD de la version SR1. Aucun patch n'est disponible, ni pour la mise à jour de l'administrative-point, ni pour celle du poste client.

A suivre

Autres activités en cours: analyse de Quick View Plus 6.0, analyse de Visio 2000, poursuite de l'évaluation Netmeeting 3, et ... quoi encore?

Des nouvelles de la Famille 4 Information Systems Infrastructure

Oracle 8I evaluation

DI-STB has completed an evaluation of some of the key features of Oracle 8i. The results are positive since some of the features implement concepts that will help developers to provide additional application functionality with less development effort. However, it must be noticed that some of the features and/or tools can not be considered in production yet (unstable, difficult to install, poor user interface, etc).

With the RDBMS kernel, no problems have been noticed and, therefore, STB will propose to classify Oracle 8I in production in the next product meeting.

For additional information about this project, please, contact Gilbert Joulain or Rafael Ruiz at DI-STB.

ColdFusion Guidelines

Allaire is preparing in collaboration with DI-STB a set of guidelines and recommendations for the development of applications using ColdFusion. ColdFusion is the recommended tool for developing Intranet and Internet applications. ColdFusion is available through your IRM, and training sessions are regularly organized at the Forum Informatique.

For additional information about this product or the guidelines, contact P. André Damas or Rafael Ruiz.

REDIS II

Following the requests of many DGs, DI-STB proposes to continue the works of the REDIS II project with the aim of evaluating application servers suitable for the EC environment. The continuation will be based in the works already carried out by the REDIS II working team and will take into consideration the market evolution since then.

DGs are invited to participate in the working team and to manifest their interest in performing pilot experiences in the framework of REDIS II.

For additional information about this project, please, contact Laurent Buniet or Rafael Ruiz at DI-STB.

XML Evaluation

DI-STB has invited the DGs to participate in an evaluation of the XML technology. The purpose of the evaluation is to better place XML in the Informatics Architecture of the EC. The objectives are the following:

1. To build up the internal knowledge available at the EC on the subject in order to better use the technology.
2. To determine the usefulness and potential relevance of existing tools in the application development process.
3. To identify the standards that should be generally recommended for EC applications.
4. To develop a set of recommendations that will allow the DGs to better use XML saving time and effort and avoiding pitfalls to be encountered during the introduction of a new technology.
5. To create a set of practical examples of usage of the technology.

DGs are invited to participate in the working team and to manifest their interest in performing pilot experiences.

For additional information about this project, please, contact Pascal Brahy or Rafael Ruiz at DI-STB.

UML Evaluation

DI-STB has started evaluating UML CASE tools with the objective of recommending the introduction of one of those tools in the EC product list.

For additional information about this project, please, contact Stephan Janssens or Monique Limbos.

PowerBuilder contract

Contrarily to what was announced in the last BI issue, the contract has not been signed yet. The reason for the delay are the existing discrepancies between the EC and Sybase regarding the definition of the maintenance services. Once these problems will be solved, the contract will be signed.

A certain number of consultant days will be included in the contract and will be available for the DGs on request.

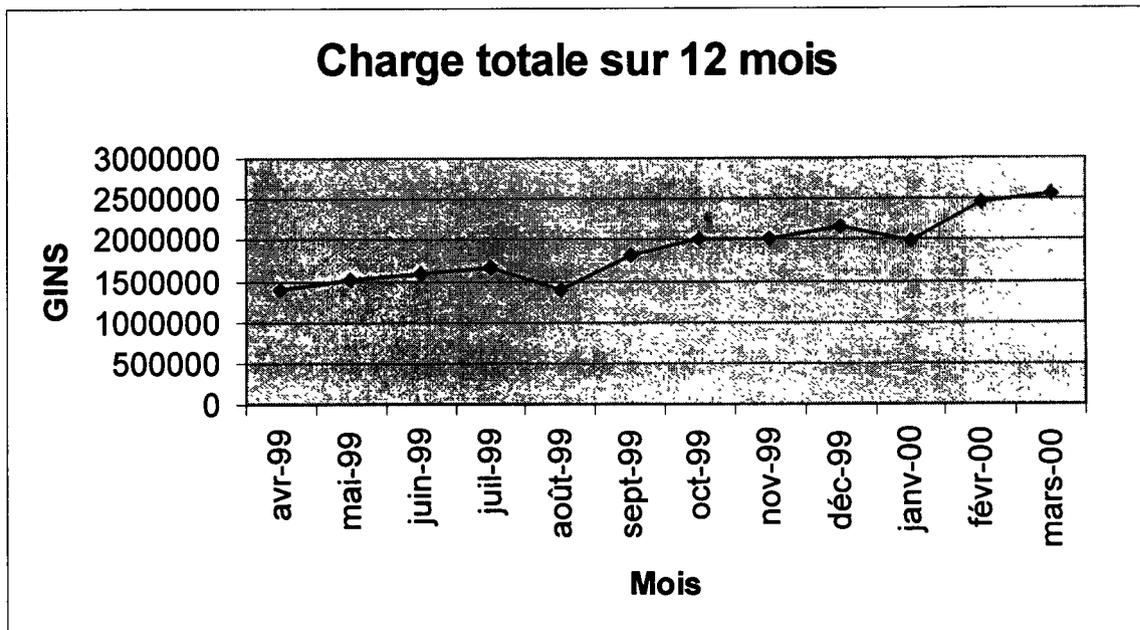
For additional information about this contract, please, contact Rafael Ruiz de la Torre at DI-STB.

Plates-formes

		Disponibilités		Charges (TINS)	
		mars-00	1 T 2000	mars-00	avr 1999-mar 2000
Siemens	BS2000	100,00%	100,00 %	N/A	73,94
	Reliant	100,00%	99,98%	577,08	4269,92
Amdahl	MVS	100,00%	100,00 %	106,96	1258,97
BULL	GCOS8	100,00%	100,00 %	N/A	97,44
	AIX	N/A	N/A	N/A	N/A
Sun	Solaris	100,00%	99,80%	1079,88	8246,49
Digital	OSF	100,00%	100,00 %	798,1	8590,4
Divers	NT	N/A	N/A	N/A	N/A

Ces chiffres ne couvrent pas pour le moment les serveurs NT. Un effort particulier est actuellement en cours pour en extraire également des données comptables.

Le graphique suivant montre l'évolution de la consommation des Systèmes d'Information sur les serveurs au Data Centre d'avril 1999 à mars 2000.



Trafic/Volume de messages échangés dans Insem pour l'année écoulée

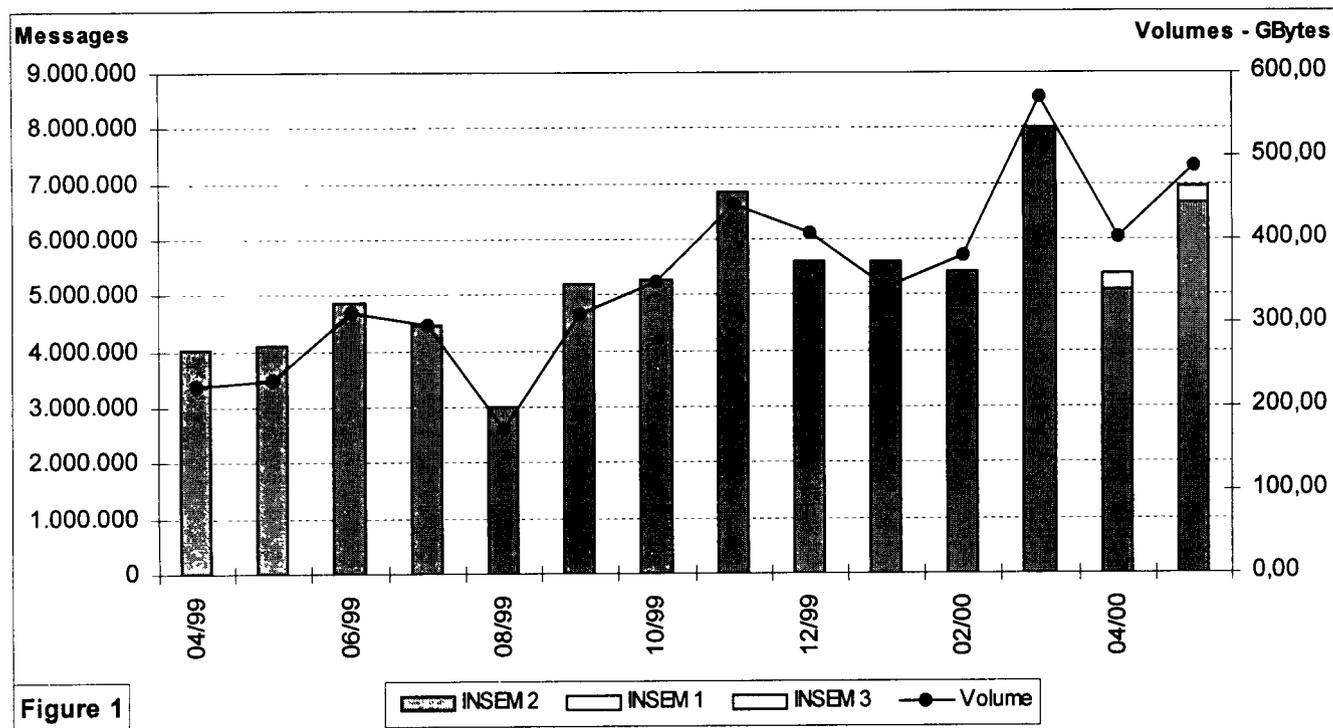


Figure 1

Charge des Systèmes d'information (GINS) en ordre décroissant

SI	mars 2000	12 mois
SINCOM	1241466	12088503
COMEXT	229549	2157548
EURAMIS	101031	1065099
ORADG19	95409	433970
NEWCRON	66713	425097
SYSLING	37076	266677
DOCSEVER	35803	390811
FISHERY	31850	232653
DORIS	26243	126963
EUROFAR-P	14183	80385
APPOLREG	11438	162990
SYSLING-P	11163	117990
NAP	7636	117386
ELS	7621	104879
WINSUIVI	7222	183667
Autres	637617	4582548

Charge par DG (GINS)

DG	200003	199904 à 200003
DG19	1341544	12520400
SOEC	274607	2420372
SDT	181897	1933275
DG14	33175	244054
OPOCE	26248	183672
DG09A	20799	359091
DG06	19452	151049
DG01	15468	168264
DG16	14112	183189
DG13L	11163	118185
DG08	6082	70383
DG03	5021	66431
IDA	2702	68301
DIR	2623	40543
DG36	2305	44813
Autres	604822	3965144

Rapport d'Activité du Comité Interinstitutionnel de l'Informatique au Collège des Chefs d'Administration pour l'année 1999

En application de son mandat, le Comité Interinstitutionnel de l'Informatique (CII) a essentiellement comme objectif de:

- Permettre l'échange régulier, entre les managements de l'informatique des Institutions, d'informations dans les différents domaines de l'informatique;
- Détecter, inciter et suivre à haut niveau des synergies d'activités informatiques entre les différentes Institutions, notamment en vue d'optimiser les ressources disponibles.

Le CII est composé des responsables de plus haut niveau directement compétents en matière d'informatique au sein de chaque Institution. La composition du Comité a été la suivante en 1999:

Commission	M. de ESTEBAN (Président)
Banque Européenne d'Investissement	M. de CRAYENCOUR
Comité Economique et Social/Comité des Régions	M. SMET
Secrétariat Général du Conseil	M. MERCKX (f. f.)
Cour de Justice	M. LEQUIME
Cour des Comptes	M. BEUROTTE
Parlement européen	M. LORA TONET
Banque Centrale Européenne	M. LAURENT

Le Comité a tenu trois réunions en mars, juin et octobre 1999.

Le CII a eu le plaisir d'accueillir parmi ses membres M. LORA TONET, représentant le Parlement et M. LAURENT, représentant la Banque Centrale Européenne dont l'organisation informatique est décrite au point 9.

1. Le cadre interinstitutionnel

Le CII rapporte au Collège des Chefs d'Administration et lui transmet un rapport annuel.

Le CII examine la mise en œuvre du budget affecté à l'article «A-430-Coopération interinstitutionnelle dans le domaine informatique». Ce budget permet la poursuite des activités de développement pluriannuelles associant les institutions.

Six groupes de travail interinstitutionnels rapportent au CII et traitent de sujets plus spécialisés:

- La bureautique
- Les télécommunications
- Les bases de données (ORACLE)
- Les acquisitions sur le marché (GCIM)
- L'impact de l'arrivée de l'Euro et du bug de l'an 2000
- Les systèmes d'information ADONIS (gestion de courrier)

2. 1999: une année de transition

En ce qui concerne l'informatique interinstitutionnelle, 1999 fut une année de transition marquée par l'adaptation des institutions en vue d'assurer un passage harmonieux vers l'an 2000 (point 3).

Après les bons résultats engendrés en 1998 sur l'harmonisation des plates-formes, l'accent a été mis sur l'infrastructure de gestion des données et des documents gérés par ces plateformes (points 4 et 5).

Les prochains défis seront l'intégration des réseaux interinstitutionnels et interadministration (IDA) afin de développer à grande échelle les échanges électroniques.

3. Mise en conformité an 2000

Un sous-groupe dédié à ces travaux a permis d'échanger un maximum d'information pour:

- La mise en conformité de l'infrastructure informatique
- L'adaptation des systèmes d'information
- La réalisation de plans de contingence
- Le suivi juridique de problèmes éventuels
- La mise sur pied de cellules de test en cours d'année et de crise en fin d'année

Ces échanges d'informations ont fait appel au site internet commun Europateam, afin de communiquer efficacement. Les investissements effectués dans le cadre de l'an 2000 ont pu éviter l'apparition de dysfonctionnements, mais ils ont aussi permis une modernisation du parc informatique par déclasserment de systèmes trop anciens et une sensibilisation à l'utilité des plans de contingence. En outre, il y a eu une forte convergence au niveau des produits bureautiques utilisés dans les différentes institutions, notamment en ce qui concerne Windows NT, Word et MS Internet Explorer.

4. Nouveau contrat cadre Oracle

Les institutions ont négocié avec succès un nouveau contrat cadre général avec la société

Oracle qui fournit le système de base de données commun aux institutions.

La signature de ce contrat avec la société Oracle garantit la pérennité des investissements relatifs à l'infrastructure de support de données. Oracle est le leader du marché dans le domaine des bases de données.

5. La gestion et les flux de documents

La modernisation de l'administration des institutions repose sur de nouvelles méthodes d'échanges et d'enregistrements de documents visant à faire reculer l'utilisation du papier. Le CII a analysé en détail le déploiement de deux systèmes qui s'inscrivent dans le cadre d'une plus grande efficacité administrative: ADONIS et GREFFE 2000.

Adonis est une application qui assure l'enregistrement et le suivi du courrier en utilisant l'infrastructure Oracle mentionnée au point 4. L'utilisation d'Adonis est très encourageante: 3500 utilisateurs à la Commission, 160 au Parlement, 60 à la Cour des Comptes, 80 au Comité des Régions, sans compter une majorité des agences. La généralisation d'Adonis ouvrira progressivement la voie à la gestion «paperless» du **courrier administratif**.

Greffe 2000, un système d'information totalement basé sur la technologie internet, supporte le circuit électronique de production des documents officiels de la Commission et de leur transmission aux autres institutions et organes de l'UE. Le circuit d'adoption de presque 100% des documents COM et d'une partie des SEC à vocation interinstitutionnelle est maintenant électronique, le papier étant totalement éliminé des échanges entre les services de la Commission dans le cadre de la procédure d'adoption. Greffe 2000 s'étend progressivement aux actes autonomes de la Commission.

L'outil LegisWrite permet la création aisée de documents conformes à une structure préétablie cohérente et multilingue, facilitant ainsi le retraitement des textes dans les différentes étapes de la procédure et le traitement automatique pour publication des textes finaux.

Adonis évolue aussi pour s'intégrer totalement dans les nouvelles technologies internet. Le plus grand défi de ces produits n'est pas technologique, mais la culture papier existante. *Le CII attire l'attention des chefs d'administration sur l'importance des outils d'encodage structurés des textes (tels que Legiswrite) afin de permettre le retraitement automatique des documents sans encodage superflu, et sur le besoin de mécanismes d'authentification et signature électronique.*

Ces préoccupations sont partagées par l'Office des Publications.

6. Concours

Les concours informatiques interinstitutionnels A et B ont abouti à la satisfaction générale malgré la durée des travaux des jurys.

Malheureusement, la pénurie en informaticiens est telle que de nouveaux concours seront rapidement à prévoir. Les prévisions faites pour déterminer le nombre de candidats à mettre sur des listes de réserve devront être plus prospectives des besoins des institutions.

L'expérience acquise par ces concours montre que la méthode de partage à priori des lauréats entre institutions est un point sensible qui devra être davantage précisé dans les futurs concours.

7. Appels d'offres interinstitutionnels

Les institutions communiquent régulièrement sur le site Europateam leurs prévisions d'appels d'offres. Malgré la complexité des procédures administratives interinstitutionnelles, les appels d'offre prévus en 1999 ont été effectués.

Le CII attire l'attention du Collège des Chefs d'Administration sur le fait que pour permettre à d'autres institutions de contourner la lourdeur administrative de véritables appels d'offre interinstitutionnels, la Commission inclut systématiquement des clauses interinstitutionnelles dans ses appels d'offres spécifiques (tenant compte des éventuelles remarques du Service Juridique sur la manière d'arriver à cet objectif de plus grande flexibilité).

8. Rapport d'activité de la Task Force Interinstitutionnelle INTERNET

La Task Force Interinstitutionnelle INTERNET (TFII, qui ne dépend pas du CII), a procédé à un état des lieux de ses activités. Les travaux de la TFII ont notamment permis de mieux intégrer les systèmes de stockage des informations des institutions sur les sites Internet et de fournir une interface unique d'accès.

A plus long terme, la TFII devrait revoir l'architecture des systèmes existants (découpler le stockage des données et la gestion de leur accès) pour les rendre compatibles «e-administration» et utiliser les facilités d'un véritable réseau interinstitutionnel (point 10).

9. Présentation de l'informatique de la banque centrale européenne

L'informatique à la BCE est une Direction générale à part entière, constituée d'une centaine de personnes. Le Directeur général rapporte directement au comité de direction de la BCE. Cette Direction générale préside le comité de tous les responsables hiérarchiques de l'informatique des banques centrales. Ce comité supervise la bureautique et l'infrastructure informatique commune avec les banques centrales.

La BCE est une institution récente: elle ne souffre pas d'un problème de base installée, mais elle doit faire face à une dynamique et à des pressions importantes pour tenir des délais très courts. La BCE s'efforce de garder une forte compétence interne pour ses développements informatiques: l'externalisation est réduite au strict nécessaire.

10. Réseau interinstitutionnel

Un appel d'offre «Value Added Network» lancé par le Conseil, le Parlement et la Commission permettra la mise sur pied d'un véritable réseau interinstitutionnel de télécommunications.

Le déploiement et l'évolution de ce réseau sera une priorité pour le CII en 2000 et plus particulièrement:

- la couverture progressive à toutes les institutions
- le support de la téléphonie et de la vidéoconférence
- l'intégration dans le cadre du réseau transeuropéen IDA (TESTA II)
- le processus de libéralisation des marchés, qui permet de dégager des économies sur les coûts unitaires de transmission

La qualité du réseau de communication des institutions (entre elles et avec le monde

extérieur) est un facteur critique pour la modernisation des administrations européennes. En effet, ce réseau supporte les flux électroniques qui se substitueront progressivement au papier et fournit les facilités d'accès distant à l'information.

Dans le cadre de son mandat, le CII veillera à la mise en œuvre d'une infrastructure informatique moderne et cohérente pour soutenir les efforts de modernisation des institutions européennes et continuera à alerter le Collège des Chefs d'Administrations sur des aspects organisationnels critiques.

P. GARANT
Secrétaire CII
DI

Mesures de réorganisation et de renforcement de l'efficacité de la Direction de l'Informatique et des Télécommunications du Parlement Européen

Peu après ma prise de fonction en tant que Directeur de l'Informatique et des Télécommunications du Parlement européen, le Secrétaire Général et le Directeur Général de la Présidence m'ont demandé d'examiner l'efficacité et l'organisation de la DIT et d'envisager des mesures d'évolution de cette Direction en vue d'optimiser les services qu'elle rend à l'Institution et à ses membres.

Les mesures retenues suite à mes propositions, sont de deux ordres. D'une part des modifications des structures internes de la Direction, afin de mieux tenir compte de l'évolution des technologies concernées, d'améliorer la réactivité vis à vis des utilisateurs et d'assurer une meilleure cohérence dans la fourniture des services. D'autre part un rééquilibrage de la composition des ressources humaines mises en œuvre, afin d'assurer qu'elles restent gérables et que l'évolution et l'application des technologies de l'information au Parlement restent sous le contrôle de l'Institution.

L'analyse du fonctionnement de la DIT a mis en évidence des redondances au niveau de la gestion des équipements, selon qu'ils couvrent des fonctions informatique ou de télécommunications, ainsi qu'un certain nombre d'insuffisances. Sont, en particulier, jugés insuffisants le support apporté aux utilisateurs et aux Députés en particulier, la capacité à apporter rapidement une solution à un problème nouveau, la normalisation, au sein de l'institution, des méthodes et outils de développement de projets informatiques, la gestion des données, créant des redondances dans différents systèmes, la sécurité des accès et de la protection des données, et la sélection objective des projets à mettre en œuvre dans un budget contraint.

La nouvelle structure proposée pour la DIT est fondée sur la reconnaissance de trois observations. La première est l'intégration toujours plus forte de l'informatique et des télécommunications, qui convergent en tant que "technologies de l'information". La seconde est l'exercice, par le personnel de cette Direction, de trois métiers principaux, liés respectivement aux infrastructures, aux systèmes et aux

utilisateurs. La troisième est la nécessité, en parallèle, d'assurer un ensemble de fonctions "transversales" qui s'appliquent non seulement aux différents métiers de la DIT mais aussi à l'ensemble des activités de développement et de gestion de ressources informatiques de l'Institution (donc dans les Directions Générales et les Secrétariats des Groupes Politiques).

En conséquence, il a été décidé d'organiser la DIT autour:

- ◆ d'une part de 3 Divisions orientées "métiers", chargées respectivement de:
 - la mise en place et la gestion des infrastructures matérielles et de réseaux;
 - le développement et la maintenance des systèmes;
 - le support aux utilisateurs et la logistique y associée.

L'orientation "métier" de ces 3 entités devrait permettre d'en assurer un haut degré d'efficacité,

- ◆ d'autre part, de 3 unités transversales, chargées respectivement de:
 - l'ingénierie et du support aux projets, qui assure la conception des infrastructures, la sélection des solutions techniques pour les projets, la vigilance technologique, la standardisation, la gestion de qualité et de la sécurité; (Vu son importance et les ressources humaines qu'elle met en œuvre, il serait logique que cette entité soit rapidement revalorisée en Division)

- la gestion des ressources informationnelles (données, processus, évaluation des projets, communication);
- la gestion du budget et de l'obtention des produits et services

Le caractère "transversal" de ces entités devrait permettre d'éviter des duplications et redondances coûteuses, ainsi que favoriser une réponse mieux coordonnée et plus rapide aux demandes des utilisateurs.

Par ailleurs, il est apparu que les effectifs techniques et de gestion statutaires de la DIT sont stables depuis 1992. En effet, les quelques augmentations d'effectifs qui ont eu lieu depuis correspondent à des redéploiements d'effectifs apportés avec leurs fonctions. Depuis lors et indépendamment de ces nouvelles fonctions, le budget à gérer a crû de 62%, et l'envergure et la complexité des infrastructures, des systèmes et de services offerts ont augmenté de manière considérable: p.ex. doublement du nombre de PC en 5 ans, accès aux systèmes à partir de l'extérieur, ouverture à l'*Internet*, équipement de nouveaux bâtiments, multiplication par 17 du nombre de serveurs, etc.

Depuis 1992, l'augmentation de la charge intrinsèque de travail de la DIT a été quasi totalement absorbée par l'externalisation (*outsourcing*), via la conclusion de contrats, soit forfaitaires, soit en régie, d'utilisation de ressources humaines externes. De 1993 à 2000, cette externalisation a crû de 132%. La proportion de personnel statutaire (y compris le personnel des standards téléphoniques) dans les ressources humaines de la DIT (externes compris) a ainsi chuté de 60% à 44%, ce qui constitue un niveau nettement trop bas pour garder à terme le contrôle de l'application et des coûts des technologies de l'information dans l'Institution.

Une comparaison approfondie, menée au sein du Comité Interinstitutionnel de l'Informatique, du taux d'externalisation en informatique et télécommunications plaçait d'ailleurs déjà en 1994 le Parlement à un niveau nettement plus défavorable que celui des autres Institutions européennes.

Il n'est donc pas étonnant que l'analyse des fonctions et des postes de la DIT, inhérente à l'étude de l'organisation de cette Direction, ait permis de détecter un certain nombre de fonctions permanentes dans les différentes entités, qui sont soit mal, soit pas du tout assurées, soit encore affectées d'un niveau de risque et/ou de faiblesse de contrôle à terme inacceptables. Des déficits ont ainsi été identifiés:

- ◆ pour la gestion des infrastructures (téléphonie et télédistribution),
- ◆ pour le suivi des contrats et des fournisseurs,
- ◆ pour la mise en place et la maintenance de systèmes (*workflow* et systèmes de production)
- ◆ pour le support aux utilisateurs, députés en particulier,
- ◆ pour l'ingénierie et le support aux projets (investigation rapide de solutions techniques répondant aux besoins des députés, analyse d'impact).
- ◆ pour l'évaluation de l'impact des projets (rapport avantages/investissement).

Faire assurer convenablement ces différentes fonctions par des fonctionnaires requiert la mise à disposition de postes partiellement compensés par une réduction de la sous-traitance. Les fonctions de nature stable, actuellement remplies de manière permanente et sans terme prévisible par un externe en régie, ont ainsi été recensées avec pour objectif de les faire assurer progressivement par du personnel stable c'est-à-dire statutaire.

La nouvelle structure se mettra en place en octobre, les renforts d'effectifs commenceront début 2001 et s'étaleront sur 3 ans. Il ne restera plus, à la nouvelle Direction des Technologies de l'Information qu'à montrer que ces mesures lui ont permis d'améliorer ses prestations et sa perception.

Pierre LORA-TONET
Parlement Européen

Les Technologies de l'Information à l'exploitation informatique du Parlement européen - Points de repère -

La production informatique dans l'entreprise, c'est quelque peu l'usine! On ne doit pas en entendre parler au niveau du management; sinon c'est généralement en termes négatifs d'incidents: indisponibilité des systèmes, allongement des temps de réponse, retard dans les chaînes de traitement.

Son rôle correspond à celui d'un opérateur traditionnel qui produit et distribue de l'énergie de qualité sur un territoire déterminé à la demande du client et ce à un coût contrôlé. Qui s'étonne désormais d'obtenir à volonté la fée Electricité dans n'importe quel foyer?

Les missions de l'exploitation informatique au Parlement européen sont de deux ordres:

- la mise à disposition d'énergie informatique d'une part pour les développeurs informatiques dans des environnements de développement et de pré-production, d'autre part pour les utilisateurs finals des systèmes d'information dans des environnements de production, et
- l'exploitation et l'administration d'infrastructures communes à l'entreprise.

La „révolution silencieuse“ ou le „big bang“

Historiquement l'exploitation informatique au Parlement européen a vécu sa „révolution silencieuse“ en 1997. Vu de l'intérieur, il s'est agi d'un véritable „big bang“ à tous niveaux:

- éclatement du centre informatique sur les différents lieux de travail,
- multiplication des systèmes de base (systèmes d'exploitation, systèmes de gestion de bases de données) à administrer,
- explosion du nombre de serveurs à gérer,
- évolution radicale de l'organisation et des méthodes de travail,
- formation intensive des hommes.

Un tel „big bang“ était inévitable compte tenu de la demande „client“, pressante et variée, à savoir:

- la création d'environnements ORACLE de développement, de pré-production et de production,
- la reprise d'infrastructures communes (le courrier électronique, les DNS),
- le rééquilibrage de l'activité informatique Bruxelles / Luxembourg,
- la création de services d'exploitation informatique pour des services tiers (sauvegarde et restauration de données).

Les tendances du métier et les choix du Parlement européen

L'exploitation informatique relève d'un métier clairement identifié dans le monde des technologies de l'information. Ce dernier exige des connaissances et des compétences spécifiques et correspond à une approche, à des méthodes, à une "culture" qui lui est propre.

Schématiquement les grandes tendances du métier sont au nombre de 8, déclinées de manière spécifique au Parlement européen.

Les systèmes ouverts basés sur les standards du marché

Jusqu'en 1995, le centre informatique du Parlement européen consistait en un environnement unique propriétaire Siemens BS2000. Dans un premier temps, l'environnement applicatif existant a fait l'objet d'un portage en environnement UNIX -Siemens SINIX-. Depuis 1997, ont été créés des environnements UNIX -SUN Solaris- pour les bases de données ORACLE et ont été pris en compte les environnements Microsoft -NT Server-

Les outils et produits, leaders du marché

Les systèmes d'exploitation, MS Windows NT4 et UNIX SUN Solaris 2.6 évoluant vers 7 puis 8. Le système de gestion de bases de données (SGBD) ORACLE 7 évoluant vers 8i. La plateforme d'administration et de supervision CA TNG Unicenter 2.1 évoluant vers 2.2. Le produit de GroupWare Novell GroupWise 5.5 évoluant vers 5.5 EP.

La maîtrise des infrastructures

Les infrastructures de plus en plus complexes, multi-plates-formes et multi-sites, imposent une supervision automatique de ses éléments constitutifs, une remontée automatisée et sélective des alarmes et la prise de contrôle à distance des équipements. Pour répondre à ces exigences, le choix d'une plate-forme d'administration et de supervision, universelle et évolutive, a été faite: Computer Associates TNG Unicenter.

L'industrialisation de la production informatique

La production informatique correspond à un processus industriel visant, à partir de matières premières, à la réalisation de produits finis. La maîtrise de la qualité et l'amélioration de la productivité passent par l'automatisation de la production limitant ainsi l'intervention humaine. Ceci est possible au moyen d'un outil automatisé de traitement des chaînes de travaux: le Workload Management de CA TNG Unicenter. Il existe au Parlement européen plus de 45 chaînes de traitement, qui correspondent à 260 lancements par mois.

Le concept Client / Service

Autrefois la production informatique était tournée vers les systèmes, aujourd'hui elle se tourne vers ses clients. Ceci se traduit par une véritable négociation des prestations à fournir sous la forme de contrats de service (Service Level Agreement (SLA)). Cette démarche passe par la définition précise des besoins du client qui seul connaît les contraintes de son métier, mais aussi par la définition consensuelle d'indicateurs objectifs mesurant la qualité. Des SLA ont été ou sont négociés pour les prestations de sauvegarde et restauration de données à des services tiers et pour la gestion technique des services ITER et EUROPARL.

L'infogérance / l'externalisation

Le manque chronique de personnel statutaire et la nécessité de gérer l'imprévu conduisent la mise en place d'une stratégie en la matière. Il est capital de garder en interne la compétence, la connaissance des systèmes et de leur évolution. Par contre, il est acceptable de confier à l'extérieur les travaux quotidiens de gestion opérationnelle sur base de LSA avec obligation de résultats dûment contrôlés sur base d'indicateurs. Ceci permet aussi de répondre aux demandes de prestations exceptionnelles peu compatibles avec le Statut.

La mutation des métiers

Les métiers de l'exploitation informatique ont fortement évolués ces dix dernières années. Ils demandent de plus en plus de compétences, nécessitent une approche client de plus en plus affirmée et se trouvent confrontés à la révolution technologique permanente.

Le maintien de la compétence et de la motivation du personnel statutaire passent par la formation aux technologies en devenir, la responsabilisation sur les tâches stratégiques, la participation active aux projets de rénovation.

L'évolution technologique

L'exploitation informatique se doit de la suivre au plus près, à la demande de ses clients mais aussi à cause de l'évolution toujours plus rapide du marché (course aux versions). En outre, une telle évolution lui apporte des solutions innovantes et optimisées dans les domaines de la permanence des systèmes, dans la mutualisation des espaces de stockage, dans la convivialité des interfaces avec ses clients.

L'exploitation informatique en chiffres

En quelques chiffres l'exploitation informatique au Parlement européen, c'est:

- un environnement
 - de 90 serveurs (7 Solaris, 4 Sinix, 68 NT4, 11 NETWARE) sur les trois lieux de travail,
 - de 2 Tera Octets (mille milliards de caractères) de données stockées,
 - d'une capacité de sauvegarde de 15 Tera Octets de données à partir de 3 robots situés à Luxembourg, Bruxelles et Strasbourg,
 - de 9 imprimantes réseau dont 1 laser (50 pages/mn)
- un portefeuille applicatif couvrant l'ensemble des activités du Parlement européen:
 - le support aux activités parlementaires (EPADES, DEPOSIT, CRE, QP, VOTE, OJ, ITER),
 - le domaine documentaire (CODICT, EUROPARL, EUROVOC, EPOQUE),
 - la gestion des ressources humaines (ARPEGE, GESPERS, GERI, PERICLES),
 - la gestion financière (FINORD, FINORD CF, FINICS, FINMED, MISS, MIME) et patrimoniale (ELS)
- le courrier électronique avec
 - 6200 boîtes électroniques,
 - un trafic mensuel de 3,5 millions de messages commutés en interne (pour une croissance annuelle de 60%) et une pointe journalière constatée en février 2000 de plus de 300 000 messages,

- un trafic mensuel Internet de 600 000 messages et de 60 Giga Octets (pour une croissance annuelle respective de 300% et de 600%),

- mais aussi des ressources humaines et des moyens:
 - 15 statutaires dont 6 techniciens,
 - 5 contrats de service avec obligation de résultats ce qui correspond à environ 25 employés des sociétés prestataires,
 - 10 fournisseurs (matériels / logiciels),
 - un budget de 6,5 millions € en 2000.

Conclusion

L'énergie informatique est une ressource critique, essentielle voire vitale pour toute entreprise.

L'exploitation informatique est son opérateur qui se doit:

- d'être transparent (anticiper les incidents),
- d'être efficace (rendre le meilleur service au moindre coût),
- de répondre à la demande (anticiper les besoins),
- d'être qualifié (former les hommes aux technologies en devenir),
- d'avoir l'approche Client (prendre des engagements et les tenir).

C'est le défi que l'exploitation informatique du Parlement européen s'attache à relever quotidiennement.

Pierre JEGU
Parlement Européen

Les Technologies de L'Information pour un fonctionnement efficace du Parlement européen

Le fonctionnaire qui prend aujourd'hui ses fonctions au Parlement européen (PE) a du mal à s'imaginer l'ampleur de l'évolution des méthodes de travail au PE au cours des vingt dernières années, notamment l'évolution liée à l'introduction progressive des outils des Technologies de l'Information (TI).

A titre d'illustration, il est utile de citer quelques chiffres, tout en gardant à l'esprit qu'au cours de la période en question les effectifs du PE n'ont quasiment pas évolué en nombre.

En 1982 nous utilisions **2.400 machines à écrire** et 15 postes de travail informatiques ("les terminaux") reliés à un serveur; aujourd'hui, nous utilisons 250 serveurs et **7.500 PC** reliés en réseau.

En 1982 le service de coordination informatique du PE comptait une quinzaine de fonctionnaires, dont 5 informaticiens; aujourd'hui la Direction des Technologies de l'Information compte 146 fonctionnaires, dont 40 informaticiens, auxquels il faut ajouter les équipes LSA, soit un total de 80 personnes.

Dans la même période le budget pour l'informatique, hors télécommunications, est passé de 1,1 Mio € à 22 Mio €.

Les technologies qui ont vraiment percé au Parlement sont le **traitement de textes** et le **courrier électronique** (e-mail). On peut dire que le Parlement européen est comme une énorme usine de production de textes et il est normal que les outils permettant la création, la modification, l'impression, le stockage et la transmission de textes deviennent prioritaires. La popularité du courrier électronique a été en outre renforcée par la dispersion géographique des fonctionnaires (Luxembourg, Bruxelles, Strasbourg) et des députés (Bruxelles, Strasbourg et lieux de travail dans les 15 Pays Membres).

Evidemment d'autres outils TI sont aussi largement diffusés au Parlement, tels que le tableur (*spread sheet*), les logiciels d'aide à la

traduction, le navigateur *Web* (*browser*) ainsi qu'une panoplie d'applications spécifiques développées '*in house*'.

Parmi les technologies présentes au PE, il en existe d'autres qui ne sont pas encore largement diffusées ou qui sont *peu ou mal utilisées*. C'est le cas par exemple des logiciels de Workflow, des logiciels d'envoi de fax via PC, de l'agenda électronique collectif, de la "messagerie vocale" et du logiciel pour la prise de contrôle à distance d'un PC (*remote control*).

Les outils technologiques sont présents et disponibles, mais il faut un certain temps avant que la culture "maison" n'évolue en conséquence (sensibilisation des cadres, révision des méthodes de travail, formation des utilisateurs).

Un exemple parlant est le transfert de milliers de cantines métalliques de Luxembourg et Bruxelles vers Strasbourg au moyen d'énormes camions lors des sessions plénières. Ces cantines contiennent pour la plupart des documents-papier qui bien souvent existent sous forme électronique quelque part sur un serveur ou sur un PC; et ce n'est qu'une question d'organisation d'accéder à la bonne version du document à partir des trois lieux de travail.

D'autres exemples d'outils présents et sous-utilisés sont le *Wake-on-LAN* (possibilité de "réveiller" à distance un PC éteint), la diffusion d'informations en interne via des serveurs *web* (Intranet), le télétravail (possibilité d'accéder aux systèmes informatiques du PE à partir de chez soi) et le contrôle de l'inventaire des biens attachés au réseau par procédure automatique (via SMS).

Parmi les technologies disponibles sur le marché et qui présentent un **intérêt potentiel** pour le PE, on peut citer les systèmes de reconnaissance de la voix (*voice recognition*),

les agendas électroniques (PDA = Personal Digital Assistant), le bureau virtuel (espace de travail pour utilisateurs itinérants), les *newsgroups* et la visioconférence.

La **reconnaissance de la voix** est en phase d'expérimentation au PE, notamment à la Direction de la Traduction: une traductrice a été chargée spécifiquement de la promotion de cette technologie, de la sensibilisation et de la formation des utilisateurs- pilotes, du suivi de l'évolution des produits du marché et du support technique et fonctionnel.

Les premiers résultats sont prometteurs mais il faut savoir que pour réussir il faut disposer d'une configuration *hardware* puissante, investir du temps pour apprendre soi-même les astuces et entraîner le logiciel quant aux spécificités vocales de l'individu qui parle.

Des **agendas électroniques** (p.ex. Palm Pilot) sont utilisés en nombre restreint dans le cadre d'une expérience pilote. Si, pour les fonctionnaires, il est facile de se conformer à une marque et un modèle précis, pour les députés ceci est moins évident, car ils amènent leurs propres appareils et considèrent qu'ils doivent pouvoir les synchroniser avec les logiciels au PE. Ceci génère évidemment des problèmes de compatibilité, étant donné la panoplie de marques, modèles et logiciels.

L'introduction des TI au PE a pu se faire en surmontant quelques difficultés, pour la plupart relevant plus de l'organisation que de la technique. A titre d'exemple, il n'a pas été facile de convaincre les utilisateurs et le personnel d'encadrement de l'importance de la **formation**.

En outre, les cadres des services clients veulent quelque fois résoudre des problèmes organisationnels par la technologie. De leur côté, les informaticiens ont parfois la tendance à considérer la technique comme un but en soi. Il va de soi qu'il faut un certain temps pour que les techniciens et les clients apprennent à éviter ces pièges et à dialoguer avec un **langage commun**.

Une autre difficulté a été de convaincre les autorités budgétaires d'accorder les **ressources humaines permanentes** (personnel statutaire) pour permettre de garder le contrôle sur les aspects techniques et stratégiques, le danger étant de confier certaines tâches critiques à des sous-traitants externes.

Comme il a été dit plus haut, une des particularités du PE est d'avoir des utilisateurs avec des attentes parfois divergentes. En effet, s'il est normal pour les fonctionnaires de se conformer aux choix techniques de l'Institution, les députés estiment qu'ils ne font pas partie de la structure administrative de l'Institution et que par conséquent, ils devraient pouvoir utiliser les outils TI, et notamment les logiciels, qu'ils utilisaient avant d'être élus. C'est le dilemme bien connu entre **informatique individuelle et informatique d'entreprise**.

En conclusion, on peut dire que l'utilisation des Technologies de l'Information au PE est bien développée, mais il est à noter cependant que les technologies présentes ne sont pas encore toutes exploitées au maximum de leurs possibilités et que les nouveautés qui apparaissent sur le marché sont d'un grand intérêt potentiel.

Pour obtenir une utilisation efficace des TI, il est important que les services utilisateurs et les informaticiens dialoguent de manière constructive, le rôle des premiers étant de définir les besoins et de valider les solutions (aspects fonctionnels), le rôle des seconds étant de définir, réaliser et faire évoluer les solutions (aspects techniques).

Bien entendu, une attention particulière est à accorder aux 626 députés, qui représentent une population itinérante avec des besoins individuels tout à fait spécifiques.

Pietro BIANCHESI
Parlement européen

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

- Quelques tendances actuelles -

Les tendances actuelles des technologies de l'information (TI) sont indissociables de l'environnement économique dans lequel elles évoluent et avec lequel elles interagissent.

Tout d'abord, le caractère de plus en plus «électronique» des transactions économiques – entre les entreprises, ou entre elles et leurs clients finals – constitue le facteur le plus récent et le plus puissant de détermination des fonctions et capacités offertes aux utilisateurs de TI, même dans les organisations non-économiques. C'est en effet principalement à l'«**économie électronique**» que l'on doit la meilleure convivialité des interfaces utilisateurs, la mobilité des terminaux (ordinateurs portables, GSM), l'intégration et l'accélération des processus internes et externes des organisations, ainsi que bien entendu l'explosion des capacités de communication.

Ensuite, la standardisation des composants technologiques, alliée à une exacerbation du rythme de l'innovation, conduit les fournisseurs de TI à adopter une stratégie orientée plus **contre la concurrence** que vers la clientèle (plutôt démolir les concurrents que se différencier en répondant mieux aux besoins réels des clients). Le marché s'en trouve forcé en permanence, l'idéal des fournisseurs étant de transformer cette industrie d'investissement en industrie de consommation (courses aux versions, notamment).

Ce marché de l'offre s'accompagne d'une forte **consolidation**, à la fois par la raréfaction des fournisseurs (il n'y a pratiquement plus qu'un seul fournisseur très dominant par domaine de TI) et par l'intégration incontournable des différents produits offerts par chacun d'eux. Les décisions technologiques à prendre par leurs clients deviennent donc de plus en plus composites, le choix d'un produit entraînant l'autre, ce qui alimente à son tour une restriction *de facto* dans le choix des fournisseurs. Un tel contexte est évidemment particulièrement difficile pour une clientèle comme les Institutions publiques.

Enfin, l'**externalisation** (*outsourcing*) devient une composante essentielle dans la politique d'obtention de services TI. Ce recours – au moins partiel – à la sous-traitance participe d'un souci général des organisations de se concentrer sur leur activité principale, mais, dans le cas des TI, est accentué par leur complexité et leur rapide évolution, ainsi que la pénurie de ressources humaines qualifiée. Cette externalisation prend de plus en plus souvent la forme d'un véritable partenariat entre le client et le fournisseur, avec partage des risques et des avantages, alors que les règles actuelles de passation de marchés publics imposent encore une relation commerciale classique et «distante».

En tout état de cause, la gestion de cette externalisation se professionnalise nécessairement au sein des départements de TI, requérant d'eux un rôle d'assembleur et d'intégrateur de services externes.

Equipements terminaux des utilisateurs

Pour les **terminaux fixes** (*desk top PCs*), et en particulier face à l'ouverture à l'*Internet*, les entreprises adoptent des politiques plus strictes quant à leur utilisation par leurs employés, considérant ces équipements comme des ressources simplement prêtées aux utilisateurs pour des activités en rapport avec leur rôle dans l'organisation.

Les politiques d'acquisition se formalisent également, confrontées à l'impératif de simplifier et de standardiser les parcs d'équipements, pour des raisons évidentes d'évolutivité, de connectivité, de sécurité et tout simplement de coût. Cette standardisation ne signifie cependant pas une homogénéisation complète du parc, mais plutôt la reconnaissance d'un nombre restreint de catégories d'utilisateurs, chacune caractérisée par un ensemble différent de besoins essentiels.

Par ailleurs, la course à la puissance pourrait au moins provisoirement s'arrêter, cette dernière étant déjà nettement excédentaire pour la plupart des utilisateurs. Toutefois, de nouvelles versions de progiciel et l'avènement de l'architecture à 64 bits pourraient la relancer.

Les terminaux mobiles (PC portables, agendas électroniques, GSM,...), quant à eux, connaissent une fragmentation et une prolifération extraordinaire de solutions et de produits se différenciant par leurs capacités d'accès et/ou de création de contenu, la fixité ou la programmabilité de leurs fonctions, et la priorité relative accordée à la voix ou aux données, sans compter l'accès à *Internet*, qui devrait être disponible sur 70% des GSM et 80% des agendas électroniques d'ici 4-5 ans.

Il en résulte une multiplication des types de terminaux mobiles dans les entreprises -- où l'on estime que d'ici 2 ans 80% des employés mobiles auront deux terminaux mobiles, et 40%, trois -- d'où un accroissement prévisible du coût de support de l'ordre de 10% par an. Actuellement, la durée de vie de ces terminaux n'excède pas 36 mois, et celle des produits permettant la synchronisation de leurs données avec les terminaux fixes, 24 mois, ce qui est nettement inférieur à l'environnement «fixe».

Deux ans seront probablement encore nécessaires avant que ne se produise une consolidation de différentes fonctions et données sur un «terminal mobile polyvalent du futur» dont les caractéristiques ne sont pas encore claires à ce jour.

Réseaux

La croissance continue des besoins de capacité de communication conduit à tenter de gérer plus «intelligemment» la bande passante disponible, en hiérarchisant les priorités accordées aux différents flux de données selon des critères tels que le type d'application utilisatrice, le calendrier ou l'horaire, etc (p.e. en accordant la priorité aux transmissions de données comptables en fin de mois, au détriment de la consultation sur *Internet*). De tels dispositifs de reconnaissance des applications au niveau réseau ne sont encore disponibles que sous forme de produits propriétaires, dont seul un déploiement tactique aux points de congestion serait actuellement envisageable.

Par ailleurs, la gestion des réseaux est amenée à prendre en compte une diversification prévisible du type de terminaux d'accès distant (de plus en plus de portables non-PC) et du mode de connexion (de plus en plus permanente).

Mise en œuvre des logiciels

Le courrier électronique connaît un succès fulgurant, qui n'est pas près de se démentir, suivi d'assez loin par les autres progiciels dits «de collaboration» tels que le calendrier et les forums. L'avenir de la messagerie réside dans son unification, ou plus exactement dans l'intégration de ses différents media (*email*, téléphone, fax), surtout pour l'utilisateur mobile (qui pourra p.e. «écouter» ses e-messages par téléphone).

Les systèmes de *workflow* (suivi de procédures avec transmission automatique de documents électroniques aux intervenants successifs) connaissent un moindre succès qu'escompté, les entreprises privilégiant les progiciels multifonctionnels de gestion intégrée de type *Enterprise Resource Planning*, du moins dans le secteur privé.

Le développement à façon d'applications garde de beaux jours devant lui. Les tentatives de l'«industrialiser» par une recherche de la qualité et de la répétitivité se poursuivent, améliorant la productivité d'une activité qui reste malgré tout «artistique», une grande souplesse restant nécessaire pour répondre aux besoins toujours plus rapidement évolutifs des organisations et des utilisateurs. Les approches de construction de systèmes basées sur l'assemblage de composants apparaissent les plus prometteuses pour concilier ces deux impératifs de productivité et de souplesse; parmi elles, l'«expressivité», permettant aux utilisateurs de manipuler des objets de l'application (personne, document, etc) directement à l'écran, selon leur mode de travail personnel plutôt que selon une procédure prédéfinie, est la plus novatrice. Ceci étant, l'adaptabilité dont peut bénéficier un nouveau système reste apparentée à celle du béton frais: très élevée lors de la mise en place, très problématique par après.

Enfin, la construction de système passe de plus en plus par l'intégration et l'interopérabilité de plusieurs applications, soit à l'intérieur d'une même organisation, soit entre organisations

différentes. Pour ce faire, un certain nombre d'outils deviennent disponibles: les *middlewares* (progiciels dédiés à la communication entre applications), le langage portable de programmation *Java* (fonctionnant indifféremment dans plusieurs environnements techniques), et les conventions XML (permettant de faire accompagner les données transportées de leur signification).

Conclusions

L'accélération des évolutions des TI raccourcit le cycle de vie des solutions et suscite des interrogations quant à la pérennité de ces technologies et de leurs fournisseurs.

Les réalisations en TI passeront nécessairement par une standardisation accrue, afin de bénéficier des baisses de prix des objets technologiques banalisés et de contrecarrer le coût élevé entraîné par leur diversité au sein d'une même organisation. Des progiciels fonctionnels sont ainsi appelés à être mis en œuvre même s'ils ne répondent qu'à 80% des besoins, les 20% d'exceptions

restantes étant susceptibles de générer 80% du coût total des réalisations: il importe donc de distinguer clairement les besoins réellement différenciateurs de ceux qui seraient «industrialisables».

Plus généralement, un choix de priorités parmi les besoins fonctionnels à satisfaire par les TI est plus que jamais nécessaire pour maximaliser leur rapport utilité/coût.

Le rôle du département chargé de construire les systèmes et mettre en œuvre les TI au sein d'une organisation change aussi en fonction de ces évolutions: il est appelé de plus en plus à agir comme «architecte» plutôt que comme «maçon», en intégrant des produits et des services complexes et puissants au sein d'une structure commune qu'il conçoit comme un cadre de référence technique pour la satisfaction continue des besoins évolutifs de l'organisation et de son personnel.

Michel KOHNER
PE

HOMEPAGE MODELLING

Is it time for a homepage design review?

It is quite simple and easy to endeavour in a task of creating a web site. With the aid of existing development tools almost anyone could eventually build one without knowing much of HTML or web programming. The problem is that it is not always easy to do it well and to achieve a high level of success and quality. In order to help in solving this recurring problem here are presented certain general principles that could be of assistance in better modelling and defining the most important page within a website - the *Homepage*.

The problem

Nowadays a lot of sites are presented through an introductory page containing a graphic or animation. This page is usually poor in terms of content and thus should not be considered a true *Homepage* or entry point into the site's content. This introductory page is also seldom bookmarked by Internet *surfers* that don't like to waste their valuable on-line time. If this initial page is not effective it will never be viewed repeatedly and its value or presence should be carefully evaluated and regularly reconsidered. Lets concentrate on what could then be called a *Homepage*.

Many sites adopt a menu centric approach for their *Homepage* that is often not the best way to present an institution, a personal web or even any other type of site. Although menu effects can graciously give life to a *Homepage* it should nevertheless be considered as something more than the container for hosting a main menu bar, with a limited number of submenus or options, where an attractive logo could be and is usually placed in an adjacent frame. Menus also have the tendency to become rather long occupying a significant amount of screen space. The site of www.serco.com presented below can be considered an example of what has been mentioned and is supposed to be revised soon, as is declared on the homepage. It will be interesting to follow how the site will evolve.

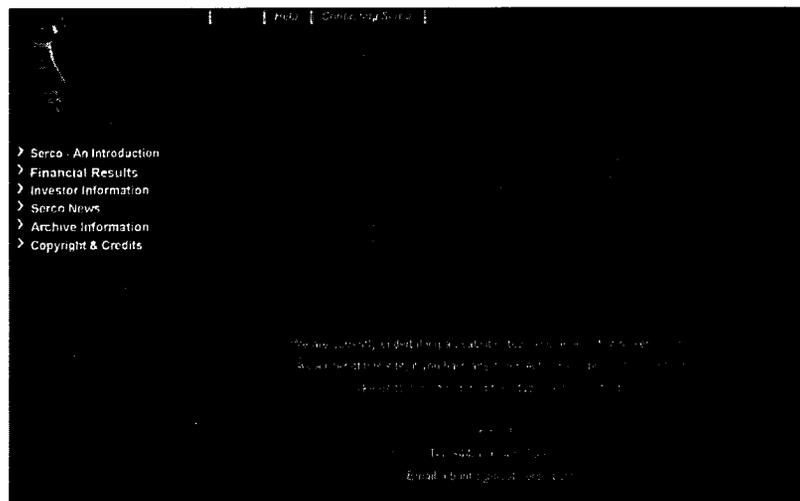


Figure 1 - www.serco.com web site (September 2000)

In general Internet *surfers* don't know what is hidden behind each menu option and are most likely aware of the logo from other advertising media. What this in the end means is that in a short period of time this *Homepage* will loose interest and instead of making it easier for *surfers* to access other more important information within the site it will obstacle them in reaching whatever they are

searching for. Another important aspect is that there is a waste of valuable homepage space that could be used in a totally different illustrative way. In order to be successful it is fundamental to provide web surfers with direct access to the most important content of any site right from the beginning.

The solution

The quite simple solution to the above-mentioned problem is to create a *Homepage Model*. This is achieved by dividing the *Homepage* into well-defined sections and areas that have different degrees of importance depending on their size (i.e. visibility) so as to give a summary or overview of the underlying site contents. An adequate number of importance levels should remain between 3 and 5 so as not to significantly narrow differences between levels of importance. Topics within the *Homepage* could eventually be repeated at different importance levels, as this would further emphasize their importance. One could eventually use different font sizes, colours or images to further emphasize topic or subject importance. *Cascading Style Sheets* are a big help if this is the case.

Re-ordering or shuffling of topics so as to assign them more or less importance could eventually be influenced by web access statistics pertinent to the whole site as these would help in identifying what was found most interesting within the site by signalling which were the most visited pages.

It is equally important to keep users interested in the *Homepage*. In this respect there is nothing better than performing regular updates, like providing a regular real-time news feed from one of the many existent news providers in the Internet, or by adding some interactive content, like a poll or a survey.

In order to uniquely identify a *Homepage* (see Fig 2) it should also contain a *Header*, with a simple logo or banner, as well as a *Footer*, with less relevant information like the date of the last update, e-mail contact or copyright notice.

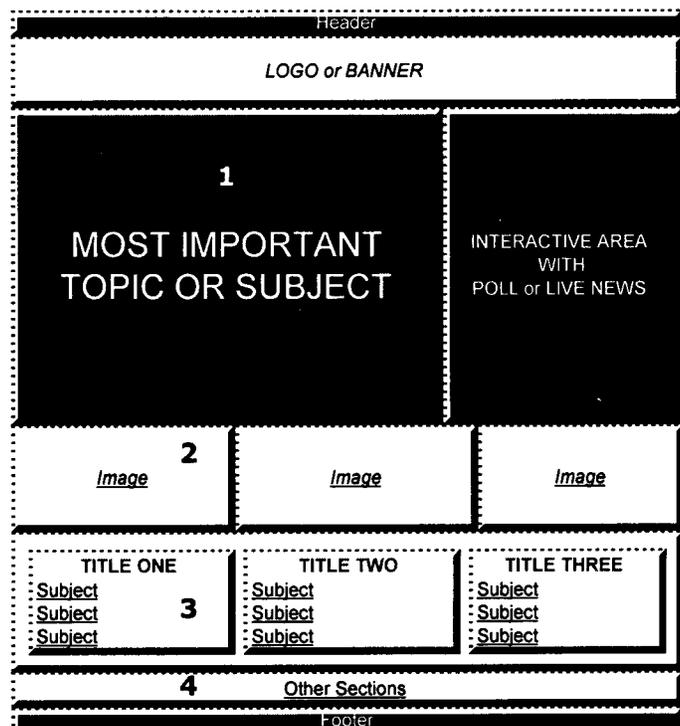


Figure 2 - Homepage Model with 4 Importance Levels

Final Considerations

Before creating a *Homepage Model* it is necessary to classify a web site's content and define how many levels of importance are necessary to differentiate between topics or subjects to be included in the *Homepage*. Sometimes it is difficult to do this but as it is relatively simple to reshape the model, it should not be a tremendous task to increase or decrease the number of importance levels or even reshuffle information. Before using any web tool or editor to implement your model be sure to know how to define complex *tables* and how *tables* embedded within *tables* behave, in order to obtain the best results in controlling the size and formatting of each single section or area.

Although it would be difficult to build such a *Homepage* dynamically this does not mean that the underlying web must be static. Remember that the *Homepage* is usually the entry or starting point for navigating through a site and this does not necessarily mean it influences navigational aspects



within it. Dynamic sites always have the advantage of being easier to manage and allowing for information reuse.

It should be noted that navigational aspects of the whole web site are not described here in detail but a good thing to keep in mind is that each underlying section of the *Homepage*, if necessary, should contain a fully visible, horizontal or vertical, submenu in order to fully give *surfers* access to all available navigational options. It is a question of rendering all accessible information visible in one single go.

Give it a try by modelling your own *Homepage*...

Ricardo SOUSA
Knowledge Management Unit
Joint Research Centre - Ispra

EIS

DG Trade's Electronic Information Service

EIS is a pro-active and timely electronic information service which delivers, to a well defined target audience, the latest news on trade issues from a European perspective on the same day it happens.

The system is based on a database containing identification and contact information, and a profile for each individual. The profile indicates their areas of interest, function, organizational type, and geographic location. Using these profiles, messages can be targeted at the desired audience in a timely and cost effective manner. Furthermore, the messages are personalized, in that they are personally addressed to each member of the target audience.

The EIS audience is defined as decision-makers and opinion-formers both within and outside of the EU, who have an impact on the success of international trade liberalisation. Currently there are 14,000 persons with active e-mail addresses in the EIS database. They are categorised into some 40 organisational types, including government ministries, legislatures (including MEPs), businesses, news-media, academia and NGOs. Approximately one third of our users signed-up for the EIS service by registering themselves on our website.

E-mail messages covering multilateral, regional and bilateral trade issues are sent to our audiences around the globe on average two to three times per week. The messages in general are no longer than one screen long and they include links to more in-depth information on DG Trade's website or occasionally to other websites such as the EU Presidency website. Since its inception in the summer of 1999, the EIS system has sent nearly one hundred e-mail messages.

The EIS service provides us with feedback from our audiences through enquiries and also issues raised by them. This allows DG Trade to keep its ears close to the ground, informing us on the key trade issues facing people in different parts of the world.

The EIS is a powerful lobbying tool, and has already demonstrated its full. It was extensively used during Seattle WTO Ministerial and during the EU WTO negotiations with China, sending around the world on a daily basis, information on the EU's evolving positions.

An independent market research company conducted an evaluation of the EIS system in the first half of 2000. The main results show:

- 94% overall satisfaction of the EIS service among its audience.
- 93% overall satisfaction ratings for the DG Trade website among EIS subscribers.
- Over half (53%) think DG Trade EIS service is better than similar e-mail information services while another 40% believe it is more or less the same quality.
- 37% read (nearly) all the message and 47% read some of them. Only 2% of our subscribers junk our e-mails. Almost half of them in addition forward the message to an average of 6 more persons.

The EIS system can therefore be considered as a success for DG Trade.

Serge CHRISTIANE
Jean-louis COBBAERT
Mark VANDEYAR
DG TRADE

The Directory Project

- Progress report (October 2000) -

A joint presentation of the Directory and COMREF projects was given to the CTI of 12 July, emphasising the common areas and the different roles of the two projects and indicating the interactions between them to guarantee consistency and timeliness of data. To ensure the closest possible co-operation between them a joint steering committee has been established.

Data quality

In order to improve the accuracy and completeness of data in the directory, tests are in progress (in conjunction with DGs MARKT, BUDG, ENV, ADMIN and AUDIT) on the extraction of data from the SIC Personnel. This will allow:

- the automatic update of the Directory to reflect organisational changes or moves
- storage of additional information, such as additional levels of hierarchy (below unit level)
- addition of 'usual' names (as well as official name)
- information on hierarchic position and roles (such as Head of Unit, LSA) etc.

The tests so far have worked well in isolation, showing up errors in both central (CUD) and local data. It is hoped to go live progressively for participating DGs before the end of October.

The process will be carefully monitored to prevent out of date local data overriding newer Gestel data. For example if an ex-DG Y person is still *active* in the SIC after his real departure to DG Z, and DGZ is not using the SIC-Directory link, the directory will retain his assignment to DG Y.

Another issue still to be resolved is the inconsistency in the usage of certain SIC fields between different DGs.

Lastly, it is clear that this exercise is only possible if there is link between an entry in the SIC Personnel and the entry in the Directory. The personnel number can play this role for

statutory staff, but it is important that the CUID (central user-id) be accurately recorded in the SIC for all others.

- The Directory team is also working with DG RELEX to extract data from their personnel system (NARCISSE).
- Ultimately, all the appropriate personnel information will be extracted from the COMREF system. The above exercise allows the Directory to provide an improved service in the short term, while also providing valuable input to the definitive solutions.

Meta-directories

A series of three presentations was held on 3 and 11 October as part of the examination of MetaDirectory solutions. Four suppliers participated: Siemens (in collaboration with Oracle), Microsoft and iPlanet (Sun/Netscape). The sessions included demonstrations taking particular account of the Commission environment. If adopted, a MetaDirectory product would simplify the synchronisation of data between the different data sources involved (e.g. SIC or COMREF, Gestel, NT domain, Exchange...)

Creation of new users

Updating the directory with the latest data on users from the SIC Personnel is relatively straightforward. Coping with the arrival of new users is a little more complicated. If we want to guarantee unique entries for individuals, we need to check whether a new user already existed, possibly under another name. To achieve this, we will supply an interface to

obtain a CUID and e-mail address at the time a user is created in the SIC. This may initially be a stand-alone interface, but it will subsequently be integrated into either the SIC or another part of the chain. (Creating the e-mail address will not affect the existing procedures for activating mailboxes, but should reduce the need for changes at a later stage to suit users' preferences.) This interface will also allow telephone installation / removal requests to be generated and automatically sent to Gestel for action. It is now hoped to introduce this interface towards the end of October.

Directory schema

Work is in progress on the adaptation of the abstract directory data model into a practical Directory Schema reflecting the concrete needs of the related applications and in particular, to bring it into line with the prevailing standards as used by directory-enabled products (see also the following point). This work also covers:

- infrastructure-related aspects, such as performance, partitioning, storage requirements etc, with the objective of merging the existing LDAP directories at the Data Centre.
- PKI implications on the Directory schema – storage of certificates and certificate revocation lists

Inter-institutional working group

An inter-institutional working group was proposed to and accepted by the CII at the end of June. Its mandate is to establish, where appropriate, common schemas and interfaces,

and determining the infrastructure requirements to permit interoperability of directories between the institutions. The intention is to ensure that directory information about institution staff managed and only by the responsible institutions and shared in the most efficient way. This work will follow as closely as possible prevailing standards and practices and will be co-ordinated with a study launched by IDA to examine directory interoperability beyond the institutions and with the member states. Those who are interested in participating in or providing input to the work of the group should contact me. The first meeting of the group took place on 9 October. A report of the meeting will be published separately.

Service

The Central User Database (CUD) feeds, for practical reasons (primarily performance), several LDAP directory servers that are available to applications for obtaining either access rights information or user details. For the latter purpose, applications will find the best data in the directory at ldap.cec.eu.int. Insem3 uses this service to obtain user details. The provisional schema for this directory as well as other information on its use can be found in Softline at:

<http://www.cc.cec/softline/u/services/workshops/ldap/ldapworkshop.htm>.

The schema has recently been enhanced through the addition of extra organisational information and the indexing of further fields.

Colin FRASER
DI / STB

SINCOM 2

dans les Agences et Comités des Communautés européennes

- Histoire et Perspectives -

1. Les Agences et le défi des technologies de l'information.

1.1. Les Agences de l'Union Européenne.

Organismes décentralisés ayant leurs propres statuts et remplissant une mission pour le compte de l'Union européenne, les Agences ont vu leur nombre se multiplier durant les dix dernières années.

En effet, le champ d'action de la Commission grandissant sans cesse, celle-ci eût recours à la création d'Agences afin de remplir des tâches spécifiques telles que la formation dans les pays d'Europe de l'Est, la traduction de textes officiels, l'amélioration des conditions de travail et de vie, la reconstruction du Kosovo, etc. A ce jour, douze Agences ont été créées et leur nombre pourrait encore augmenter en fonction des besoins des Institutions européennes.

Les Agences recensées par le site Europa sont dans l'ordre:

1. European Agency for the Evaluation of Medicinal Products (E.M.E.A.), London.
2. European Environment Agency (EEA), Copenhagen.
3. European Training Foundation (ETF), Turin.
4. European Centre for the Development of Vocational Training (CEDEFOP), Thessalonique.
5. European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA), Lisbon.
6. European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions (EFILWC), Dublin.
7. Office for Harmonisation in the Internal Market (OHMI), Alicante.
8. Community Plant Variety Rights Office (CPVO), Angers.
9. European Agency for Safety and Health at Work (OSHA), Bilbao.
10. Translation Centre for Bodies in the European Union (CDT), Luxembourg.
11. European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EMCRX), Vienna.
12. European Agency for Reconstruction (EAR), Pristina, Kosovo.

Les Agences étant autonomes, celles-ci n'en ont pas moins un Règlement Financier très semblable à celui de la Commission. Outre les aspects réglementaires, la plupart des Agences sont soumises au Contrôle Financier de la Commission et elles sont toutes soumises aux audits de la Cour des Comptes.

D'une taille variant de quelques dizaines à plusieurs centaines de personnes, les Agences emploient le plus souvent des Agents Temporaires spécialisés dans le domaine pour lequel leur Agence est compétente. Outre les Agents Temporaires, on rencontre parfois des Fonctionnaires européens ou des Experts nationaux détachés au sein de ces organismes. Représentant plus de deux mille personnes déployées aux quatre coins de l'Europe, les Agences sont un outil important de la construction européenne.

1.2. Le déficit des technologies de l'information dans les Agences.

Bien qu'étant de taille extrêmement variable en fonction de la mission qui leur est confiée, les Agences sont toutes confrontées à une complexité administrative comparable à celle des autres Institutions européennes. En effet, elles sont globalement soumises aux mêmes réglementations financières, et la plus grande partie de leur personnel bénéficie du statut des Agents des Communautés Européennes.

Afin d'administrer au mieux leurs services, les responsables des départements administratifs des différentes Agences ont initié des débuts de collaboration inter-institutionnelle ou ont fait appel à la sous-traitance afin de compenser le manque de ressources internes. En effet, indépendamment de sa taille, le département informatique d'une Agence est au moins en charge de:

- l'administration d'un réseau local;
- la connexion de l'Agence à Internet et les aspects de sécurité liés à cette connexion;
- le déploiement et la maintenance d'une suite bureautique de type Microsoft Office;
- la gestion d'une ou plusieurs bases de données Oracle supportant des applications administratives telles que SI2, les SIC, etc.;
- la création et la maintenance d'un site Web et d'un Intranet;
- le support de programmes comptables, y compris les outils de paiement électronique et les rapports d'exploitation;
- le développement d'outils informatiques propres à la mission de l'Agence;
- ...

Certaines Agences ayant un département informatique ne comptant que trois à quatre personnes, le recours à des programmes informatiques développés par la Commission pour l'automatisation des tâches administratives fut une démarche naturelle. Dans ce cadre, il est intéressant de noter que la plupart des programmes financiers écrits ou adaptés par la Commission ont été le fruit d'équipes composées de cinq personnes ou plus, ce qui représente un chiffre supérieur à l'effectif complet de beaucoup de départements informatiques dans les Agences. Outre la nécessité d'avoir une taille critique pour développer des applications administratives complexes et de haut niveau, les équipes de la Commission étant partiellement composées de Fonctionnaires statutaires, ceux-ci deviennent les garants de la pérennité des applications à travers le temps.

Autres éléments critiques, la complexité toujours plus grande des technologies de l'information oblige les membres des départements informatiques à se spécialiser alors que leur multiplication requiert l'acquisition continue de nouvelles expertises informatiques, tout cela à personnel égal. Pour illustrer ce dernier point, l'émergence d'Internet et l'importance stratégique de celui-ci fut souvent l'occasion de sous-traiter la création de sites Web et Intranet dans les Agences.

Afin d'améliorer cette situation, une solution éventuelle serait de recruter du personnel supplémentaire pour les départements informatiques des Agences. Cette situation est

malheureusement impossible pour des raisons budgétaires. Tout au contraire, il n'est pas rare que des Agents temporaires appartenant au département informatique d'une Agence viennent à quitter leur organisme afin de rejoindre le secteur privé.

2. La naissance du "Common Support Service" des Agences

2.1. La recherche d'une solution globale aux problèmes de gestion financière

Depuis environ 1995, les Agences cherchent à améliorer leur gestion financière à travers l'adoption de programmes informatiques permettant:

- l'amélioration de la gestion budgétaire,
- l'amélioration de la gestion comptable y compris la gestion électronique des paiements et des recettes (celle-ci ayant été parfois critiquée par la Cour des Comptes),
- l'amélioration de la génération des rapports destinés aux tiers (Commission, Parlement, etc.) ainsi qu'aux décideurs internes.

En effet, les Agences géraient en général leur budget au moyen de feuilles Excel et établissaient leurs bilans avec des outils comptables de type CUBIC. Peu sécurisées et nécessitant des encodages multiples, sources de pertes importantes de productivité, ces feuilles Excel devaient être remplacées par des applications clients/serveurs au plus vite. Quant à CUBIC, si ces qualités de programmes comptables ne faisaient aucun doute, l'impossibilité de payer électroniquement dans des formats non belgo-luxembourgeois constituait un désavantage dans le cadre d'Agences disséminées à travers l'Europe.

Sous l'impulsion de l'ETF à Turin et en association avec un groupe d'Agences, un premier appel d'offres fut lancé en 1996 afin de trouver ces outils administratifs. Les trois principaux produits proposés par différents bureaux de conseils ayant répondu à l'appel furent SAP R/3, Oracle Financials et Stestud. Les deux premiers produits représentant des offres supérieures au million d'Euros, la troisième solution correspondant à une fraction de ce montant fut adoptée avant d'être abandonnée rapidement suite à des coûts de maintenance trop élevés.

Couvrant les dépenses mais aussi les recettes ainsi que le traitement des opérations hors budget à travers un workflow sécurisé, le programme de gestion budgétaire de la Commission - SI2, sous une forme légèrement adaptée, rencontrait parfaitement les besoins des Agences. L'inconvénient du programme comptable restait néanmoins entier, et, toujours sous l'impulsion de l'ETF, la recherche d'une solution fut entreprise par les Agences. Oracle Financials, une des applications financières les plus respectées et permettant une architecture complètement basée sur Oracle fut sérieusement étudiée. Si Oracle Financials avait toutes les fonctionnalités requises pour couvrir les besoins des Agences, assez similaire à SAP R/3, son coût d'acquisition, l'installation locale ainsi que sa maintenance étaient démesurés par rapport aux besoins comptables et ressources des Agences. Cette solution fut donc également écartée.

Fin 1998, pressé par le temps et conscient des avantages d'un système budgétaire commun et conseillé par la Commission, un premier groupe d'Agences décida d'adopter SI2 et d'utiliser celui-ci exhaustivement (y compris pour les opérations de recettes couvertes par SAP R/3 à la Commission) après que l'ETF eut testé ses fonctions en détails¹.

Dans le futur, une version étendue appelée «SI2X» (pour SI2 eXtended) devait comprendre les fonctionnalités classiques d'un programme comptable de type CUBIC. En parallèle, le système de génération de rapports «SI2 Add-on» originellement développé en Powerbuilder par l'EEA afin

¹ J. Harris «SI2 Implementation – From Prototyping to Production», *Bulletin Informatique – July 1998*.

d'extraire des informations de SI2 devait être amélioré pour devenir SI2R (Reporting). SI2/SI2X/SI2R devaient couvrir l'intégralité des besoins des services financiers des Agences.

2.2 La formalisation de la création du "Common Support Service".

Se réunissant depuis 1996 afin de discuter des diverses opportunités informatiques, un premier groupe de cinq Agences incluant Turin, Lisbonne, Luxembourg, Copenhague et Dublin décida de mettre ses ressources en commun à travers la création du «Common Support Service» des Agences (CSS).

L'ETF ayant été particulièrement active dans le cadre de cette mise en commun de moyens, la Présidence du CSS fut confiée à celle-ci sur base du principe d'une rotation bi-annuelle. Quant aux développements informatiques à réaliser (SI2X & SI2R), ceux-ci furent confiés au Département Informatique de l'ETF.

Afin de centraliser les ressources financières du CSS, une ligne budgétaire fut créée à cet effet à Turin. D'un point de vue légal, les statuts de l'association furent édictés dans un «Memorandum of Understanding» définissant les bases de la coopération entre les membres. Active au niveau informatique, financier et légal, l'ETF engagea des ressources humaines considérables afin de faire de cette collaboration un réel succès et début 1999, le CSS fut effectivement formé avec comme base principale l'Agence de Turin.

Afin de devenir opérationnel, le CSS devait lancer un appel d'offres afin d'engager trois Consultants externes. En effet, le premier Consultant devait se charger de la maintenance de SI2 alors que le deuxième devait développer SI2X, le troisième étant responsable de la formation SI2 et SI2X. Cet appel d'offres fut lancé début 1999 alors que les Agences d'Angers et Bilbao venaient de rejoindre le CSS, portant à sept le nombre des membres.

3.- La première réorientation stratégique du CSS

Lancé début 1999, le premier appel d'offres n'apporta pas les compétences externes nécessaires à la stabilisation du CSS. En effet, les compétences Oracle PL/SQL (critiques pour SI2) et Powerbuilder (critiques pour SI2X) n'étaient clairement pas prêtes à prendre la route de Turin à un tarif correspondant à celui des appels d'offres de la Commission. Pour illustrer ce dernier point, la société choisie pour assurer la maintenance de SI2 dans le cadre de ce premier appel d'offres vit son unique consultant quitter Turin après quelques jours, celui-ci s'étant vu proposer un contrat plus lucratif ailleurs. Sur base de contrats d'intérim signés avec des sociétés externes, le CSS pût néanmoins assurer le déploiement de la version SI2 1.2.3 durant l'été 1999 et en assurer la maintenance durant la plus grande partie de cette même année.

SI2 étant en général déployé sans formation préalable des utilisateurs dans les Agences, le CSS décida de faire appel à la société de conseils en charge de la formation SI2 à la Commission Européenne afin de leur sous-traiter l'exécution d'une mission identique dans les Agences. En effet, cette société étant en charge de la formation SI2 dans le cadre de SINCOM2 à la Commission, celle-ci avait les meilleures compétences pour assurer la formation d'un nombre réduit d'utilisateurs SI2 dans les organismes décentralisés. Cette nouvelle acquisition d'expertise permit d'organiser rapidement des formations SI2 à Bilbao, Lisbonne et Dublin grâce à l'utilisation du contrat-cadre entre la cette société et la Commission.

SI2X existant sous la forme d'un prototype développé avec ses ressources internes en 1998, l'ETF décida de compenser l'absence du programmeur Powerbuilder recherché dans le premier appel d'offres par deux programmeurs appartenant au personnel du département informatique de l'Agence. Cette initiative permit de relancer le développement de SI2X avec pour objectif une mise en production début janvier 2000.

Fin 1999, le Comité Economique et Social ainsi que le Comité des Régions vinrent rejoindre le CSS portant à neuf le nombre des membres. En effet, les Comités, malgré leur taille nettement plus importante, avaient décidé d'adopter SI2 comme programme de gestion budgétaire et de bénéficier d'économies d'échelle. Outre des ressources financières supplémentaires, l'entrée des Comités offrait la possibilité de bénéficier d'une base logistique à Bruxelles. Dans ce cadre, le Consultant SI2 nouvellement engagé sur base d'un contrat cadre de la Commission ainsi que le User Manager purent bénéficier d'un bureau à Bruxelles afin de préparer le traitement des reports de droits tout en bénéficiant directement de l'expertise SI2 de plusieurs Fonctionnaires et Consultants de la DG Budget.

Fin 1999, un nouvel appel d'offres était en préparation afin de rechercher l'expertise PL/SQL et Powerbuilder. Cet appel d'offres n'était plus géographiquement limité à Turin et celui-ci promettait de bien meilleures perspectives.

Néanmoins, il devenait de plus en plus évident pour toutes les parties que la maintenance de SI2 par un ou deux consultants externes posait un problème d'expertise certain. En effet, SI2 étant une application hautement sophistiquée ayant été développée par les équipes de la Commission afin de rencontrer au mieux les contraintes du Règlement Financier, il n'y avait pas ou extrêmement peu d'expertise SI2 dans le secteur privé. En effet, à l'exception d'un ancien membre des équipes de développement de la DG Budget, nulle expertise SI2 n'était disponible en dehors de la Commission et de l'Agence de Londres (SI2 y étant en production depuis avril 1998). Outre cet aspect, même si cette expertise venait à être disponible après un long apprentissage, plusieurs membres du CSS mettaient en cause l'adoption d'une stratégie de sous-traitance créant de facto une situation de monopole et de dépendance vis-à-vis d'un consultant externe dans le cadre d'une application critique pour le fonctionnement de leur service des finances.

L'utilisation d'une base logistique aux Comités et de deux contrats-cadres SINCOM2 ayant donné de bons résultats, il devenait de plus en plus clair fin 1999 que le futur du CSS se trouvait à Bruxelles.

4. Un nouveau "Common Support Service" à Bruxelles début 2000.

Conscients de la difficulté à maintenir SI2 avec des ressources propres au CSS, plusieurs membres de l'ETF suggérèrent de demander à la DG Budget si celle-ci était prête à reprendre la maintenance de SI2 pour le compte du CSS, idée originellement proposée par la Cour des Comptes en 1999. En effet, la DG Budget ayant fini le lancement de SINCOM2, il était possible que celle-ci accepte cette responsabilité supplémentaire pourvu que le CSS lui apporte les ressources financières nécessaires à cette tâche.

En mars 2000, la DG Budget accepta cette reprise à la grande satisfaction de tous les membres du CSS. Afin de rendre cet accord effectif, le CSS s'engageait à nommer un User Manager responsable de la liaison entre la Commission et les membres ainsi qu'à accepter une paramétrisation SI2 aux standards de la Commission. Quant aux aspects financiers, le CSS s'engageait à compenser la Commission pour les interventions à exécuter dans les Agences.

Cette approche de sous-traitance fut également privilégiée par beaucoup de membres suite à l'annonce de changements prochains dans le cadre formel ainsi que dans l'environnement technique. Ainsi, une refonte du Règlement Financier à la Commission dans le cadre de la Réforme serait suivie, logiquement, par une adaptation correspondante des Règlements Financiers en vigueur dans les Agences. Ceci entraînerait potentiellement des adaptations importantes et urgentes de SI2, chose à laquelle les Agences pourraient ne pas pouvoir répondre de façon adéquate sans une étroite collaboration avec la DG Budget. De plus, l'évolution technique vers un 'web-oriented' SI2 pourrait s'avérer trop chère à suivre sans une étroite collaboration entre les Agences et la Commission.

A cette même époque, le Centre de Traduction de Luxembourg, lança un projet de création de rapports via l'utilisation du logiciel Business Objects. Sur base des quatre vues logiques (appelées «Univers» en Business Objects) et orientées autour des engagements, paiements, recettes et appropriations) créés par la DG Budget, le CdT créa une batterie de rapports budgétaires liés à SI2. Cette batterie, écrite en quelques mois à un coût moindre, est susceptible de couvrir l'intégralité des obligations de soumission de comptes comme énoncés dans l'article 78 du Règlement Financier de la Commission.

Cette opportunité fut expliquée aux membres du CSS dans le cadre d'un rapport² présenté durant le Comité de Direction du CSS tenu à Lisbonne le 14 avril 2000. Business Objects, grâce à sa couche sémantique, permettait à un utilisateur standard de créer ses propres rapports. Quant à la création de cette couche sémantique constituée d'Univers liés à SI2, celle-ci avait représenté un travail de plusieurs années/homme au sein de la DG Budget. Outre la récupération des Univers, l'existence d'un contrat-cadre entre la Commission et Business Objects simplifiait l'acquisition de ce logiciel par les membres du CSS. L'ensemble des membres montra un vif intérêt pour Business Objects et plusieurs membres acquièrent par la suite des "Starter Pack" du logiciel.

Durant le même Comité de Direction, deux nouvelles études furent demandées par les membres et la Cour des Comptes. La première concernait la possibilité d'adopter un programme comptable commun afin de remplacer SI2X qui avait montré des faiblesses quant à ses coûts de développement et ses possibilités de maintenance. La seconde concernant la possibilité d'utiliser un Data Centre commun afin d'héberger des applications administratives telles que SI2, ces applications étant délivrées dans les Agences via le réseau inter institutionnel TESTA II³ de la DG Entreprise.

Ces études furent présentées au Comité de Direction du CSS le 28 juin 2000. L'étude⁴ concernant le programme comptable commun concluait que les solutions d'entreprise de type SAP R/3, Oracle Financials, etc. étaient une option viable afin de satisfaire les besoins globaux des Agences. En effet, si ces solutions excédaient de très loin les besoins en comptabilité générale des Agences, celles-ci permettaient de payer dans la plupart des systèmes bancaires européens. Quant à utiliser un Data Centre commun, l'étude⁵ concluait que l'utilisation du Data Centre de la Commission était probablement la meilleure solution à cette date. Quant au suivi de l'étude, un des membres ayant collaboré à sa rédaction avait entre-temps lancé un projet pilote entre son Agence (EFILWC Dublin), le Data Centre, la DG Budget et la DG Entreprise.

A cette même date, récemment installée à Pristina, l'Agence pour la Reconstruction du Kosovo décida de rejoindre le CSS, portant à dix le nombre des membres. Quant à l'Agence de Vienne, celle-ci décida d'entamer les démarches afin de rejoindre le CSS à l'automne 2000.

5. La définition de la stratégie du Common Support Service.

Afin de maximiser la valeur de l'exécution du budget du CSS, il était important de formuler une stratégie cohérente avant d'exécuter celle-ci sous forme de multiples projets.

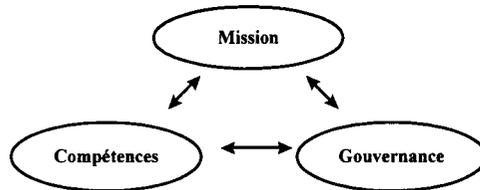
² L. Rigaux & M. Metzger, "SI2R - Reporting with Business Objects", *April 2000*.

³ TESTA II est un réseau de réseaux. Ce projet IDA géré par la DG Entreprise a pour but de connecter des administrations locales régionales et nationales par un réseau commun appelé domaine européen.

⁴ M. Metzger, "Developing a Common Approach in GL for the CSS - Some Perspectives", *June 2000*

⁵ C. Luettig, T. Sheehan, J. Halpenny, M. Metzger "Centralising some Financial Applications in the Data Centre Luxembourg - a Feasibility Study", *June 2000*

A cette date, sur base de l'utilisation d'un modèle très usité⁶, la stratégie du CSS s'articule autour de trois axes principaux décrits par le diagramme ci-dessous:



Comme énoncé dans l'article 1 du "Memorandum of Understanding", la mission du CSS sous sa nouvelle forme à Bruxelles est "de fournir des applications de qualité pour tous les membres, d'éviter la duplication des efforts, le partage des ressources créant des réductions de coûts et apportant une solide structure de support à travers une liaison optimale avec les Services de la Commission".

Quant à la gouvernance d'entreprise du CSS, celle-ci privilégie clairement la sous-traitance comme meilleure option pour acquérir des applications administratives de qualité. En effet, que ce soit dans le cadre de paramétrisation de progiciel (de type SAP R/3), dans le développement d'application sur mesure (SI2) ou dans le cadre d'outils de création de rapport (de type Business Objects), avoir une taille critique est un élément de succès. Cette sous-traitance systématique d'acquisition d'applications administratives est cohérente avec la stratégie moderne et le concept de "compétence principale"⁷. En effet, la stratégie moderne argue que les organisations les plus performantes maximisent la valeur de leurs compétences centrales et sous-traitent dans les meilleures conditions possibles les activités non critiques. L'application de cette théorie est assez bien illustrée par la sous-traitance complète de l'informatique de Eastman Kodak par IBM ou l'utilisation de SAP R/3 en tant qu'outil administratif et comptable par Microsoft. Outre cet aspect, l'appel à la sous-traitance offre en général de meilleures conditions financières, respectant pleinement l'article 2 du Règlement Financier.

Quant aux compétences, les aspects techniques requièrent la connaissance de Powerbuilder, PL/SQL, et autres langages afin d'assurer la maintenance et le futur de SI2 alors que les aspects fonctionnels (formations et conseils liés à SI2) requièrent des connaissances de gestion, du Règlement Financier et des mécanismes de l'Union européenne. Le User Manager (appelé Service Manager à la Commission) étant l'intermédiaire entre les départements financiers et informatiques, celui-ci est issu du département utilisateur qu'il représente⁸ tout en ayant de bonnes affinités avec les éléments technologiques du projet. D'autres compétences telles qu'une connaissance des logiciels comptables et des connaissances approfondies en comptabilité sont précieuses dans le cadre des projets actuels du CSS. Plus globalement, les compétences nécessaires à la réalisation de la mission du CSS pouvant varier en fonction des projets, l'appel à l'expertise externe et la flexibilité qu'elle apporte sont des facteurs de succès pour le CSS.

⁶ J.Henderson, N.Venkatraman, "Strategic Alignment: Leveraging Information Technology for Transforming Organisation." *IBM Systems Journal*, Vol.32, N.1, 1993

⁷ Gary Hamel, C.K. Prahalad, "Competing for the Future", *Harvard Business School Press*, 1994

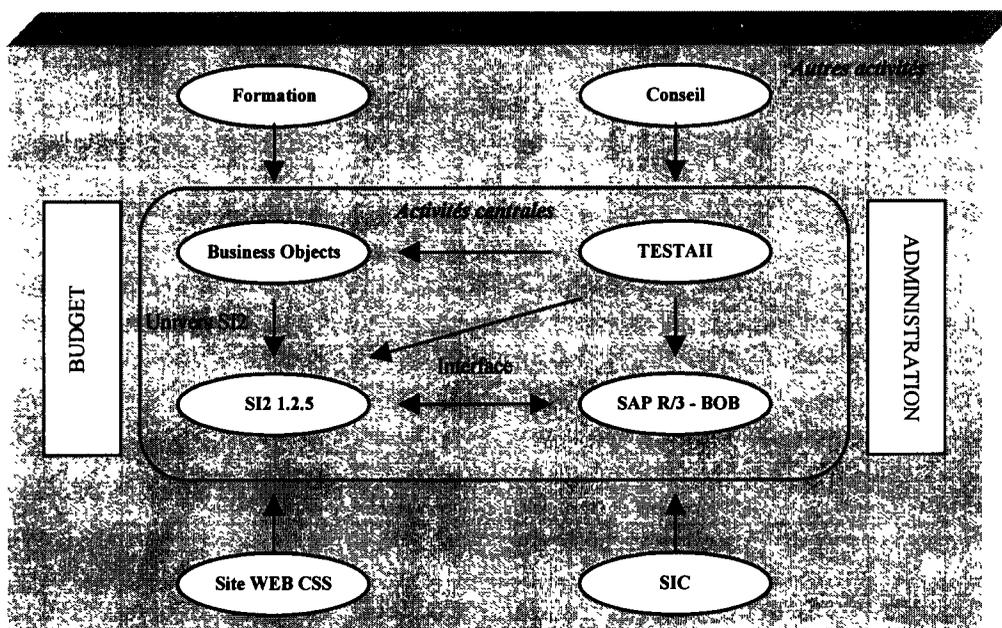
⁸ Guidelines for Project Management of the European Commission", p.15

6. L'exécution de la stratégie du Common Support Service.

L'exécution de la stratégie est réalisée à travers deux niveaux de priorité de projets:

- le premier niveau est composé des projets SI2 1.2.5, Business Objects, SAP R/3 (FI) et de l'interface entre le programme de comptabilité générale BOB et SI2, le tout pouvant être sous-traité au Data Centre dans le cadre du projet global d'infogérance avec la Commission.
- le second niveau est quant à lui constitué des projets de création de site Web pour le suivi des problèmes SI2 et autres dans les Agences, l'exécution et amélioration de la gestion administrative du CSS, l'introduction des SIC et l'organisation des formations SI2 & B.O. en 2001.

Schéma global:



6.1. Le déploiement de SI2 1.2.5 dans les Agences et Comités.

La maintenance de SI2 ayant été reprise par la Commission en mars 2000, la priorité fut d'aligner la version SI2 1.2.3 antérieurement installée dans les Agences sur la version utilisée par la Commission. L'arrivée de la version 1.2.5 durant l'été 2000 offrait une excellente opportunité de standardiser les versions ainsi que de vérifier la paramétrisation locale des systèmes.

Avant ce déploiement, l'équipe SI2 de la DG Budget fut en charge de préparer une version «Agence» de SI2 1.2.5 dont les caractéristiques principales sont:

- La création d'un «workflow» différent pour les engagements et paiements comprenant les étapes suivantes en SI2:
Gestionnaire → 2. Ordonnateur → 3. Contrôleur Financier → 4. Comptable
- La création d'une interface dans «l'appropriation browser» de SI2 afin de créer de nouvelles lignes budgétaires via SI2 même.
- L'exécution des reports de droits via l'interface SI2 sans appel à des systèmes extérieurs ou intervention au niveau de la base de données.

En effet, SI2 étant aligné sur SAP R/3 à la Commission, le développement de certaines fonctions en SI2 ne fut pas nécessaire dans les versions précédentes. Les Agences ne possédant pas SAP R/3, elles durent régulièrement intervenir au niveau de la base de données afin de compenser l'absence de ces fonctions, ces interventions requérant une expertise Oracle pas toujours disponible localement.

Début juillet 2000, déployer SI2 dans les onze organismes membres du CSS sans trop déformer le support SI2 à Bruxelles durant la période de vacances semblait relever de l'impossible pour l'équipe de la DG Budget. En effet, chaque membre avait besoin d'une visite de deux consultants pendant quatre jours afin d'assurer la migration de Oracle 7.3.4 vers Oracle 8.0.5, vérifier la paramétrisation du système et installer la nouvelle version de SI2. Sur base d'environ une installation par semaine, l'opération SI2 1.2.5 dans les Agences devrait durer trois mois et consommer approximativement 88 jours/homme. A cette date (30/9), le déploiement de SI2 1.2.5 décrit ci-dessous est un succès malgré les profonds changements qui furent apportés dans plusieurs cas aux installations SI2 locales.

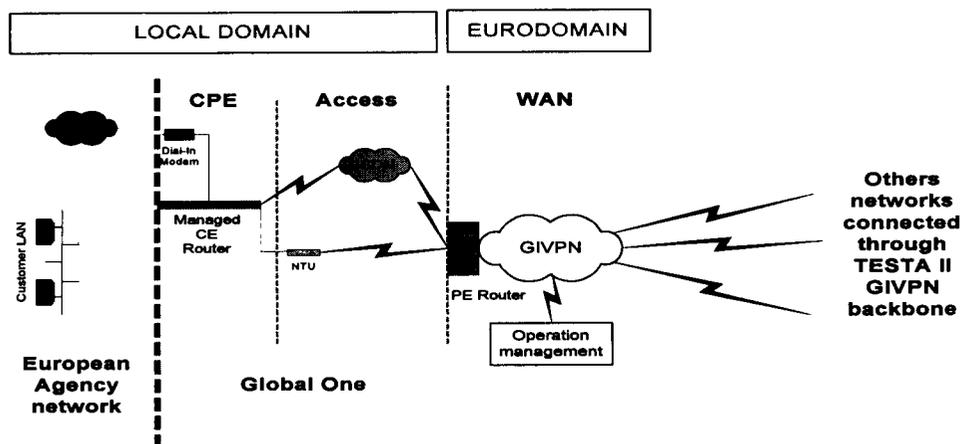
- SI2 1.2.5 dans le CSS – la planification du déploiement:

Organismes	Date de visite
Translation Centre for Bodies in the European Union (CDT), Luxembourg.	7/8
European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA), Lisbonne.	14/8
European Agency for Reconstruction (EAR), Pristina, Kosovo.	28/8
European Agency for Safety and Health at Work (OSHA), Bilbao.	11/9
Economic and Social Committee, Bruxelles.	18/9
Regions Committee, Bruxelles.	18/9
European Training Foundation (ETF), Turin.	25/9
European Environment Agency (EEA), Copenhagen.	1/10
European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EMCRX), Vienne.	5/10
European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions (EFILWC), Dublin.	9/10
Community Plant Variety Rights Office (CPVO), Anger.	23/10

6.2. Le Data Centre de la Commission et le projet d'infogérance.

SI2 requérant des compétences Oracle parfois indisponibles dans les Agences, le maintien de SI2 localement a posé de nombreux problèmes à plusieurs membres du CSS. Afin de contourner cet obstacle, la création d'une instance SI2 sur les serveurs du Data Centre pourrait permettre à toutes les Agences intéressées de sous-traiter cette tâche à une organisation dont la mission première est de maintenir et développer des applications administratives. SI2 étant hébergé au Data Centre, l'application serait délivrée dans les Agences via le réseau inter-institutionnel TESTAll offrant des garanties de sécurité et ayant la vitesse nécessaire pour des projets d'infogérance de ce type. Pour ce faire, chaque Agence intéressée pourrait être connectée via une ligne dédiée et plusieurs lignes ISDN de secours à une des TESTA Eurogates disponible dans chaque pays de l'Union. TESTAll ayant un point d'accès au Telecom Centre de la Commission, la connexion finale entre l'Agence et le Data Centre est finalement effective par le biais de cette dernière interface.

• Schéma TESTAIL:



• Avantages et inconvénients principaux de l'infogérance pour les membres du CSS.

Le projet-pilote ayant commencé début septembre 2000, les avantages et inconvénients suivants sont attendus par les membres participants à ce projet (EFILWC Dublin, EAR Kosovo).

Avantages	Inconvénients
Coûts largement moindres, SI2 requérant parfois plusieurs équivalents temps plein si installé localement (i.e. EMEA, ETF, etc.).	Vitesse de l'application par rapport aux performances locales.
Qualité de l'administration de la base de données, la DI ayant des personnes exclusivement dédiées au maintien des bases de données.	Interface plus difficile à concevoir entre SI2 et d'autres systèmes maintenus localement.
Utilisation d'une version SI2 ayant les fonctionnalités de la Commission.	Décision difficile à renverser si l'Agence venait à changer de stratégie.
Facilité de mise à jour de l'application.	Maintenance de la ligne dédiée vers TESTAIL (y compris un «firewall», etc.)
Pas ou peu de dépendance vis-à-vis du personnel de l'Agence souvent sujet à une forte rotation.	
Possibilité d'utiliser SAP R/3, les SIC, Adonis, la NAP, IRMS, etc. via le même modèle.	
Possibilité d'avoir accès à Europa+	
Utilisation gratuite de Business Objects.	
Plus de ressources pour se concentrer sur des applications liées à la mission de l'Agence.	
Connexion facile pour le Contrôle Financier (utilisation du MUS, délivrance de visas, etc.).	
Connexion facile pour la Cour des Comptes (audits, etc.).	
Utilisation du support aux utilisateurs de la Commission, celui-ci étant capable de voir les écrans des utilisateurs dans les Agences.	
Limitation des ressources humaines engagées par la DG Budget pour maintenir SI2 dans les Agences.	

L'activité d'infogérance étant la continuité logique du principe de «compétence centrale», ce type d'activité a enregistré une croissance importante en 1999. Outre les activités d'infogérance avec des firmes extérieures, de nombreuses sociétés multinationales ayant des centres informatiques

importants utilisent le même principe afin de faire bénéficier leurs filiales de la taille critique de l'informatique de la maison mère.

Plus globalement, et outre une valeur actualisée nette de projet nettement positive, ce projet permet à toutes les Agences, indépendamment de leur taille, de bénéficier d'une panoplie d'outils de haut niveau. Quant aux possibles inconvénients, l'amélioration certaine des performances des réseaux de télécommunication est un important élément de succès.

Si les problèmes techniques se doivent d'être énumérés, plusieurs experts ont assuré qu'aucun d'entre-eux ne devrait être insurmontable. De manière plus critique, la décision de sous-traiter est communément considérée comme une décision difficile à renverser⁹, dans ce cadre, la sous-traitance à un organe de la Commission offre les meilleures garanties de prix mais aussi de qualité et de continuité dans le cadre d'une collaboration entre l'infogérant et les Agences, soit individuelle, soit en groupe.

Le projet-pilote impliquant la DG Budget, la DG Admin/Data Centre, la DG Entreprise et les Agences, celui-ci devrait durer jusque fin 2000. Avant cette date, un premier rapport sera présenté au Comité de Direction du CSS devant se tenir à Bruxelles le 10 novembre 2000.

6.3. Business Objects et les rapports des Agences.

Le projet de déploiement de Business Objects dans les Agences est en cours et à cette date, celles-ci semblent être pleinement satisfaites. En effet, la batterie de rapports couvre l'ensemble des documents principaux tels que les formulaires d'engagement, de paiement, de recouvrement, etc. Quant à l'exécution budgétaire, le rapport principal couvre complètement l'exécution des lignes de dépenses et est en cours d'élaboration pour les éléments ayant traits aux recettes budgétaires.

A la grande différence du précédent outil d'exécution de rapports écrits en Powerbuilder, ces rapports ont été construits sur base des Univers Business Objects (légèrement modifiés) de la Commission, ceux-ci permettant à un utilisateur ayant une formation de base en Business Objects de créer et modifier ses rapports de base avec beaucoup de flexibilité afin d'exploiter au mieux la grande richesse de la base de données de SI2.

Business Objects étant un des outils de création de rapport les plus respectés, plusieurs membres du CSS ont décidé de l'étendre à leur activité principale. Dans ce cadre, les Comités préparent un projet ayant trait aux réunions alors que l'Agence d'Angers prépare un projet lié aux variétés végétales. Afin d'assurer le succès de ces multiples projets, plusieurs Agences se préparent à envoyer leurs informaticiens et utilisateurs Business Objects en formation à Bruxelles.

6.4. SAP R/3 – BOB et le l'interface entre SI2 et le programme comptable.

A cette date, aucune décision n'a été prise par le CSS quant à l'adoption d'une stratégie commune relative à l'adoption d'un programme comptable.

Néanmoins, les membres du CSS utilisant tous SI2 et la plupart Business Objects, l'adoption d'un programme comptable commun pourrait générer d'importantes économies d'échelle pour chaque membre.

6.4.1. L'objet de l'interface

Les Agences utilisant exclusivement SI2, la partie comptable vient en fin du cycle des dépenses et des recettes soit:

⁹ N.Venkatraman, L.Loh, "Strategic Issues in Information Technology. Sourcing: patterns, perspectives, and prescriptions. *February 1993 (Center for Information Systems Research - MIT).*

- Cycle des dépenses

Pouvant varier en fonction de l'utilisation centralisée ou non de SI2, ce cycle se compose actuellement en général de:

Engagement de la dépense (SI2)

1. Gestionnaire → 2. Ordonnateur -- 3. Contrôleur Financier → 4. Comptable

Paiement de la dépense (SI2)

5. Gestionnaire → 6. Ordonnateur → 7. Contrôleur Financier → 8. Comptable

Liquidation du paiement (programme comptable)

9. Comptable → 10. Trésorier → 11. Comptable

Ces trois dernières étapes représentant l'enregistrement de la dépense dans un journal comptable adéquat, la liquidation de la dette par le trésorier (en général via fax ou transfert électronique à la banque) et la réconciliation dans un journal financier par le Comptable.

- Cycle des recettes

Avec toutes les réserves dues aux multiples situations possibles dans le cadre des recettes ainsi que l'utilisation centralisée ou non de SI2, le cycle le plus représentatif est actuellement:

Prévision de créance (SI2)

1. Gestionnaire → 2. Ordonnateur → 3. Contrôleur Financier → 4. Comptable

Recouvrement de la créance (SI2)

5. Gestionnaire → 6. Ordonnateur → 7. Contrôleur Financier → 8. Comptable

Encaissement de la créance (programme comptable)

9. Comptable → 10. Trésorier → 11. Comptable

Ces dernières étapes représentant l'émission de la facture par le Comptable et son enregistrement dans un journal adéquat, l'encaissement de la créance par le trésorier et son enregistrement final dans un journal financier.

Dernier élément critique au support de ces deux premiers cycles, la gestion des tiers est en général complètement centralisée dans SI2, ces tiers (clients/fournisseurs) devant être ré-encodés par après dans le programme comptable afin d'exécuter les paiements électroniques vers les banques.

A cette date, le but de l'interface est d'enregistrer automatiquement les opérations ayant atteint le stade «8» au niveau des cycles dans un journal comptable dédié à cet effet et d'hériter des données des tiers introduites en SI2 dans ce même programme comptable, la seule information reportant vers SI2 étant l'enregistrement de la date de paiement.

En effet, SI2 étant hautement sécurisé, un encodage complet des opérations en fin de cycle constitue une importante perte de productivité et de qualité dans les opérations.

Lancé depuis peu et lié au logiciel comptable belge BOB, un projet mené par le CES et le CdT est en cours avec pour objectif une mise en production de l'interface début 2001. Quant aux coûts de développement du projet, ceux-ci sont estimés à environ 10.000 Euros, montant devant être partagés entre au moins trois membres (CES, CdR, CdT).

6.4.2. Les options relatives aux programmes de comptabilité générale:

A cette date, deux options principales sont analysées:

- la première concerne l'adoption de petits programmes de comptabilité générale de type BOB, CUBIC, etc. permettant l'exécution de paiements électroniques dans le pays où en général ceux-ci ont été développés,
- la seconde concerne l'adoption d'une solution d'entreprise de type SAP R/3 pouvant payer dans de multiples standards et centralisée au Data Centre de Luxembourg.

Si BOB et CUBIC sont des outils aux fonctionnalités tout à fait adaptées aux besoins comptables des Agences, ceux-ci sont intrinsèquement limités par la technologie qu'ils utilisent (base de données de type Dbase) et par les formats et procédures de paiement qu'ils offrent (format des données acceptées par l'association des Banques belges et la BCCE à Luxembourg). En effet, les Agences utilisant le plus souvent des programmes comptables belges tels que CUBIC, celles-ci se privent de la capacité de payer électroniquement à l'aube d'un siècle où d'utilisation de documents virtuels va devenir la norme et augmenter de manière importante la productivité des départements administratifs¹⁰. Outre cet élément, le choix de plusieurs logiciels liés au pays d'installation de l'Agence multiplie le nombre d'interface à créer et maintenir.

Quant à SAP R/3, si celui-ci excède clairement les besoins comptables des Agences, il permet à chaque membre du CSS de payer électroniquement dans un format utilisable par une banque située en Europe. Outre cette capacité de paiement multi-formats, SAP R/3 est le progiciel de référence en matière gestion financière par une présence dans plus de 50% des départements financiers des plus grandes entreprises mondiales¹¹. Outre une présence dominante dans les multinationales, des versions simplifiées de SAP R/3 sont en cours de déploiement dans des milliers de petites et moyennes entreprises de part le monde.

SAP R/3 étant le standard de la Commission pour la gestion comptable et financière, une grande partie de l'investissement de celle-ci dans le paramétrage du système pourra probablement être récupérée par les Agences. Outre cet aspect, les licences SAP R/3 non utilisées suite à la réforme du Règlement Financier pourraient également être récupérées par les Agences afin de minimiser l'investissement initial.

Utilisable dans le cas du projet d'infogérance, SAP R/3 est une option qui doit être analysée avec soin car elle permettrait d'avoir un programme de gestion comptable de haut niveau utilisable par l'ensemble des membres.

6.5. Autres projets.

Si l'origine du CSS est liée au besoin d'avoir des systèmes financiers de qualité au meilleur coût, cette orientation exclusivement financière va être dépassée car plusieurs membres s'intéressent aux Systèmes Informatiques Communs (SIC) très sérieusement. D'autres applications telles que la Nouvelle Application de la Paie (NAP) et la Gestion des Ressources sur base d'Activités (IRMS) seront probablement utilisées dans le futur. Le rôle du CSS est donc de préparer les membres à

¹⁰ Rayport, J.F. and J.J. Sviokla (1995), "Exploiting the Virtual Value Chain," *Harvard Business Review*, November-December, 75-85

¹¹ Patricia Seybold Group's Open Information Systems, Vol. 12. Number 1

leur introduction dans les meilleures conditions possibles. Dans ce cadre, le champ d'action du CSS a été étendu à toutes les applications administratives dans le cadre de la dernière révision du «Memorandum of Understanding».

7. Conclusions.

Si'il fallait développer un cas d'entreprise illustrant l'idée que la stratégie doit être fondamentalement dynamique, l'histoire du CSS serait probablement un bon exemple.

En effet, si à l'origine le CSS devait être une organisation intégrée ayant ses propres informaticiens, formateurs, consultants, etc., la réalité du marché et la nécessité d'avoir une taille critique dans les projets informatiques d'envergure modifia complètement cette première approche.

Grâce aux multiples supports de la Commission, les Agences membres du CSS ont obtenu une qualité de service qui eût été virtuellement impossible si SI2 avait été maintenu avec des ressources internes. En outre, afin de maximiser la qualité de ce support et coordonner les différents projets, le User/Project Manager du CSS a maintenant la chance d'être hébergé au sein de la DG Budget d'où il peut au mieux représenter les intérêts des Agences.

Certains critiqueront une organisation n'employant pas directement ses prestataires de services ou n'ayant pas le contrôle complet du futur des outils informatique qu'elle utilise. Cette remarque est effectivement correcte si l'on estime que cette intégration est de première importance. Comme nous l'a prouvé l'expérience passée, dans le cas du CSS, cette intégration n'est pas critique et serait même nuisible à la qualité des services pouvant être offerts aux membres. Outre cet aspect, celle-ci a un prix qui va en grandissant chaque année et qui est clairement hors de portée de la plupart des Agences.

Tout au contraire, si le projet d'infogérance venait à tenir ses promesses, toute Agence pourrait bénéficier de SI2, Business Objects et peut-être SAP R/3 et les SIC pour un montant représentant quelques dizaines de milliers d'Euros/an, mettant des outils de très haut niveau représentants des investissements extrêmement importants à la portée de tous les acteurs de la construction européenne.

Comme il fut souvent écrit au sujet des applications administratives dans les Agences, «des problèmes communs requièrent des solutions communes». Dans ce cadre, nous pensons que les développements récents nous prouvent que cette nouvelle stratégie porte effectivement ses fruits et que bientôt, la plupart des problèmes communs pourront en effet trouver des solutions communes.

Terry SHEEHAN

*Chef d'Administration de la Fondation pour l'Amélioration des Conditions de Vie et de Travail à Dublin
et Président du Service Commun de Support des Agences (terry.sheehan@eurofound.ie)*

Michel METZGER

User/Project Manager du Service Commun de Support des Agences à Bruxelles (michel.metzger@cec.eu.int)

Remerciements à:

B. Biedermann (DG Budget), J.P. Buisseret (DG Budget), F. Dumont (DG Budget),
J. Harris (DG Entreprise), P. Kerstens (DG Audit), P. Liemans (CES),
J. Vandamme (Court of Auditors), J.P. Vandersteen (DG Budget).

Pour leur aide précieuse dans le cadre de l'élaboration de cet article.

DIRECTION INFORMATIQUE

Directeur	D.- KOENIG (f.f.)
Conseillers	D. KOENIG J.P. AUBINEAU
Assistant	J.L. SION
01 Conseil et Evaluation Technique - Chef de secteur "Qualité" - Chef de secteur "Conseil" - Chef de secteur "Evaluation"	J.-P. WEIDERT J. ALVES LAVADO T. GROEMER J. LEONARD (f.f.)
02 Services et Relations Clients	K. DE VRJENDT
03 Support technique et Bureautique Chef adjoint d'unité	J. MARIN NAVARRO J.-P. LAMBOT
04 Support des systèmes d'information Chef adjoint d'unité - Chef de secteur "Systèmes Administratifs Institutionnels"	J. PUIG SAQUÉS J.-F. BLEROT A. TOSETTI (f.f.)
05 Télécommunications et Réseaux Chef adjoint d'unité	R. KROMMES M. JORTAY
06 Data Centre Chef adjoint d'unité	D. DEASY A. BODART

<i>DG</i>	<i>IRM Information Resources Manager</i>	<i>Position de l'informatique dans l'organigramme</i>	<i>SA System Administration</i>	<i>SU Support Utilisateurs</i>	<i>DV Développement</i>	<i>ISO Informatics Security Officer</i>
SG	F. KODECK	Unité directement rattachée au Secrétaire général	P. RUYS	P. RUYS	C. DUJARDIN / M. ABECASIS	C DUJARDIN
SJ	E. ORTMANN	Dans Unité horizontale	L. ACKERMANS	B VANOPDENBOSCH	F. WOUTERS	J. GRUNWALD
PRESS	D. MAC CANN	Dans unité	L. GEORGES	L. GEORGES	D. MAC CANN	-----
ECFIN Bxl ECFIN - SOF	P. HIRN F. HOLLMANN	Unité rattachée au Directeur général adjoint Rattachée au Directeur SOF	R. DRUINE / A. FUSO P. KERRACHER / W. KERSCHENBAUER	C SMYTH F HOLLMANN	P. HIRN F HOLLMANN	P. HIRN M. JONCKERS
ENTR	W. BEURMS		J. DEGREVES			S NONNEMAN
COMP	J. PUIG SAQUES	Unité rattachée au Directeur général	M. LENART	D RILLO MILLAN	J.-L. OLIVIER	G. VAN DYCK
EMPL	Ph. DEWAELE					
AGRI	G. VLAHOPOULOS	Unité dans direction horizontale	P. BAGUET	P. BAGUET	G POENSGEN / M SALVI	G. VLAHOPOULOS
TREN	A. MAMBOURG	Dans Unité horizontale	P. SIMONS	W SELDERS	T. REMY	A. MAMBOURG
TREN - AAE	J. MOTA		D. COSTENS	D. COSTENS	D. COSTENS	J. MOTA
TREN - OCS	H. KSCHWENDT		T. LIMBACH	N. DAVIES	H-G WAGNER	H.-G. WAGNER
ENV	T. CUNNINGHAM	Unité dans Direction horizontale	E VANDERLINDEN	P. FOULART	E. PHILIPPAERTS	T. CUNNINGHAM
RTD	A. DE BACKER	Unité rattachée directement au Directeur	C SACK	C. SACK	M. BURES	A. DE BACKER
JRC	D. WILKINSON	Unité rattachée au Directeur général	S. MOTA / P. SOLER	S. MOTA	P. SOLER	R. SOUSA
INFSO	B DE BRUIJN	Unité rattachée au Conseiller principal	H DE SADELEER V. GARCIA-BLANES	H. DE SADELEER	A. HANSRAJ	H. DE SADELEER A. DUNNING
FISH	A. SILVA	Unité rattachée au Directeur général	K. DE PAUW	C. VANHOVE	F. DOM	C. BEGLEY
MARKT	S. VAZQUEZ SOUTO	Service dans unité	P. VAN DE STEEN	G. KNIPPENBERG	F. OTERO ARCEO	S. VASQUEZ SOUTO
REGIO	M. BOTMAN	Unité dans Direction horizontale	-----	A. VERBIST	-----	-----
TAXUD	I. DASCALU	Unité dans Direction horizontale	A. RAW	A. PENING	G. ROSSIGNOL	D. VAN NUFFEL
EAC	S. SMITH	Unité dans Direction horizontale	T. GIJSFLINCK	R. JANSEN	D. LENAERTS	R. JANSEN
SANCO Bxl SANCO Lux.	F. CENTURIONE J. LEBEAU		F. VAN OOST S. DE HINNAULT	M. RUIZ J.-F. WIOLAND	J. HARTIKKA J. LEBEAU	M. SACRE J. LEBEAU
JA1	L. WAGNER	Dans unité rattachée au Directeur général	L. WAGNER	L. WAGNER	L. WAGNER	L. WAGNER
RELEX	M. KEYMOLEN	Unité dans Direction horizontale	Y. DEBUCK	Y. DEBUCK	T. ALLARD	Y. DEBUCK
TRADE	J.-L. COBBAERT	Unité rattachée au Directeur général	V. GIULIANA	T. BOUCHEZ	J.-L. COBBAERT	A. PENNA FERNANDEZ
DEV	B. LAVOREL	Dans unité rattachée au Directeur général	P. ENGELHARDT	B. LAVOREL	P. PENNANEN / C. DEFAAZ	P. ENGELHARDT

DG	IRM Information Resources Manager	Position de l'informatique dans l'organigramme	SA System Administration	SU Support Utilisateurs	DV Développement	ISO Informatics Security Officer
ELARG	J. LOCQUET	Dans unité rattachée au Directeur général	J. CORIJN	J. CORIJN	-----	J. CORIJN
SCR	J. HAÏK	Unité rattachée au Directeur	I. JOWETT	C. LEHKY	R. BORSELLI	J. HAÏK
ECHO	E. SOETEWY	Rattachée au Conseiller à la Coordination	A. MEKROM	A. MEKROM (ff.)	M. FAIRCLOUGH	F. SMITH (ff.)
ESTAT	D. DEFAYS	Unité dans Direction horizontale	T. PETIT	N. ZILIOX / D. BONAERT	G. PONGAS	P. CONSTANT
ADMIN	H. VANTILBORGH					
BUDG	J.-P. BUISSERET	Unité rattachée au Directeur général	M. LENOIR	G. VANDERMEULEN	H. PUTSEYS	A. VAN GEEL
AUDIT	A. CABALLERO	Dans unité rattachée au Directeur général	J.-L. TRUSSART	L. PIERRE	H. KARMAN	A. CABALLERO
OLAF	T. VASSILIADIS	Unité	D. MARLIERE / A. DUPONT P. NEETENS	L. RAPPE	T. VASSILIADIS	T. VASSILIADIS
SCIC	A. D'HOEKERS		G. VAN DEN EEDE	G. VAN DEN EEDE	C. ELIAS	C. ELIAS
SDT-Bxl SDT-Lux	GARCIA MORAN F	Unité rattachée au Directeur général	A. STYLINANIDIS	H. CAPLEN M. BIRCHEN	B. LOGNONE J.-M. LEICK	C. BASTIEN
OPOCE	DÖLL F.	Dans unité horizontale	P. MEYER	C. SCHMIT	P. SCHMITZ	A. PIERARD

AUTRES RESPONSABLES POUR L'INFORMATIQUE DANS LES D.G.

	Responsable
ADMIN / SPS	L. VOORHAM / G. BREMAUD
ADMIN 02	J.B. QUICHERON / P. JIMENEZ
ADMIN / D05 Infrastructure et support Bxl	G. CUCE
ADMIN / D05 Infrastructure et support Lux	J. CRELOT
AUDIT / 01	E. MULLER
IDA	M. FINNETI
PRESS	L. LIESENS
SANCO / FVO (Dublin)	F. Mc GOVERN
ISPRA JRC	S. MOTA

AUTRES RESPONSABLES POUR L'INFORMATIQUE DANS LES AGENCES

Agence	Ville	Responsable
Office de l'Harmonisation dans le Marché intérieur	ALICANTE	W. COPINE
Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail	DUBLIN	T. SHEEHAN
Centre européen pour le développement de la formation professionnelle	THESSALONIKI	L. TOSSOUNIDIS
Agence européenne pour l'environnement	COPENHAGUE	H. SAARENMAA
Agence européenne pour l'évaluation des médicaments	LONDRES	M. ZOURIDAKIS
Fondation européenne pour la formation	TURIN	I. CUMMING
Observatoire européen des drogues et toxicomanies	LISBONNE	M. CARVALHOSA
Centre de traduction des organes de l'Union Européenne	LUXEMBOURG	B. HAWES
Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	BILBAO	R. FRESNENA
Office communautaire des variétés végétales	ANGERS	J.L. CURNIER / P. LECOQ

Budget Informatique sur le Titre A-5 & Poste A-4300

(en euros)

Directions Générales	TOTAL
SG	2.019.682
SJ	325.920
PRESS	628.570
ECFIN	709.990
ECFIN-SOF	597.870
ENTR	1.490.491
COMP	894.011
EMPL	674.120
AGRI	1.738.010
TREN	989.133
ENV	716.434
RTD	125.000
INFSO	366.770
FISH	330.830
MARKT	1.427.425
REGIO	301.890
TREN-AAE	60.905
TREN-OCS	288.660
TAXUD	942.307
EAC	1.153.462
SANCO	1.205.709
JAI	396.327
RELEX	1.407.683
TRADE	969.572
DEV	603.127
ELARG	514.027
SCR	1.275.538
ECHO	454.515
ESTAT	2.828.797
ADMIN	4.619.340
BUDG	2.871.696
AUDIT	702.197
SDT	2.372.436
Dépenses communes	25.458.190
Dépenses non facturables	200.000
TOTAL DG	61.660.634
Services Centraux	33.140.160
Bureau de sécurité	243.900
TOTAL Services Centraux DI	33.384.060
Etudes de sécurité et actions immédiates de correction	115.500
Réserve pour les SI	22.000
Allocation GED	330.000
PC portables	178.000
Autres réserves	122.806
TOTAL Réserves	768.306
GRAND TOTAL A-5 et A-4300	95.813.000

Ressources Humaines selon les Schémas Directeurs 2000-2001							
Code de l'activité	Développement de l'information	Entretien des Systèmes d'Information	Développement des Systèmes d'Information	Assistance aux Utilisateurs	Entretien de l'Infrastructure opérationnelle	Développement de l'Infrastructure opérationnelle	Total
SG	4,50	2,25	3,00	3,25	4,25		17,25
SJ	2,00	0,30	0,70	1,60	1,00	0,70	6,30
PRESS	1,00		1,00	2,00			4,00
ECFIN	2,00	2,00	2,50	1,50	1,50	0,50	10,00
ECFIN-SOF	2,50	1,50	1,50	1,50	2,00	1,00	10,00
ENTR	7,00	3,00	3,00	6,00	4,00	4,00	27,00
COMP	1,00		5,00	4,00		3,00	13,00
EMPL	2,00	1,00	1,00	4,00	2,00		10,00
AGRI	4,00	4,50	5,50	5,50	2,50	3,00	25,00
TREN	3,00	1,00	2,00	4,00	4,00		14,00
TREN-OCS	1,00	1,00		2,00	2,00		6,00
TREN-AAE	0,25	0,10	0,20	0,20	0,40		1,15
ENV	2,00	1,00	4,00	6,00	2,00		15,00
INFSO	6,50	6,00	1,50	5,50	6,00	6,50	32,00
FISH	4,75	1,75	2,75	2,05	1,50	0,20	13,00
MARKT	2,00	0,50	0,50	5,00	3,00		11,00
REGIO	7,00	1,50	3,50	4,00	1,00		17,00
TAXUD	15,50	3,00	11,00	1,00	2,00	1,00	33,50
EAC	3,00	2,00	3,00	5,00	2,00	2,00	17,00
SANCO	5,00	2,00	1,00	4,00	3,00		15,00
JAI	1,00			2,00	1,50	0,50	5,00
RELEX	1,50	1,50	1,50	3,16	0,66	0,68	9,00
TRADE	2,00	1,00	2,00	3,00	1,00	1,00	10,00
DEV	3,00	1,00	2,00	1,00	1,00	1,00	9,00
ELARG	1,00	0,25	0,25	0,25	0,25		2,00
SCR	4,00	4,30	3,70	1,00	4,00		17,00
ECHO	1,00	1,00	1,00	0,50	0,50	1,00	5,00
ESTAT	6,00	7,00	6,00	11,00	7,00	3,00	40,00
ADMIN	7,00	20,00	7,00	13,00	6,50	6,50	60,00
BUDG	4,00	6,00	5,00	7,00	3,00	1,00	26,00
AUDIT	1,71	1,20	1,40	2,90	1,40	0,20	8,81
SDT	7,00	5,00	5,00	26,00	8,00	3,00	54,00
TOTAL	115,21	82,65	87,50	138,91	78,96	39,78	543,01

Projets d'Infrastructure

(situation au 18/04/2000)

(1)	Projets			Planification			
	Nom	Objet	Chef de projet	Programme/ Responsable	Phase active (2)	Fin de la phase active	Mise en service (3)
	INSEM2	INTERINSTITUTIONAL ELECTRONIC MAIL-2 Amélioration de la qualité Outils d'encryptage E-mail pour projet NPT File transfer body part	G. TEKOLSTE	DI/IDA	OP FS OP DEF	5/98	1998 1998 1998
	INSEM3	Implémentation	G. TEKOLSTE / L. VIEUJEAN	DI	CO	12/2000	1/2001
	EUROPA	DIFFUSION DE L'INFORMATION	P. DE CONINCK	DI	OP		1996
*	ADONIS Adonis 5.0	ADMINISTRATION DES DOCUMENTS Gestion du courrier Adonis - Insem3 Adonis- web v1 Adonis-web v2 Adonis V 5,1	J.F. BLEROT	DI	OP CO RI CO DEF	06/2000 04/2000 06/2000 03/2000	09/2000 04/2000 09/2000
	LEGISWRITE LEGISWRITE V4	PREPARATION DES DOCUMENTS LEGISLATIFS	J.F. BLEROT	DI	OP		1999
	SICMOB	GESTION DES BIENS MOBILIERS V/1,11A	A. TOSETTI	DI	OP		1997
	ELS	GESTION DES BIENS ET HELPDESK V/2,12 T V/2,12T2 INVENTAIRE FINANCIER (ELS V220)			OP OP OP		1997 1997 1998
	TCENTER FTS	CENTRE DE TELECOMMUNICATIONS New Fax/ Telex Server	R. AGUDO VIVAS G. TEKOLSTE	DI	OP		1997
*	DIR	DIRECTORIES Annuaire Interinstitutionnel (X500) Annuaire Commission (LDAP) Single sign-on Meta-directory	C. FRASER	DI / IDA	OP CO PA PA		1997 2000/2001 2001/2002 2001/2002
	SNET	SEAMLESS NETWORK	M. JORTAY	DI	OP		97/98

Légendes:

- (1) les modifications par rapport à la version précédente sont indiquées par un *.
 (2) PA : préanalyse; FS/EF : étude de faisabilité; DEF : définition; CO : construction; RI : running-in; OP : opérationnel
 (3) en cas de PA et de FS, la date de mise en service est donnée à titre indicatif ("E").
 (4) précédemment EUROPA CLUB

PROGRAMMES DE FORMATION INFORMATIQUE

Le catalogue et le calendrier des actions de formation sont accessibles sur:

EUROPAplus <http://www.cc.cec/di/slf/forum/forum.htm>

EUROPATeam <http://www.europateam.cc.cec>

Quoi de Neuf?

Attention, une nouvelle adresse dans le bottin de Route400 a été attribuée au Forum. Vous nous trouverez désormais sous:

ADMIN-BXL FORUM INFORMATIQUE

ADMIN-LUX FORUM INFORMATIQUE

D'autre part, une nouvelle application (SYSLOG WEB FORMATION) est mise en production limitée pour les DG pilotes. Cette application permet au personnel de ces DG de remplir en ligne les demandes de participation aux formations informatiques et de consulter les contenus et la programmation des cours informatiques de la DG et du Forum, ainsi que les demandes qui ont été introduites antérieurement. Les procédures administratives actuelles demeurent cependant d'application, en attendant la mise en place d'un système de signature électronique. L'application sera mise en production généralisée vers la fin de cette année. Pour l'instant, elle n'est disponible que pour les DG ENTR, TRANS, INFSO, SANCO, SCR et SDT et est accessible en cliquant sur ce lien ou sur l'icône au bas de la barre de menu, à gauche.

Le user name et le password qui vous seront demandés sont identiques à ceux qui sont exigés pour accéder à INTERNET.

J.-L. BROUSMICHE

PLANIFICATION DES MARCHES (*)

Rapporteur: Mme. GILLIERON

Situation au 11/07/2000

(*) La planification des marchés couvre uniquement les contrats communs, les contrats spécifiques étant prix en charge par les DGs elles-mêmes (note D(97) 405 du 27/05/1997)

Notice explicative

1. Services techniques - abréviations

STB Support Technique et Bureau
 TR Télécommunications et Réseaux
 DC Data Centre
 SCL Support Contractuel et Logistique
 SSI Support des Systèmes d'Information
 SRC Services et Relations Clients
 RI Ressources Informatiques de la Commission
 CET Conseil et Evaluation Technique

2. Mentions sous "Action":

- Décision en mm/aaaa (en moyenne 8 mois avant la fin du contrat si appel d'offres - 4 mois si négociation)
 - Appel d'offres ...
 - Négociation ...

Description	Contrat actuel			Contrat futur - DI	
	Contractant	Echéances (prolongation par avenant)	Remarques	Contrat futur - prochaines actions (4 mois)	Contact DI
1 PRODUITS					
1.1 HARDWARE AND OPERATING SYSTEMS					
PC PORTABLES	DI/00854 SYSTEMAT	02/12/2000 02/12/2001	- Intennstitutionnel (source EP) - Contrats signés suite à un appel d'offres - Lot 1 Portables traditionnels	Décision en 07/2000	
	DI/01012 ECONOCOM	19/04/2001 19/04/2002	- Intennstitutionnel (source EP) - Lot 2 Portables avec docking station	Décision en 07/2000	
PC PORTABLES, Ultralight			- AO ouverte - Intennstitutionnel	A commencer, contrat prévu 9/2001	STB (Mann/Fraser)
PC DESKTOP	DI/00785 WANG	13/08/2000 13/08/2001 13/08/2002	- Intennstitutionnel - Contrat signé suite à un appel d'offres - acquisitions limitées jusqu'au 13/08/99	Prolongation prévue jusqu'au 13/08/2001 pour maintenance et services	STB (Mann/Fraser)
SERVEURS NT (DGs)	DI/00764 COMPAQ (ex DIGITAL)	10/08/2000 10/08/2001 10/08/2002	- Intennstitutionnel - Contrats signés suite à un appel d'offres - acquisitions limitées jusqu'au 10/08/99	Prolongé jusqu'au 10/08/2001 pour upgrades, maintenance et services	STB (Mann/Kohl)
SERVEURS NT (DGs)	DI/01282 SIEMENS S A	18/11/2000 jusqu'au 18/11/2007	- Intennstitutionnel - Contrats signés suite à un appel d'offres - acquisitions limitées jusqu'au 18/11/2002	Décision en 10/2000 concernant prolongation	STB (Mann/Kohl)
SERVEURS UNIX (DGs)	DI/00266 BULL	31/12/2000	- Contrats signés suite à un appel d'offres - Acquisitions limitées jusqu'au 31/12/1998, sauf	remplacés par contrats DI/01362 et DI/01363 (suite au AO DI/9905 conjoint pour les DGs et le DC (Sincom2)) Prolongations à faire 09/2000 pour maintenance avec passage CCAM, sauf pour BULL	STB (Mann) DC (Deasy/Ellis)
	DI/00389 COMPAQ (ex DIGITAL)	31/12/2000	SUN (Firewalls, Telerate DG II jusque fin 12/99) - La maintenance des serveurs encore opérationnels au 01/01/2001 devra être réglée en temps utile		
	DI/00009 ICL	31/12/2000			
	DI/00069 NCR	31/12/2000			
	DI/00436 WANG	31/12/2000			
	DI/00012 SIEMENS NIXDORF	31/12/2000			
	DI/00678 SUN	31/12/2000			
SERVEURS UNIX - Mid-range (DGs)	DI/01362 SUN	18/01/2002 18/01/2003 18/01/2004	- Intennstitutionnel (ESC, CdR, 1Agence) - Contrat signé suite à AO DI/9905 Serveurs UNIX [AO conjoint pour les DGs et le DC (Sincom2)] - acquisitions limitées jusqu'au 18/01/2004 et maintenance etc, avec 3 extensions d'un an, limité jusqu'au 18/01/2007	Décision en 10/2000 concernant prolongation	STB (Mann) DC (Deasy/Ellis)
SERVEURS UNIX - High-end (DGs + DC)	DI/01363 HEWLETT PACKARD Belgium	15/12/2001 15/12/2002 15/12/2003	- Intennstitutionnel (ESC, CdR, 1Agence) - Contrat signé suite à AO DI/9905 Serveurs UNIX [AO conjoint pour les DGs et le DC (Sincom2)] - acquisitions limitées jusqu'au 15/12/2003, et maintenance etc, avec 3 extensions d'un an, limité jusqu'au 15/12/2006	Décision en 10/2000 concernant prolongation	STB (Mann) DC (Deasy/Ellis)
SCO (Services de support)	DI/00716 SANTA CRUZ	15/10/1999 15/10/2000 15/10/2001	Contrat signé suite à une procédure négociée	Décision pour prolongation jusqu'au 15/10/2001 à prendre en 08/2000	STB (Mann)
SERVEURS UNIX (Data Centre)	DI/01034 SIEMENS NIXDORF	04/11/2002 04/11/2003	Contrat signé suite à un appel d'offres	Décision en 9/2002 concernant prolongation	DC (Deasy)
	DI/00688 COMPAQ (ex DIGITAL)	16/06/2000	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1A Administration/finances	Contrat fini le 16/06/2000 C S jusqu'au 31/10/2000	
	DI/00698 AMDAHL	23/09/2000	Lot 2 Statistiques Lot 4 Bases Données Lot 5B Backup, archives	Prolongation demandé jusqu'au 23/09/2001 avec procédure au CCAM	
	DI/00701 BULL	21/10/2000	Lot 3 Applications documentaires	Pas de prolongation prévue	
SYSTEMES PROPRIETAIRES (Data Centre)	DI/00013 SIEMENS NIXDORF	26/04/2000	SYSPER, PAIE, applications locales	Contrat fini le 26/04/2000 C S jusqu'au 2002, Décision en 02/2001	DC (Deasy)
	DI/01242 AMDAHL	25/11/2001 25/11/2002	EUROFARM, CARE, GARFIELD, SYSTRAN, TIC-TOC	Décision en 9/2001 concernant prolongation	DC (Deasy)
	DI/00383 BULL	31/07/2000	MISTRAL, CELEX	Pas de prolongation prévue	DC (Deasy)
SITE SECOURS SINCOM2 (Data Centre)	Pas de contrat à ce jour			Décision en 04/1999 (négociation avec DEC ou site secours auprès d'une autre institution)	DC (Deasy)
ROBOT BACKUP (Data Centre)	DI/00612 STORAGETEK	31/12/2000	Contrat signé suite à un AO suivi d'une procédure négociée	AO DI/9907 Robot backup	DC (Deasy)
PRINTSHOPS	DI/00648 OCE	15/02/2000	- Contrat signé suite à un appel d'offres - Contrat initial avec SIEMENS NIXDORF	Prolongé jusqu'au 15/02/2001 (Avis CCAM n° 16/2000 après procédure négociée)	DC (Deasy)
IMPRIMANTES	DI/00434 SIEMENS NIXDORF	21/07/2000	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Imprimantes individuelles N&B Lot 2 Imprimantes individuelles couleur Lot 5 Imprimantes portables	AO mono-multi 0004 en préparation - instennstitutionnelle - contrat prévu pour 12/2000	STB (Mann) SCL (Peltgen)
	DI/00427 GETRONICS (ex-WANG, ex OLSY)	21/07/2000	Lot 3 Imprimantes réseau N&B	- DI/00434 Rapport CCAM déposé le 19/6/2000 pour prolongation jusqu'au 31/12/2000 - DI/004 Rapport CCAM déposé le 19/6/2000 pour prolongation jusqu'au 31/12/2000	

Description	Contrat actuel			Contrat futur - DI	
	Contracteur	Echéances (procédure de passation)	Remarques	Contrat futur - prochaines actions (4 mois)	Contact DI
SCANNERS	DI/00694 HEWLETT PACKARD	14/01/2000 14/01/2001	Choix de HP suite à l'appel d'offres GED (solutions complètes hw + sw)	Décision en 10/2000 concernant prolongation	
TELECOPIEURS (FAX)	DI/01383 CANON	31/12/2000 partie fax 30/06/2001	- Contrat signé suite à un procédure négocié - le contrat est la suite du contrat DI/00488 - Signature des CS pour location des fax limitées jusqu'au 31/12/2000	AO mono-multi 0004 en préparation - institutionnelle - contrat prévu pour 12/2000	
PHOTOCOPIEURS	DI/00703 MINOLTA	02/02/2000 02/02/2001 02/02/2002	Contrats signés suite à un appel d'offres lot 1 B/W Table top (1er rang cascade) lot 9 Colour low production (1er rang cascade) lot 4 B/W Medium large (2ème rang cascade) lot 6 B/W High production (2ème rang cascade)	- prolongé jusqu'au 30/06/2001	
	DI/00705 LANIER (ex AGFA)	03/02/2000 03/02/2001 03/02/2002	lot 2 B/W Small (1er rang cascade) lot 3 B/W Medium small (1er rang cascade) lot 5 B/W Large (2ème rang cascade) lot 9 Colour low production (2ème rang cascade)	- prolongé jusqu'au 30/06/2001	
	DI/00706 CANON BENELUX	03/02/2000 03/02/2001 03/02/2002	lot 4 B/W Medium large (1er rang cascade) lot 5 B/W Large (1er rang cascade) lot 6 B/W High production (1er rang cascade) lot 10 Colour high production (1er rang cascade) lot 2 B/W Small (2ème rang cascade) lot 3 B/W Medium small (2ème rang cascade)	- prolongé jusqu'au 30/06/2001	
	DI/00707 OCE	02/02/2000 02/02/2001 02/02/2002	lot 7 Mid-range printshop (1er rang cascade) lot 12 Multifunction (1er rang cascade)	- prolongé jusqu'au 30/06/2001	
	DI/00709 XEROX	02/02/2000 02/02/2001 02/02/2002	lot 8 Large printshops (1er rang cascade) lot 10 Colour high production (2ème rang cascade) lot 12 Multifunctional (2ème rang cascade)	- prolongé jusqu'au 30/06/2001	
	DI/00704 RICOH	03/02/2000 03/02/2001 03/02/2002	lot 1 B/W Table top (2ème rang cascade)	- pas prolongé	
	DI/01000 UHER INFORMATIK (ex ASSMANN)	23/06/2001	Uniquement maintenance	Décision en 08/2000 [voir si nécessité de lancer un AO pour les nouvelles acquisitions]	SCL (Peltgen)
MICROFICHES (lecteurs/reproducteurs)	DI/00729 KODAK	06/08/2000 06/08/2001 06/08/2002	Contrat signé suite à un appel d'offres Lot 1 Systèmes de production de microfiches pour le Data Centre	Décision concernant prolongation à prendre ASAP	DC (Deasy)
	DI/00721 MR-DATA MANAGT	21/01/2000 21/01/2001 21/01/2002	Lot 2 Microfilmage de documents existants	Prolongé jusqu'au 22/01/2001 Décision en 11/2000 pour prolongation jusqu'au 21/01/2002	SCL (Peltgen)
	DI/00730 AARQUE-REGMA	29/04/2000 29/04/2001 29/04/2002	Lot 3 Lecteurs/reproducteurs de microfiches	Prolongé jusqu'au 29/04/2001 Décision en 2/2000 pour prolongation jusqu'au 29/04/2002	SCL (Peltgen)
SMARTCARDS (Hw + sw)	DI/00679 UTIMACO	21/05/2000 21/05/2001	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Smartcards, sécurité et sw Lot 2 Lecteurs/reproducteurs + sw Lot 3 Librairies/outils de développement	Prolongé jusqu'au 21/05/2001 Décision d'action à prendre ASAP	
	DI/00680 BULL	21/05/1999	Lot 4 Terminaux utilisant les smartcards Le contrat n'a pas été prolongé	Contrat fini le 21/05/2000, décision nouveau AO à prendre en 2001	
	DI/00681 CAP GEMINI (ex CAP VOLMAC)	21/05/2000 21/05/2001	Lot 5 Equipements de personnalisation (screencheck)	Contrat fini le 21/05/2000; décision nouveau AO à prendre en 2001	
	1.2 NETWORK AND TELECOMMUNICATION PRODUCTS				
EQUIPEMENTS TELECOM (canal distribution)	DI/00771 COMLIN	07/08/2000 07/08/2001 07/08/2002	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Ethernet (1er rang cascade) Lot 2 ATM switching (1er rang cascade)	Prolongé jusqu'au 07/08/2001 Décision en 4/2000 pour prolongation jusqu'au 07/08/2002	TR (Krommes)
	DI/00789 TELEPHONIE/ALCATEL	11/05/2001 11/05/2002 11/05/2003	Lot 1 Ethernet (2ème rang cascade) Lot 2 ATM switching (2ème rang cascade)	Révision 08/2000	TR (Krommes)
ROUTE400 MAIL (X 400 INSEM2)	DI/00600 NET-TEL	31/12/2000	Courrier électronique actuel	Décision d'action à prendre ASAP	DC (Deasy)
INSEM 3 (New E-Mail)	DI/01059 SIEMENS NIXDORF et INTRASOFT (CONNECTIV@)	13/04/2002 13/04/2003 13/04/2004	Contrat signé suite à un appel d'offres	Décision en 02/2001 concernant prolongation	DC (Deasy)
EQUIPEMENTS TELECOM	DI/00682 TELINDUS	12/06/2000	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Data Communication Equipment Lot 5 Security Equipment Lot 7 Test Equipment Lot 8 Bandwidth Manager	Contrat fini le 12/06/2000. CS maintenance signé avant 12/6/2000	TR (Krommes)
	DI/00683 SIEMENS	12/06/2000	Lot 2 Bandwidth Optimisation Equipment	Contrat fini le 12/06/2000	
	DI/00684 COMPAQ (ex DIGITAL)	12/06/2000	Lot 3 ISDN Equipment Lot 3 Hardware and supplies	Contrat fini le 13/06/2000	
TRAM	Contrat DG IX		Service repris par la DI depuis le 01/01/1999	AO DI/9915 TRAM, stade dépouillement offres	TR (Krommes)
STATIONS GESTION/ MONITEURS RESEAUX	DI/00487 HEWLETT PACKARD + Agilent DI/01425/00	23/01/2000 23/01/2001 23/01/2002	Contrat signé suite à une procédure négociée	Prolongé jusqu'au 23/01/2001 Décision en 11/2000 pour prolongation jusqu'au 12/01/2002	TR (Krommes)
FIREWALL (Sw sécurité)	DI/00678 SUN	31/12/2000	- Contrat signé suite à un appel d'offres - Acquisitions limitées au 31/12/1999, (voir remarque sous "Servers UNIX") - Acquisition possible via autre société?	Préparation rapport CCAM pour prolongation maintenance [une analyse du marché concernant un logiciel complémentaire est en cours]	TR (Krommes)
1.3 OFFICE AUTOMATION AND DOCUMENT MANAGEMENT					
SOFTWARE MICROSOFT (PC/serveurs)	DI/01118 et DI/01122 MICROSOFT IRELAND OPERATIONS Ltd	19/08/2002 19/08/2003	Contrats signés suite à une procédure négociée - Intennstitutionnel - DI/01118 "Microsoft Enterprise SELECT Agreement" - DI/01122 "Microsoft Select MASTER Agreement" - (DI/01118 Distribution via canal SIEMENS S.A. - voir sous "support logistic")	Décision en 06/2002 concernant prolongation	STB (Mann) SCL (Peltgen)
	DI/01119 MICROSOFT BELGIUM	08/08/2002 08/08/2003	- Contrat de services - Contrat signé suite à une procédure négociée	Décision en 06/2002 concernant prolongation	
SOFTWARE NETSCAPE (intranet/internet)	DI/01042 NETSCAPE	31/12/2001	- Contrats signés suite à une procédure négociée - Licence du sw via NETSCAPE - Distribution via COMSOL	Néant [sera sans objet dès la mise en place du nouveau système de courrier électronique]	STB (Mann) SCL (Peltgen)
	DI/01043 COMSOL	31/12/2001			
1.4 INFORMATION SYSTEM INFRASTRUCTURE					
ORACLE	DI/01445 ORACLE	29/04/2004	- Contrat signé suite à une procédure négociée - Suite du contrat DI/00417 - Intennstitutionnel et complexe	Néant	STB (Mann) SCL (Peltgen)
ADABAS (produits pour DBMS)	DI/00174 SOFTWARE-AG	31/12/2001	- Contrat signé suite à une procédure négociée	Néant	STB (Marin)

Description	Contrat actuel			Contrat futur - DI	
	Contractant	Echéances (prolongation par avenant)	Remarques	Contrat futur - prochaines actions (4 mois)	Contact DI
SEARCH SERVER	DI/01486 FULCRUM	30/03/2003	- Contrat signé suite à une procédure négociée - Suite du contrat DI/00629 - Intennstitutionnel	Néant	STB (Mann)
DORIS (sw migration CELEX)	DI/001056 EVER	28/12/2003	Contrat signé suite à une procédure négociée	Néant	STB (Mann)
DORODOC (edms)	DI/00339 DOROTECH	14/06/2002	Contrat signé suite à un appel d'offres	Néant	STB (Mann)
POWERBUILDER	DI/00615 SYBASE (ex CASE CONSULT)	31/12/1999	- Intennstitutionnel - Contrat signé suite à une procédure négociée	Prolongation prévu avec nouveau contrat par procédure négociée Rapport CCAM déposé le 19/06/2000 [intennstitutionnelle]	STB (Mann)
SAS	DI/01069 SAS INSTITUTE	30/04/2002	Contrat signé suite à une procédure négociée	Néant	STB (Mann)
FAME (Time series support in statistical domain)	DI/00428 FAME INFORMATION SERVICE	29/06/2000	- Contrat signé suite à une procédure négociée - Renégocié en 1997 - pas prolongé	Négociation pour nouveau contrat à entamer Ecfm et Eurostat?	STB (Mann)
ACUMEN (On-line analytical processing software)	DI/00433 KENAN	31/12/2001	- Contrat signé suite à un appel d'offres - Renégociation n°-98 - Utilisation au Data Centre et à l'POPOCE	Néant	STB (Mann)
TROLL (Sw pour la modélisation numérique)	DI/00199 INTEX	31/12/2001	- Contrat signé suite à une procédure négociée - Licences du sw TROLL - Utilisation dans les DGs	Néant	STB (Mann)
	DI/00646 HENDYPLAN	31/12/2001	Services associés au sw TROLL		
Operating system + SW + associated services pour AMDAHL au Data Centre	DI/00836 IBM	31/12/2001 31/12/2002	Contrat/CS signé suite à une procédure négociée	Décision prolongation en 10/2001	
SW utilisés sur AMDAHL au Data Centre (AutoAction)	DI/00432 COMPUTER ASSOCIATES	31/12/2001	- Contrat signé suite à une procédure négociée - Dvision contrat suite au décision Court de justice - Contrat DI/01527 avec Allen Systems	Décision prolongation en 6/2001	DC (Deasy)
SW utilisés sur AMDAHL au Data Centre (AutoMedie, Autosys/zàke)	DI/01527 ALLEN SYSTEMS	31/12/2001	- Contrat signé suite au décision Court de justice - Reprise des produit du contrat DI/00432 avec Computer Associates	Décision prolongation en 6/2001	
SW utilisé sur AMDAHL au Data Centre (BETA)	DI/00749 BETA SYSTEMS	31/12/2001 31/12/2002	Contrat signé suite à une procédure négociée	Décision prolongation en 10/2001	DC (Deasy)
SW utilisé sur AMDAHL au Data Centre (OMMEGAMON)	DI/00153 CANDLE BENELUX	30/11/2001 30/11/2002	Contrat signé suite à une procédure négociée	Décision prolongation en 9/2001	DC (Deasy)
AREMOS	DI/00179 WEFA	indéterminée	- Contrat signé suite à une procédure négociée - Utilisation dans les DGs	Contrat fini par lettre de terminaison 15/02/2000	STB (Mann)
BUSINESS OBJECTS (outil de requête SQL pour utilisateurs finaux)	DI/01015 BUSINESS OBJECT	24/02/2002	Contrat signé suite à une procédure négociée	Néant	STB (Mann)
TELERATE (accès informations financières et bancaires DG II)	DI/00735 DOW JONES MARKET	03/07/2000 03/07/2001 03/07/2002	Contrat signé suite à une procédure négociée	Prolongé jusqu'au 03/07/2001 Décision en 5/2001 pour prolongation jusqu'au 03/07/2002	STB (Mann)
ASSYST (Gestion des incidents Help Desk)	DI/01384 AXIOS	31/12/2001	- Contrat signé suite à une procédure négociée - continuation du contrat DI/00457	Néant	STB (Mann)
MULTILIS	DI/00341 DATA RESEARCH (ex MULTILIS)	indéterminée	Contrat signé suite à un appel d'offres en 92	Néant [préciser la fin du contrat]	STB (Mann)
ARCVIEW (Système d'information géographique pour desktop DGIS)	DI/01021 EUROSENSE/ESRI	22/12/2001 22/12/2002	Contrat signé suite à un appel d'offres	Décision prolongation en 10/2001	STB (Mann)
ARCINFO (Système d'information géographique pour stations UNIX)	DI/00369 EUROSENSE/ESRI	indéterminée	Contrat signé suite à un appel d'offres	Limitation de durée en préparation pour 31/12/2001	STB (Mann)
2. SOUS-TRAITANCE COMMUNE					
AMSI (Appel Manif Intérêt Services Informatiques)	Voir remarques	04/05/2000 (Voir remarque)	- Environ 120 sociétés sur la liste - Liste valable jusque fin 1999	Fin contrat définitif [Les délais dépendent surtout de la structure de l'AMSI 2]	Tous les services techniques de la DI
DEVT ET MAINTENANCE SYSTEMES D'INFORMAT	DI/00773 AMBRASOFT	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 3 Dév/maint syst inf (4ème rang cascade)	Prolongations des contrats prévues jusqu'au 21/09/2001 (sauf BULL) Préparation d'AO DI/0005, signature contrat prévu 04/2001	SSI (Puig Saques)
	DI/00774 BULL	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 5 Maint syst inf proprné (4ème rang cascade)		
	DI/00775 CSC	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 3 Dév/maint syst inf (3ème rang cascade)		
	DI/00776 LOGICA	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 5 Maint syst inf proprné (1er rang cascade)		
	DI/00777 ATOS (ex MARBEN)	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 1- Etudes (1er rang cascade) Lot 3 Dév/maint. syst. inf (1er rang cascade) Lot 6 Services syst inf (2ème rang cascade)		
	DI/00778 WANG (ex OLSY)	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 4 Dév/maint. syst diffusion (2ème rang cascade)		
	DI/00779 SEMA GROUP	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 6 Services syst Inf (1er rang cascade) Lot 1 Etudes (2ème rang cascade) Lot 4 Dev/maint syst diffusion (3ème rang cascade)		
	DI/00780 SIEMENS NIXDORF	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 5 Maint syst inf proprné (3ème rang cascade)		
	DI/00781 SOPRA	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 2 Dév/maint petits syst inf (2ème rang cascade)		
	DI/00782 SYLIS	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 5 Maint syst inf proprné (2ème rang cascade)		
	DI/00783 TRASYS	21/09/2000 21/09/2001 21/09/2002	Lot 2 Dév/maint petits syst inf (1er rang cascade) Lot 4 Dév/maint syst diffusion (1er rang cascade) Lot 3 Dév/maint syst Inf (2ème rang cascade)		
CALL DISPATCH	DI/00761 GETRONICS (ex-WANG, ex OLSY)	12/08/2000 12/08/2001 12/08/2002	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Call Dispatch pour les DGs (Bxles et Lux)	Prolongé jusqu'au 12/08/2001 Décision en 5/2001 pour prolongation jusqu'au 03/07/2002	STB (Mann)
	DI/00763 BUREAU VAN DIJK	03/11/2000 03/11/2001 03/11/2002	Lot 2 Call Dpatach Help Desk Central Bxl	Décision en 9/2001 pour prolongation jusqu'au 03/11/2001	
LSA/DBA (Admn Serveurs et gestion syst Information)	DI/00767 SIEMENS NIXDORF	03/08/1999 03/08/2001 03/08/2002	Contrat signé suite à un appel d'offres	Prolongé jusqu'au 03/08/2001 Décision en 5/2001 pour prolongation jusqu'au 03/08/2002	STB (Mann)

Description	Contrat actuel			Contrat futur - DI	
	Contracteur	Échéances (prolongation par système)	Remarques	Contrat futur - échéances prévisionnelles (4 mois)	Contact DI
SUPPORT PC	DI/00768 SERCO (ex TECNODATA ITALIA)	03/08/2000 03/08/2001 03/08/2002	Contrat signé suite à un appel d'offres	Prolongé jusqu'au 03/08/2001 Décision en 5/2001 pour prolongation jusqu'au 03/08/2002	STB (Mann)
FORMATION INFORMATIQUE	DI/00789 KSI (futur SYNAPS)	22/07/1999 22/07/2001 22/07/2002	- Contrats signés suite à un appel d'offres - Échéances à vérifier - KSI 1er rang cascade	Prolongé jusqu'au 22/07/2001 Décision en 5/2001 pour prolongation jusqu'au 03/07/2002	SRC (De Vriendt)
	DI/00791 GETRONICS (ex-WANG)	07/10/1999 07/10/2001 07/10/2002	- Getronics (ex-Wang) 2ème rang cascade	Pas de prolongation prévue	
3 INFRASTRUCTURE					
3.1 TRANSMISSION DE DONNEES					
WAN (Wide Area Network)	DI/01051 BT Worldwide	03/02/2002 03/02/2003 03/02/2004 03/02/2005 03/02/2006 03/02/2007	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 IP network services Lot 2 Remote access services	Révision 02/2001	TR (Krommes)
	DI/01052 INNET/UNNET BELGIUM	12/04/2002 12/04/2003 12/04/2004 12/04/2005 12/04/2006 12/04/2007	Lot 3 Liaison entre le réseau des institutions et Internet	Révision 04/2001	TR (Krommes)
SECURITE RESEAUX (Systèmes de sécurité)	DI00489 SEMA GROUP (ex TELIS)	22/12/1999 22/12/2000	Contrat signé suite à un appel d'offres	Pas à prolonger, fin du contrat 22/12/2000	TR (Krommes)
SURE (Support réseaux)	DI/00691 INTRASOFT	08/10/2000 06/10/2001	- Contrat signé suite à un appel d'offres - concerne DG IX et DI	Prolongation à faire jusqu'au 06/10/2001	TR (Krommes)
On SITE SERVICES (OSS)		Signature contrat prévu pour 01/2001	- Stratégie, avis favorable CCAM n° 97/2000 - Avis de pré-info	Appel d'offre à préparer	TR (Krommes)
SNET Gestion intégrée réseau	DI/01087 BELGACOM	17/02/2002 17/02/2003 17/02/2004 17/02/2005	Contrat signé suite à un appel d'offres	Révision 02/2001	TR (Krommes)
SERVICES STD Services informatiques	DI/00782 SUN	14/08/2000	Contrat signé suite à un appel d'offres Lot 2 Support pour des services divers relatifs à Internet Lot 1 attribué à un autre fournisseur et repris sous 3.2	Pas à prolonger, fin de contrat 14/08/2000 [désormais inclus dans le contrat Snet (Belgacom)]	TR (Krommes)
TELEPHONIE MOBILE	Abonnements		Service repris par la DI depuis le 01/01/1999	AO DI/9903 Mobile communications [interinstitutionnel]	TR (Krommes/Claes)
TELEPHONIE VOCALE (Transmission Service)	Abonnements		Service repris par la DI depuis le 01/01/1999	AO DI/9901 Vocal telephony [interinstitutionnel restreint]	TR (Krommes/Cardon)
CARRIER NETWORK SERVICE	Abonnements		Service repris par la DI depuis le 01/01/1999	AO DI/9911 Carrier network services [interinstitutionnel]	TR (Krommes/Lange)
PABX Private Access Branch Exchange (Telephone infrastructure)	DI/00416 SIEMENS	05/12/1999 05/12/2000 05/12/2001	Service repris par la DI depuis le 01/01/1999	Contrat à prolonger pour 2000 AO DI/9912 PABX [à l'étude]	TR (Krommes)
Computer telephony Integration strategies	EUTELIS CONSLUT 1077	10/09/2000	ancien contrat 96/35/IX C 1 Contrat signé suite à un appel d'offres	Pas de continuation	TR (Krommes)
Câblage à Luxembourg	DIGITAL 1089	14/12/2000 14/12/2001 14/12/2002	ancien contrat 97/06/IX C 1 Contrat signé suite à un appel d'offres	Prolongation à faire jusqu'au 14/12/2001	TR (Krommes)
3.2 DATA CENTRE					
MICROMATION	DI/00729 KODAK	06/08/2000 06/08/2001 06/08/2002	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Extension du système de production de microfiches au Data Centre	Décision pour prolongation du contrat ASAP	DC (Deasy) SCL (Peitgen)
	DI/00721 MR-DATA MANAGT	20/01/2000 20/01/2001 20/01/2002	Lot 2 Production de microfiches et de microfilms 16 mm à partir de documents existants	Prolongé jusqu'au 20/01/2001 Décision en 11/2000 pour prolongation jusqu'au 20/01/2002	
	DI/00730 AARQUE REGMA	29/04/2000 29/04/2001 29/04/2002	Lot 3 Achat de lecteurs/reproducteurs de microfiches et maintenance du parc existant	Prolongé jusqu'au 29/04/2001 Décision en 2/2001 pour prolongation jusqu'au 29/04/2002	
QUALITY MANAGEMENT SOFTWARE	DI/00786 BMC SOFTWARE	19/10/2000 19/10/2001 19/10/2002	Contrat signé suite à un appel d'offres	Prolongé jusqu'au 19/10/2000 prolongation à faire jusqu'au 19/10/2001	DC (Deasy)
SERVEURS FAX/TELEX DU CENTRE TC	DI/00702 MANAGEMENT SHARE	27/11/1999 27/11/2000 27/11/2001	Contrat signé suite à un appel d'offres	Faillite, 2/2000	DC (Deasy)
SERVICES STD Services informatiques	DI/00786 EUROPEAN DYNAMICS	21/08/2000	Contrat signé suite à un appel d'offres Lot 1 Support pour l'accès au Coumer électronique de la Commission Lot 2 attribué à un autre fournisseur et repris sous 3.1	Prolongation par procédure CCAM n'est plus possible, contrat se termine	DC (Deasy)
AUTOSECURE	DI/00432 COMPUTER ASSOCIATES	31/12/1999	Contrat signé suite à une procédure négociée Logiciel de sécurité	Pas de prolongation pour ce produit	DC (Deasy)
SW CC	pour mémoire	pour mémoire	Logiciels tournant exclusivement sur les ordinateurs du Data Centre (ex IBM)	Pour mémoire [à réviser avec les contrats d'ordinateurs]	DC (Deasy)
SUPPORT TECHNIQUE (1)	DI/00732 ASCII	12/06/2000	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Support de MISTRAL (A terminer en 06/00)	Le contrat est terminé le 12/06/2000	DC (Deasy)
	DI/00733 GROUPE PERRY	Résilié	Lot 2 Gestion Bandothèque Contrat résilié pour cause de faillite	AO DI/9902 Data centre device operators [remplacement contrat Bandothèque + élargissement objet du contrat et sous-traitance forfaitaire (device operators)]	DC (Deasy)
	DI/00734 CRI	30/06/1999	Lot 3 Gestion VM/VMS	Contrat et terminé [Gestion MVS sera intégrée dans l'AO Serveurs UNIX]	DC (Deasy)
SUPPORT TECHNIQUE (2)	DI/00760 SIEMENS NIXDORF	22/08/2000	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Support de systèmes UNIX	Prolongation par procédure CCAM n'est plus possible, contrat se termine	DC (Deasy)
	DI/00759 INFOTHESIS	21/09/2000	Lot 2 Gestion des droits d'accès aux bases de données de la Commission	Décision à prendre ASAP	SRC (De Vriendt)
	DI/00758 OFFIS	28/08/2000	Lot 3 Gestion des Bases de données MISTRAL	Pas de prolongation, contrat se termine le 28/08/2000	DC (Deasy)
	DI/00772 EUROPEAN DYNAMICS	8/10/2000	Lot 4 Gestion des serveurs WWW	Prolongation par procédure CCAM, Décision à prendre ASAP	DC (Deasy)
	DI/00408 FIDUCENTER	4/12/1999	Contrat signé suite à un appel d'offres Lot 4 Préparation des documents pour le serveur EUROPA	Contrat terminé le 04/12/1999	DC (Deasy)
	DI/00812 BULL	22/10/2000	Lot 5 Support du système d'exploitation GCOS8	Pas de prolongation, le contrat se termine le 22/10/2000	DC (Deasy)

Description	Contracteurs	Dates	Remarques	Contrat futur - DI	
				Contrat futur - modalités prévues (4 mois)	Contact DI
4. SYSTEMES ADMINISTRATIFS, SUPPORT, QUALITE					
4.1 SYSTEMES ADMINISTRATIFS					
SIC (Développt, maintenance et support)	DI/01029 SOPRA	09/09/2001 09/09/2002 09/09/2003	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 1 Maint., dével. et support infrastructure générale	Néant	SSI (Puig Saques)
	DI/01030 ARIANE II	09/09/2001 09/09/2002 09/09/2003	Lot 2 Maint et dével systèmes gestion Personnel Lot 3 Maint. et dével systèmes gestion Finances	Néant	
	DI/01031 OFFIS	09/09/2001 09/09/2002 09/09/2003	Lot 4 Maint et dével systèmes gestion Logistique Lot 5 Maint et dével systèmes gestion Documentaire Lot 7 Support systèmes gestion Logistique	Néant	
	DI/01027 BUREAU VAN DIJK	09/09/2001 09/09/2002 09/09/2003	Lot 6 Support systèmes gestion Personnel/Finances	Néant	
	DI/01032 SEMA GROUP	09/09/2001 09/09/2002 09/09/2003	Lot 8 Support systèmes gestion Documentaire	Néant	
GED (Gestion électronique de documents)	DI/00694 HEWLETT PACKARD	14/01/2000 14/01/2001	Contrat signé suite à un appel d'offres	Prolongé jusqu'au 14/01/2001 Décision à prendre ASAP	SSI (Puig Saques)
4.2 SUPPORT BUREAUTIQUE					
HARMONISATION PC (Configurations logicielles et installation NTP)	DI/00756 SERCO (ex TECNODATA ITALIA)	31/12/1999	Contrat signé suite à une procédure négociée	Décision en 08/1999	STB (Mann)
SUPPORT/DEVELOPT INFRASTRUCTURE	DI/01039 ARIANE II	04/11/2001 04/11/2002 04/11/2003	Contrats signés suite à un appel d'offres Lot 5 non attribué (support ingénierie sw) Lot 1 Support 2ème niveau et intégration serveurs PC Lot 4 Dév, maint et support 2ème niveau de l'infrastructure des systèmes d'informations	Néant	STB (Mann)
	DI/01036 DOKUMENTA	25/11/2001 25/11/2002 25/11/2003	Lot 2 Dével /support 2ème niveau office autom sw	Néant	
	DI/01040 SEMA GROUP	17/11/2001 17/11/2002 17/11/2003	Lot 3 Dével /support 2ème niveau systèmes distr sw	Néant	
	DI/01038 CSC COMPUTER SC	29/10/2001 29/10/2002 29/10/2003	Lot 6 Consultance gestion qualité	Néant	
4.3 SUPPORT LOGISTIQUE					
LOGICIELS PC/SERVEURS (Canal distribution)	DI/01116 + DI/01117 SIEMENS S A.	11/08/2002 11/08/2003 11/08/2004	- Intennutubonnel - Contrat signé suite à un appel d'offres - DI/01116 = SW for MS products - DI/01117 = SW for other than MS products	Décision de prolongation en 07/2002	SCL (Peltgen/Gillieron)
GESTION DES STOCKS (Déménagements/gestion)	DI/01017 INTRASOFT	17/06/2001 17/06/2002 17/06/2003	Contrat signé suite à un appel d'offres	Néant	SCL (Peltgen)
REVUES INFORMATIQUES (Abonnements)	DI/01058 EBSCO	31/01/2002 31/01/2003 31/01/2004	Contrat signé suite à un appel d'offres	Néant	RI (Bertrand/ Brousmiche)
LIVRES INFORMATIQUES (Achats)	DI/01079 DAWSON FRANCE	01/06/2002 01/06/2003 01/06/2004	Contrat signé suite à un appel d'offres	Néant	RI (Bertrand/ Brousmiche)
EQUIPEMENTS AUDIOVISUELS			Pas de cadre contractuel	AO DI/9809 Audio-visual equipment	RI (Bertrand/ Brousmiche)
EVACUATION PC	Contrat DG IX	indéterminé		AO DG ADMIN (lot PC réutilisables,) (Participation CES/CdR)	SCL (Peltgen)
4.4 ASSURANCE DE LA QUALITE					
REVUE IT & MGT			4 contrats en préparation	Abandonné en 2000	CET (Weidert)
ADVISORY, STRAT CONSULTANCY, BENCHMARKING	DI/00446 GARTNER GROUP	31/12/1999 30/06/2000	Contrat signé suite à une procédure négociée, amendement pour prolongation de 6 mois en préparation	Prolongation contrat suite au procédure CCAM, Avis n° 465/99 AO DI/9909 Advisory and consulting (lot 1 Detailed advisory and information consultancy, lot 2 High level advisory and information consultancy, Déposé le 19/06/2000)	CET (Hilbert)
	DI/01048 GARTNER GROUP	17/12/1999	Contrat signé suite à un appel d'offres restreint (utilisation Data Centre)		

CONTRATS EX-DG 9 (DI-SRC)***

Gestion des salles de téléconf	DI/01076 (ancien 96/07/IX C 1) SIEMENS ATEA	28/02/2001 28/02/2002		Décision de prolongation en 01/2001	SRC
Vidéoconférence - maintien	DI/01074 (ancien 97/10/IX D 1) TELINDUS	29/09/2000 29/09/2001 29/09/2002		Décision de prolongation en 08/2000	SRC
Postes opérateurs au standard téléphonique	DI/01071 (ancien 97/04/IX C 1) SIEMENS ATEA	31/12/2001 31/12/2002 31/12/2003		Néant	SRC
Vidéoconférence rénovation équipement maintenance Lots 1 et 7	DI/01075 (ancien 97/10/IX D 1) TELINDUS	28/11/2001 26/11/2002 26/11/2003		Néant	SRC
Vidéoconférence rénovation équipement maintenance Lots 2 et 3	DI/01078 (ancien 97/10/IX D 1) BELGACOM	17/12/2001 17/12/2002 17/12/2003		Néant	SRC
Vidéoconférence rénovation équipement maintenance Lots 5 et 6	DI/01073 (ancien 97/10/IX D 1) TRANSPALNET VIDEOCOM	30/11/2000 30/11/2001		Décision de prolongation en 10/2000	SRC

*** Pour Luxembourg, ces contrats sont également exploités par l'unité TR de la DI

Les classes de produits et les statuts de produits

Le product management a pour objet la gestion complète du cycle de vie des produits informatiques (identifiés par le nom et le numéro de version): la sélection, la mise en œuvre et le retrait.

La sélection d'un produit se fait en tenant compte des besoins collectifs des utilisateurs, de l'intégration technique avec l'architecture informatique et la base installée, et dans le respect des procédures d'acquisitions tout en veillant à un rapport coût opportunité optimum.

La mise en œuvre d'un produit couvre la commande, l'installation, la formation et le support.

Le retrait couvre le déclassement du produit et une stratégie de migration des applications qui l'utilisent.

Les produits informatiques sont répartis en quatre familles:

«**Hardware and Operating System**» et «**Network and Telecommunication**» pour l'infrastructure de base, et «**Office automation and document management**» et «**Information systems infrastructure**» pour l'infrastructure de gestion de l'information. Au-dessus de ces familles de produits se construisent les systèmes de gestion de l'information dans le cadre du project management.

Le contenu de ces quatre familles de produits est publié régulièrement. A chaque produit correspond un statut et une classe.

Les statuts suivants correspondent aux différentes étapes de la vie d'un produit:

EV s'applique aux produits en évaluation (tests, phases pilote) avec un support ad hoc éventuel, et à éviter de mettre en œuvre dans des environnements opérationnels. Les tests sont pilotés ou autorisés par un product manager et un rapport doit être produit.

OP s'applique aux produits opérationnels; le support est déterminé par la classe du produit.

PO s'applique aux produits en fin de cycle de vie technologique «phased out» dont le retrait est proche. Le support de ces produits est maintenu comme des produits OP, mais avec une tendance à la baisse et il est déconseillé d'investir dans leur utilisation.

AD s'applique aux produits à déclasser dans le cadre des procédures de déclassement applicables.

Les classes suivantes sont appliquées aux produits de statut OP et PO:

La classe **A** désigne les protocoles, interfaces et formats dont la mise en œuvre est obligatoire pour des raisons d'architecture.

La classe **B** désigne les produits d'intérêt général couvrant les besoins communs aux directions générales. La liste des produits offre un éventail raisonnable de produits permettant d'offrir le support central demandé et de couvrir les besoins. Pour des raisons d'efficacité du support, l'objectif est de sélectionner un seul produit de classe B (OP) par type de besoin.

La classe **C** désigne les produits correspondant à des besoins spécifiques dont il a été justifié qu'ils sont non couverts par les produits de classes A et B. Ces produits ne bénéficient pas d'un support garanti. Toutefois, si leur utilisation se généralise, le passage en classe B doit être étudié.

Hardware and Operating Systems

Product family managers:
P. Hirn DG ECFIN / J.P. Lambot DI-STB
16 octobre 2000

LOCAL OPERATING SYSTEMS

Product name	Classe	Statut	Comments
Windows 95	B	PO	PC Portables
Windows NT Workstation 4.0	B	OP	PC Desktop + Portables
Windows NT Server 4.0	B	OP	Serveurs bureautiques
Windows NT Server 4.0	B	OP	Serveurs applicatifs / base de données
UNIX divers (*)	B	PO	Serveurs bureautiques
UNIX divers (*)	B	OP	Serveurs applicatifs / base de données

(*) : conformes au standard de jure ISO (POSIX 1003) complété par les spécifications UNIX 95TM de l'Open Group

WORKSTATIONS and CLIENT OPERATING SYSTEMS

Product name	Operating systems	Classe	Statut	Comments
ICL Ergo Pro x450/100	WINDOWS NT	B	AD(1)	Desktop
ICL Ergo Pro e451/75, e451/100, x451/100	WINDOWS NT	B	AD	Desktop
OLIVETTI M4-75, M4-100	WINDOWS NT	B	AD(1)	Desktop
OLIVETTI M4-166	WINDOWS NT	B	AD/OP(2)	Desktop
OLIVETTI M2-233 MT, M6000 MT	WINDOWS NT	B	OP	Desktop
SNI Scenic Pro M5/166	WINDOWS NT	B	OP	Desktop
OLIVETTI M7000 MT	WINDOWS NT	B	OP	Desktop
SIEMENS Scenic 865	WINDOWS NT	B	OP(*)	Desktop
OLIVETTI Echos 133S	WINDOWS 95	B	AD/OP(3)	Portable
SNI Scenic Mobile 700	WINDOWS 95	B	AD/OP(3)	Portable+Docking Station
TOSHIBA Satellite Pro 4xx CDT	WINDOWS NT	B	OP	Portable
TOSHIBA Tecra 8000 DMT	WINDOWS NT	B	OP	Portable
Toshiba Satellite Pro 4280	WINDOWS NT	B	OP(*)	Portable
COMPAQ ARMADA 7770	WINDOWS NT	B	OP	Portable+Docking Station
COMPAQ ARMADA 7400	WINDOWS NT	B	OP	Portable+Docking Station
COMPAQ M700	WINDOWS NT	B	OP(*)	Portable+Docking station

(1) Les PC Pentium 75 et 100 MHz étaient déjà classés "susceptibles de radiation de l'inventaire" en 1999 mais pour des raisons budgétaires, ce classement était limité aux PC acquis en 1995. En 2000, le classement est étendu à tous les PC de ces modèles.

(2) Pour des raisons budgétaires, les PC Pentium 166 MHz seront remplacés de façon progressive en commençant en 2000 par ceux acquis en 96

(3) Pour des raisons budgétaires, les PC portables Pentium 133 MHz seront remplacés de façon progressive en commençant en 2000 par ceux acquis en 96

(*) Equipements pour les nouvelles acquisitions

Hardware and Operating Systems

Product family managers:
P. Hirn DG ECFIN / J.P. Lambot DI-STB
16 octobre 2000

LOCAL SERVERS

Product name	CPU Model	Operating systems	Classe	Statut	Comments
BULL Escala Mxxx, Dxxx, Rxxx	PowerPC	AIX 4.1	B	OP	
BULL Z-server MXP	Intel Pentium	SCO ODT 3/Unixware	B	AD	
DIGITAL Prioris HX xxxxMP/Prioris ZX	Intel Pentium/PentiumPro	Windows NT/SCO OS 5	B	OP	
DIGITAL Server 7100	PentiumPro	Windows NT/SCO OS 5	B	OP	
DIGITAL AlphaStation/AlphaServer 2xxx/3xxx	DEC AXP	Digital Unix	B	AD	
DIGITAL AlphaServer1xxx/4xxx/8xxx	DEC AXP	Digital Unix	B	OP	
HP NetServer 6/xxx and 5/xxx	Intel PentiumPro	Windows NT	B	OP	Projets GED
HP9000 Dxxx/Kxxx Enterprise Server	PA - 7200, PA-8000	HP-UX	B	OP	Projets GED
HP9000 (N4000 – CLASS)	PA - 8500	HP-UX	C	OP(*)	
ICL SuperServer Hxxxs/Kxxxs	Sparc	NX V7 Mplus	B	OP	
NCR Entry Level Servers Sxx	Intel Pentium	UNIX SRV4	B	OP	
NCR WorldMark 4xxx	Intel Pentium	UNIX SRV4	B	OP	
OLIVETTI SNX Systema 160/200/400	Intel Pentium	SCO ODT3/ SCO OS 5	B	AD	
OLIVETTI SNX Systema 460RS	Intel Pentium	SCO ODT3/ SCO OS 5	B	OP	
OLIVETTI NetStrada 7000	Intel PentiumPro	Windows NT/SCO OS 5	B	OP	
OLIVETTI LSX 65xx	Mips R3000/R4400	DC/OSX	B	AD	Pyramid Server
SNI Primergy xxx	Intel Pentium	SCO OS 5	B	OP	
SNI Primergy 870-40	Intel Pentium III Xeon	Windows NT	B	OP(*)	
SNI RM 600	Mips R3000/R4400	SINIX V 5.4	B	AD	
SNI RM 400-Cxx	Mips R4400 MC	Reliant UNIX 5.43	B	OP	
SNI RM 1000	Mips R4400	Reliant UNIX 5.43	B	OP	
SNI RM 300/600-Exx	Mips R10000	Reliant UNIX 5.43	B	OP	
SNI Pyramid Nile 100/150	Mips R4400	DC/OSX	B	AD	
SUN SparcServer 1000/SparcServer 2000	SuperSparc	SOLARIS 2.x	B	AD	
SUN Enterprise 1/2 (UltraServer 1/2)	UltraSparc	SOLARIS 2.x	B	OP	
SUN Enterprise 3000/4000/5000	UltraSparc	SOLARIS 2.x	B	OP	
SUN Enterprise 220-250/420-450	UltraSparc II	SOLARIS 2.x	B	OP(*)	

CENTRAL SERVERS and OPERATING SYSTEMS

Product name	CPU Model	Operating Systems	Classe	Statut	Comments
AMDAHL GS-732	IBM System 390	OS/390 2.6	B	PO	DI-CC
	-				
BULL ESCALA R404	PowerPC	AIX 4.3	B	OP	DI-CC
BULL ESCALA EPC/S400	PowerPC	AIX 4.3	B	OP	DI-CC
DIGITAL Prioris ZX 6200	PentiumPro	Windows NT	B	OP	DI-CC
DIGITAL Server 7100MP	PentiumPro	Windows NT	B	OP	DI-CC
DIGITAL AlphaServer 2xxx/8xxx	DEC AXP	Digital Unix	B	OP	DI-CC
HP 9000 (N4000)	PA-8600	HP-UX 11.0	B	OP(*)	DI-CC
SIEMENS S-130C	-	BS2000 - v10/OSD1/OSD2	B	PO	DI-CC
SNI Primergy 870-40	Intel Pentium III Xeon	Windows NT	B	OP(*)	DI-CC
SNI RM 300	Mips R10000	Reliant UNIX 5.45	B	OP	DI-CC
SNI RM 600-E60/E70	Mips R10000	Reliant UNIX 5.45	B	OP	DI-CC
SNI RM 600-E80	Mips R12000	Reliant UNIX 5.45	B	OP	DI-CC
SUN 3000	SuperSparc	Solaris 2.6	B	OP	DI-CC
SUN Enterprise 6000	UltraSparc	Solaris 2.6	B	OP	DI-CC
SUN Enterprise 10000	UltraSparc	Solaris 2.6	B	OP	DI-CC
SUN Enterprise 220-250/420-450	UltraSparc II	Solaris 8	B	OP(*)	DI-CC

(*) Equipements pour les nouvelles acquisitions

Hardware and Operating Systems

Product family managers:
P. Hirn DG ECFIN / J.P. Lambot DI-STB
16 octobre 2000

PRINTERS

Interface, protocol, standard	Operating systems	Classe	Statut	Comments
Adobe Postscript	-	A	OP	
HP-PCL 3, 4, 5 et 6	-	A	OP	
HP DeskJet 310, 320	WINDOWS	B	AD	Portable; N&B; HP-PCL3
HP DeskJet 340, 340CBI	WINDOWS	B	OP(*)	Portable; N&B; HP-PCL3
HP DeskJet 510, 520, 540, 550, 600	WINDOWS	B	AD	Personal; N&B; HP-PCL3
HP DeskJet 1200	WINDOWS	B	AD	Personal; N&B; HP-PCL3
HP LaserJet IIIp	WINDOWS	B	OP	Personal; N&B; HP-PCL5
HP LaserJet 4L	WINDOWS	B	AD	Personal; N&B; HP-PCL5
HP LaserJet 5L, 5P	WINDOWS	B	OP	Personal; N&B; HP-PCL5
HP LaserJet 6L, 6P	WINDOWS	B	OP	Personal; N&B; HP-PCL5
HP LaserJet 1100, 2100	WINDOWS	B	OP(*)	Personal; N&B; HP-PCL5
HP LaserJet IIISi	WINDOWS/UNIX	B	AD	Shared; N&B, HP-PCL3
HP LaserJet 4, 4M, 4P Plus, 4M Plus	WINDOWS/UNIX	B	AD/OP(+)	Shared; N&B; HP-PCL 5 ou Post-Script
HP LaserJet 4Si/SiMX/V/MV	WINDOWS/UNIX	B	AD/OP(+)	Shared; N&B; HP-PCL 5 ou Post-Script
HP LaserJet 5, 5N, 5M	WINDOWS/UNIX	B	OP	Shared; N&B ; HP-PCL 6 ou Post-Script
HP LaserJet 5Si/SiMX	WINDOWS/UNIX	B	OP	Shared; N&B; HP-PCL 5 ou Post-Script
HP LaserJet 4000/4000T/4000N/4000NT	WINDOWS/UNIX	B	OP	Shared; N&B, HP-PCL6
HP LaserJet 4050/4050T/4050N/4050NT	WINDOWS/UNIX	B	OP(*)	Shared; N&B, HP-PCL6
HP LaserJet 5000/5000N/5000GN	WINDOWS/UNIX	B	OP(*)	Shared; N&B, HP-PCL6
HP LaserJet 8000/8000N/8000DN	WINDOWS/UNIX	B	OP(*)	Shared; N&B, HP-PCL6
HP LaserJet 8100/8100N/8100DN	WINDOWS/UNIX	B	OP(*)	Shared; N&B, HP-PCL6
HP DeskJet 550C, 560C	WINDOWS	B	AD	Personal; color; HP-PCL3 (low-end)
HP DeskJet 660C, 690C, 695C	WINDOWS	B	OP	Personal; color; HP-PCL3 (low-end)
HP DeskJet 840C, 850C, 870Cxi, 890Cxi, 895Cxi	WINDOWS	B	OP	Personal; color; HP-PCL3 (high-end)
HP DeskJet 970 Cxi	WINDOWS	B	OP(*)	Personal; color; HP-PCL3 (high-end)
HP DeskJet 1100C, 1120C	WINDOWS	B	OP	Personal; color; HP-PCL3(A3)
HP DeskJet 1220C	WINDOWS	B	OP(*)	Personal; color; HP-PCL3 (A3)
HP DeskJet 1200C, 1600C	WINDOWS/UNIX	B	OP	Shared; color; HP-PCL3
HP DeskJet 2000C/2000CN	WINDOWS/UNIX	B	OP	Shared; color; HP-PCL3
HP DeskJet 2500C/2500CM	WINDOWS/UNIX	B	OP(*)	Shared; color; HP-PCL5 ou Post-Script
MT 660/690	UNIX	B	OP	Imprimante à chaîne
OCE 66xx	UNIX	B	OP	HP-PCL3 ou Post-Script
SNI 9014	WINDOWS	B	OP	Multicopy forms printing
TI (XL) PS 17/PS 35	UNIX	B	OP	Postscript
OLIVETTI DM 624	WINDOWS	C	OP	Multicopy forms printing

(*) Equipements pour les nouvelles acquisitions

(+) Pour des raisons budgétaires, ces imprimantes seront remplacées de façon progressive en commençant en 2000 par celles acquises en 1995 ou avant.

Hardware and Operating Systems

Product family managers:
P. Hirn DG ECFIN / J.P. Lambot DI-STB
16 octobre 2000

SCANNERS

Product name	Operating systems	Classe	Statut	Comments
HP SCANJET IIP, IIIP	WINDOWS	B	OP	
HP SCANJET IIC, IICx, IIIC	WINDOWS	B	OP	
HP SCANJET 5P	WINDOWS	B	OP	
HP SCANJET 5100C, 6100C, 6200C, 6250C	WINDOWS	B	OP	
HP SCANJET 6300C/ 6350C	WINDOWS	B	OP(*)	
Fujitsu M309x series	WINDOWS NT/Unix	B	OP(*)	Projets GED, ADONIS

BAR CODE READER AND PRINTER

Product name	Operating systems	Classe	Statut	Comments
PSC 5310 HP (PSC)	Handheld laser scanner	B	OP(*)	Projet ELS
Trakker 9440 (Intermec)	Handheld terminal	B	PO	Projet ELS
Janus 2010 (Intermec)	Handheld terminal	B	OP(*)	Projet ELS
Easycoder 3400 (Intermec)	Bar code printer	B	OP(*)	Projet ELS

OFFICE EQUIPMENTS (fax, photocopier, ...)

Product name	Type	Classe	Statut	Comments
CANON L500, L600, L800	FAX	B	OP	
CITIZEN 440 DP	Office calculator	B	OP	
NASCO 2400	Office calculator	B	OP	
MINOLTA EP1050/EP 1083	Photocopier	B	OP	0- 5 Kcop/month 15 A4/m
AGFA X310	Photocopier	B	OP	5-20 Kcop/month 35 A4/m
CANON NP6050	Photocopier	B	OP	20-35 Kcop/month 50 A4/m
CANON NP6062	Photocopier	B	OP	35-55 Kcop/month 62 A4/m
CANON NP6085	Photocopier	B	OP	55-100 Kcop/month 85 A4/m
CANON CLC 700	Photocopier colour	B	PO	4-8 Kcop/month; 5 A4/m
CANON CLC 1000	Photocopier colour	B	OP	5-50 Kcop/month; 31 A4/m
MINOLTA CF 900	Photocopier colour	B	OP	< 5Kcop/month 6 A4/m
OCE 2600	Photocopier	B	OP	100-500 Kcop/month 100 A4/m
OCE 3165	Photocopier multi-fonction	B	OP	> 40 Kcop/month; 65 A4/m
RANK XEROX 5690	Photocopier	B	OP	> 500 Kcop/month 135 A4/m
RANK XEROX Docutech	Photocopier	B	OP	>500 Kcop/month 135 A4/m
Assmann M800, M205, MC8	REP. Cassette	B	OP	
DICTAPHONE 270	REP. Cassette	B	OP	
TRIUMPH-ADLER TA 410	Typewriter	B	OP	

(*) Equipements pour les nouvelles acquisitions

Hardware and Operating Systems

Product family managers:
P. Hirn DG ECFIN / J.P. Lambot DI-STB
16 octobre 2000

LAN INTEGRATION PRODUCTS

Product name	Operating systems	Classe	Statut	Comments
NETBIOS	-	A	OP	
OLE 2.0	-	A	OP	
SMB	-	A	OP	
TCP/IP	-	A	OP	
WINSOCKETS	-	A	OP	
NFS	UNIX, BS2000, MVS/ESA, VM/ESA	B	OP	
HUMMINGBIRD NFS Maestro	WINDOWS NT Client	B	PO	
Diskshare Intergraph	WINDOWS NT Server	B	PO	
Advanced Server for Unix (Bull, NCR, SNI, SCO)	UNIX	C	PO	
VisionFS (SCO)	UNIX	B	PO	

EMULATORS

Product name	Operating systems	Classe	Statut	Comments
3270	-	A	OP	
9750	-	A	OP	
Telnet	-	A	OP	
VT 220	-	A	OP	
X 11.5 or higher	-	A	OP	
X WINDOWS	-	A	OP	
eXceed/W	WINDOWS, Windows NT	B	OP	
LOG - WS (9750 emulator)	WINDOWS, Windows NT	B	OP	
RUMBA 3270	WINDOWS, Windows NT	B	OP	
TerWinal	WINDOWS, Windows NT	B	OP	

SYSTEM MANAGEMENT PRODUCTS

Product name	Operating systems	Classe	Statut	Comments
SNMP	-	A	OP	
NetCon (Computer Associates)	Windows NT	B	OP	
Aim IT (Computer Associates)	Windows NT		EV	
Networker (Legato)	UNIX, WINDOWS NT Server	B	OP	
Alexandria (Sterling Software / Computer Associates)	PYRAMID UNIX DCOSx, SCO Openserver	C	OP	
Diskeeper (Executive Software)	Windows NT Server	B	OP	
Quota manager (NTP Software)	Windows NT Server	B	PO	
Quota Advisor (Wquinn Associates)	Windows NT Server	B	OP	
O&O Defrag (O&O Software GmbH)	Windows NT Client	B	OP	
Remote Desktop (Network Associates)	Windows NT Client / Server	B	OP	
GHOST (Symantec)	Windows NT Client / Server	B	OP	
SMS (Microsoft)	Windows NT Server	C	OP	Data Centre (CSD) et DG BUDG
Patrol (BMC Software)	Unix	C	OP	Data Centre (Monitoring and Alarm Management)
MSCS (Microsoft cluster)	Windows NT Server	B	OP	
Unix cluster software (divers)	Unix	C	OP	
Double Take	Windows NT Server		EV	

Hardware and Operating Systems

Product family managers:
P. Hirn DG ECFIN / J.P. Lambot DI-STB
16 octobre 2000

SECURITY

Product name	Operating systems	Classe	Statut	Comments
Identification / Authentification renforcée				
Carte à puce: SLE44CR80S (UTIMACO)	WINDOWS 95 / WINDOWS NT / UNIX		PO	Encore disponible
Carte à puce: SLE66CX160S (UTIMACO)	WINDOWS 95 / WINDOWS NT / UNIX	B	OP	
Lecteur Carte à puce UTI MACO CardMan II Compact (C2C-SER)	WINDOWS 95 / WINDOWS NT	B	OP	
Lecteur Carte à puce UTI MACO CardMan Mobile (C2C-PCC)	WINDOWS 95 / WINDOWS NT	B	OP	
DigiPass700	WINDOWS 95 / WINDOWS NT	C	OP	DI/TR

Journalisation, Monitoring, Alerte

INTRUDER ALERT (AXENT TECHN)	WINDOWS NT / UNIX		EV	Prend en compte un ensemble large de composants du SI (NT, UNIX, FireWall, Proxies, etc.) et comporte certaines fonctionnalités d'audit (CF. projet LAURE).
EVENT LOG MONITOR (TNT SOFTWARE)	WINDOWS 95, WINDOWS NT, UNIX (prévu)		EV	Plus orienté Logging (CF. projet LAURE).
NETWORK MONITORING SUITE (LANWARE)	WINDOWS NT		EV	Suite logicielle (CF. projet LAURE).
PATROL (BMC Software)	WINDOWS NT / UNIX		EV	Possibilité d'ajout de "Knowledge Modules" (cf. Projet LAURE).

Systèmes d'audit

TIGER-COPS	UNIX		PO	
TRIPWIRE	UNIX / WINDOWS NT	B	OP	Version commerciale
PC-UNIX-AUDIT	WINDOWS (Audit UNIX)	C	OP	Remplace TIGER-COPS
KANE SECURITY ANALYST	WINDOWS NT	C	OP	
SATAN	UNIX / WINDOWS NT		PO	
ISS-SCANNER (ISS)	WINDOWS NT (Audit UNIX, FireWall, Web)	C	OP	Usage sous contrôle SPS-SI
REALSECURE (ISS)	WINDOWS NT (FireWall, Audit Real Time)		EV	Par DI-TR / SPS-SI
NETRECON (AXENT)	WINDOWS NT (Audit UNIX, FireWall, Web)	C	OP	Usage sous contrôle SPS-SI

Sécurité physique (antivol)

SECUPLUS		C	OP	
LOCK-IT		C	OP	

Matériel

CRYPTOFAX		C	OP	Domaine classifié
Matériel TEMPEST		C	OP	Domaine classifié
DEGAUSSER	Démagnétiseurs pour supports magnétiques		EV	Par SPS/SI

Office Automation and Documents Management

Product family managers:
F. KODECK SG / C. D'ASCANIO DI-STB
05/10/2000

ARCHITECTURAL SPECIFICATIONS

Product name	Environnement (*)	Classe	Status	Comments
UNICODE		A	OP	
OLE 2.0		A	OP	
MS-Word97 file format	MS NT WS	A	OP	
MS-Excel97 file format	MS NT WS	A	OP	
MS-Powerpoint97 file format	MS NT WS	A	OP	
HTML 4.01	MS NT WS, Unix	A	OP	Europa / Europa + Recommandation de vérifier toujours la compatibilité d'affichage avec les différents navigateurs
CSS 1.0	MS NT WS, Unix	A	OP	Europa / Europa + Recommandation de vérifier toujours la compatibilité d'affichage avec les différents navigateurs
SGML	MS NT WS, Unix	A	OP	
Adobe PDF 1.3	MS NT WS	A	OP	Nouveau format introduit par Acrobat V.4 Voir note ci dessus
Adobe PDF 1.2	MS NT WS	A	PO	Rappel pour interopérabilité : le format d'échange reste PDF 1.2 (Acrobat V. 3) jusqu'à ce que le déploiement de Acrobat Reader 4 sera complètement achevé

(*) Windows 95 est en PO depuis la sortie de la Configuration de Référence 4.1 – On élimine l'entrée du champ «Environnement»

WORD PROCESSING

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Office 97 / Word 97	MS NT WS	B	OP	

SPREADSHEET

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Office 97 / Excel 97	MS NT WS	B	OP	

PRESENTATIONS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Office 97 / Powerpoint 97	MS NT WS	B	OP	

AGENDA

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Outlook 2000	MS NT WS	B	OP	Projet INSEM 3 – version SR1 disponible
CaLAndar 3.59	MS NT WS	B	PO	Y2K compliant. En cours de remplacement par Outlook 2000 (Projet INSEM3)
Office 97 / Outlook 97	MS NT WS	C	PO	Uniquement agenda individuel

GRAPHICS TOOLS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
VISIO 5	MS NT WS	B	OP	
VISIO 2000	MS NT WS		EV	
Corel Draw 8	MS NT WS	C	OP	
Adobe Photoshop 5	MS NT WS		EV	
INTERLEAF	UNIX, MS DOS	C	OP	
QuickSilver	MS NT WS	C	OP	Produit remplaçant Interleaf dans l'environnement NT. Demandé par la DG ECFIN.

Network and Telecommunication

Product family managers:
W. BEURMS DG ENTR / J. TORCATO DI-TR
15 février 2000

PRODUCTS

E-MAIL RELATED PRODUCTS

Product name	Version	Operating system	Environnement	Classe	Status	Comments
LMS	2.0		Data Centre	C	OP	Gateway X.400/SMTP/Fax/Telex
OLE server for Route400 CMC Mail Services - 32 bit version	2.0.0.3			B	OP	Developed and maintained by DI
Route400 Fax printer driver	???			B	OP	
Route400 Fax viewer	???			B	OP	
Route400 MTA	3.5	SCO/ODT		B	OP	Basis for INSEM2
Sendmail	8.8.8			C	OP	For applications

PRODUCTS

NETWORK MONITORING TOOLS

Product name	Version	Operating system	Environnement	Classe	Status	Comments
Expert Sniffer Network Analyser				B	OP	
Open View Network Node Manager		UNIX/MOTIF		B	PO	

PRODUCTS

SECURITY RELATED PRODUCTS

Product name	Version	Operating system	Environnement	Classe	Status	Comments
Firewall-1	???	Solaris	Telecom Centre	C	OP	
Netscape certificate server	2.5	Solaris	Telecom Centre		EV	

PRODUCTS

VARIOUS PRODUCTS

Product name	Version	Operating system	Environnement	Classe	Status	Comments
Netscape proxy server	???	Solaris	Telecom Centre	C	OP	Gateway to Internet for WWW access

Network and Telecommunication

Product family managers:
W. BEURMS DG ENTR / J. TORCATO DI-TR
15 février 2000

SUPPORTED PROTOCOLS PROTOCOLS SUPPORTED INTERNALLY

Product name	Version	Operating system	Environment	Classe	Status	Comments
- basic networking						
IP (and the various application protocols above it)				A	OP	Basic networking protocol
SNMP				C	OP	Local and SNet management
- for e-mail						
APS				A	OP	Remote access to mailboxes
SMTP				C	OP	For mail applications
X.400 (P1 and P7)				A	OP	Basic protocol for INSEM2
X.500					EV	
RSA, DES, X.509					EV	

SUPPORTED PROTOCOLS PROTOCOLS SUPPORTED FOR EXTERNAL COMMUNICATIONS

Product name	Version	Operating system	Environment	Classe	Status	Comments
- basic connectivity and networking						
Internet			Telecom Centre	A	OP	For external access to/from EC
ISDN			Telecom Centre	A	OP	For external access to/from EC
PSTN			Telecom Centre	A	OP	For external access to EC
IP VAN providers (BT, Global One)			Telecom Centre	A	OP	For external access to/from EC
Leased lines			Telecom Centre	A	OP	For external access to/from EC
X.25			Telecom Centre	A	PO	For external access to/from EC
IP			Telecom Centre	A	OP	Basic network protocol
- for e-mail						
Fax Group 3			Data Centre	A	OP	
SMTP			Data Centre	A	OP	
Telex			Data Centre	C	PO	
X.400 (84)			Data Centre	C	OP	
X.400 (88)			Data Centre	C	OP	
X.400 (92)			Data Centre	A	OP	
X.500					EV	
- for file transfer						
FTP			Data Centre	A	OP	
- for remote access						
PPP			Telecom Centre	A	OP	For external access to EC
PPTP			Telecom Centre		EV	For external access to EC
- for Web access						
HTTP/HTTPS			Telecom Centre	A	OP	For access to external Web sites, for external access to Europa servers, for limited access to internal servers (in combination with SSL)
SSL			Telecom Centre		EV	

SUPPORTED PROTOCOLS PROTOCOLS RELATED TO E-MAIL APPLICATIONS

Product name	Version	Operating system	Environment	Classe	Status	Comments
CMC				A	OP	Application in Unix environment
MAPI (16 bit)				A	OP	Applications in Windows environment
SMTP				A	OP	

Office Automation and Documents Management

Product family managers:
F. KODECK SG / C. D'ASCANIO DI-STB
05/10/2000

DOCUMENT EXCHANGE TOOLS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
ACROBAT Reader V.4	MS NT WS	B	OP	Dernière version disponible : 4.05 (avec support pour la recherche)
ACROBAT Reader V.3	MS NT WS	B	PO	
ACROBAT Distiller V.3	MS NT WS	B	OP	
ACROBAT Exchange V.3	MS NT WS	B	OP	
ACROBAT V.4 (Authoring suite)	MS NT WS		EV	Rappel pour interopérabilité : le format d'échange reste PDF 1.2 (Acrobat V. 3)

VIEWERS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Quickview+ 6	MS NT WS		EV	
Quickview+ 5.11	MS NT WS	B	OP	
Quickview+ 4.5	MS NT WS	B	PO	

MULTILINGUAL TOOLS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
MF WINDOWS 5	MS NT WS	B	OP	Multilingual kit

HTML AUTHORIZING TOOLS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
FrontPage 98	MS NT WS	B	PO	Les composants de Frontpage qui ne produisent pas du contenu html standard ne sont pas admis, ni supportés.
FrontPage 2000	MS NT WS	B	OP	Les composants de Frontpage qui ne produisent pas du contenu html standard ne sont pas admis, ni supportés Dernière version recommandée: SR1
Eurolook/WEB	MS NT WS	B	OP	Convertisseur du format Word en HTML avec support pour la conversion des styles et des templates Eurolook. Nouvelle version 1.1 disponible depuis juin 2000 sur Softline et incluse dans la CRB 4.1
HoTMetaL Pro	MS NT WS	C	OP	Pour usage spécifique

WEB UTILITIES & TOOLS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Linkbot 5 Pro	MS NT WS	C	OP	Demandé par les Correspondants Europa

WEB BROWSERS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Internet Explorer 5	MS NT WS	B	OP	Dernière version recommandée: 5.5
Netscape Communicator 4.5	MS NT WS	B	PO	PO jusqu'à la conclusion de INSEM 3.
Netscape Communicator 4.7	MS NT WS	B	PO	En distribution comme patch de la version 4.5.
Netscape 6 (Mozilla 12)	MS NT WS		EV	
Internet Explorer 4	MS NT WS	C	PO	

Office Automation and Documents Management

Product family managers:

F. KODECK SG / C. D'ASCANIO DI-STB

05/10/2000

PLUG-INS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
QuickTime 4.0	MS NT 4.x	C	OP	(2) Disponibilité du script d'installation DI pour Netscape 4.x et IE 5.x
QuickTime 3.0	MS NT 4.x	C	PO	(1) Script d'installation disponible pour Netscape 4.x
Live Picture Viewer 3.2	MS NT 4.x	C	OP	Voir (1)
Shock Wave Flash 6.0.1	MS NT 4.x	C	OP	Voir (1)
ViScape 5.62 SVR	MS NT 4.x	C	OP	Voir (2)
Neuron 5.02 Plug-in	MS NT 4.x	C	OP	Voir (1) – En cours de préparation le script d'installation DI pour IE 5
Real Player 6 (G2)	MS NT 4.x	C	PO	Voir (1)
Real Player 7	MS NT 4.x	C	OP	Voir (2)
Real Player 8	MS NT 4.x	C	EV/OP	Voir (2)
Media Player 6	MS NT 4.x	C	OP	Voir (2) Pour version plus récente que celle qui vient avec IE 5.0

PROJECT MANAGEMENT

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
MS-Project 98	MS NT WS	B	OP	

ELECTRONIC MAIL

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Route400 RUA 5.2.2/5	MS NT WS	B	PO	Year 2000 compliant – En cours de remplacement par Outlook 2000 (Projet INSEM 3)
Route400 RUA 5.2.2/6	MS NT WS	B	PO	Voir point precedent
Route400 RUA 5.2.2/8	MS NT WS	B	PO	Voir point precedent
SendMail (UTI MACO)	MS NT WS		EV	En attente de la version pour Exchange/Outlook
Outlook 2000 / Exchange 5.5	MS NT WS	B	OP	Projet INSEM 3- début phase pilote Février 2000
Outlook Express 5	MS NT WS		EV	Seulement pour accès aux newsgroup

COMMUNICATION/COLLABORATIVE TOOLS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
NetMeeting 3	MS NT WS		EV	

OCR

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
OMNIPAGE	MS Windows 3.1 / 95 / NT	C	OP	
TEXIRIS	MS Windows 3.1 / 95 / NT	C	OP	

ADMINISTRATIVE SOFTWARE PACKAGES

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Euroforms	MS NT WS	B	OP	
Eurolook 3.7	MS NT WS	B	PO	
Eurolook 3.9	MS NT WS		PO	
Eurolook 4.0	MS NT 4.x	B	OP	
LegisWrite 4	MS NT WS	B	OP	

Office Automation and Documents Management

Product family managers:

F. KODECK SG / C. D'ASCANIO DI-STB

05/10/2000

SECURITY & CRYPTOGRAPHY TOOLS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
SAFEGUARD SIGN & CRYPT (UTIMACO)	MS NT 4.x		EV/OP	Signature et chiffrement de fichiers et de message e-mail. Version intégrée avec le client INSEM 3 et l'environnement NT/OFFICE 97 Classe B à prévoir.
CryptWare User Agent – CUA (UTIMACO)	MS NT 4.x		EV/OP	PKI : générateur de clés et certificat. Version intégrée avec le client INSEM 3 et l'environnement NT/OFFICE 97 Classe B a prévoir.
SAFEGUARD Advanced (UTIMACO)	MS NT WS	C	OP	Protection renforcée du poste de travail
SAFEGUARD Easy (UTIMACO)	MS NT WS	C	OP	Protection du poste de travail (Portable) Boot protection et encryption du hard disk
Stoplock NT Boot Protector (PCSL)	MS NT 4.x		EV	Protection du poste de travail (Portable) Boot protection et encryption du hard disk
DiskNet (REFLEX)	MS NT WS	C	OP	

ANTI-VIRUS

Product name	Environnement	Classe	Status	Comments
Dr. SOLOMON WinGuard	MS NT WS	B	PO	Résident d'alerte poste de travail
Dr. SOLOMON Antivirus Toolkit	MS NT WS	B	PO	
VIRUS SCAN SECURITY SUITE (Network Associates)	Voir Comments	B	OP	VirusScan Security Suite (VSS) comprend : - VirusScan pour les desktops (NT) - NetShield pour les serveurs de fichiers NT et Unix
SWEEP (SOPHOS)	MS NT WS	B	OP	Produit complet
F-Secure AntiVirus de F-Secure	MS NT WS	B	OP	Produit complet

Information Systems Infrastructure

Product family managers:

F. CRUCKE DG EAC / R. RUIZ DE LA TORRE DI-STB

23 octobre 2000

Middleware (connectivity)

Product name	Class	Status	Environments	Comments
Net 8	B	OP	MS Windows 95/NT, Unix	linked to Oracle 8
SQL* Net 2	B	PO	MS Windows 3.1/95/NT, Unix	linked to Oracle 7
SQL*Net 1	B	PO	MS Windows 3.1, Unix	to migrate, not supported
Tuxedo	C		Unix	used only by TAXUD , OLAF , Data Center
Object Transaction Server or application server		EV		REDIS II

Data Base management systems

Product name	Class	Status	Environments	Comments
ORACLE 8.1	B	OP	Unix, Windows NT	
ORACLE 8.0	B	OP	Unix, Windows NT	
ORACLE 7.X	B	PO	Unix, Windows NT	Full support ends: 31/12/2000 Extended support ends: 31/12/2003
ORACLE 6.0	B	PO	Unix	not supported, migration to be planned
ADABAS C 5.2	B	OP	BS2000, MVS	Running on PO OS
SQL Server	C	OP	Windows NT	Only to be used as a black-box embedded software by a packaged application (to be used as it is)

Retrieval and document management systems

Product name	Class	Status	Environments	Comments
SEARCHServer (Fullcrum)	B	OP	Unix, Windows NT	Windows NT evaluation to be done
ORACLE intermedia / CONTEXT	C	OP	Unix, Windows NT	
VERITY SEARCH	C	OP	Unix, Windows NT	only CC for Web indexing
ACTION WORKFLOW	B	OP	Windows 95/NT, Unix	Framework contract available
PANAGON 2000	B	OP	Windows 95/NT, Unix	Framework contract available
HYPERVAWE	C	OP	Unix, Windows NT	gestion des documents et procédures décisionnelles du Collège
DORIS	C	OP	Unix	Used in CELEX and SCAD
DORODOC	C	PO	Unix-Oracle	
BASIS	C	PO	CC: BS2000 Local : Unix	

3rd generation languages

Product name	Class	Status	Environments	Comments
C, C++	B	OP	all OS	
JAVA	B	OP	all OS	REDIS II
APL	C	OP	Unix, Windows	used in EUROSTAT
MARKIT	C	OP	Unix, Windows	
COBOL	C	OP	All OS	
FORTTRAN	C	OP	All OS	

Information Systems Infrastructure

Product family managers:

F. CRUCKE DG EAC / R. RUIZ DE LA TORRE DI-STB

23 octobre 2000

4th generation Environment

Product name	Class	Status	Environments	Comments
ColdFusion	B	OP	MS Windows NT, Unix	
POWERBUILDER 6	B	OP	MS Windows 3.1/95/NT, Unix	To be reviewed as soon as a decision is taken in the framework of REDIS II It is strongly advised not to start any new system development using Powerbuilder
DEVELOPER/2000 2.0	B	OP	MS Windows 3.1/95/NT, Unix	Only Oracle context
VISUAL BASIC 6.0	B	OP	MS Windows 95/NT	Windows integration
MS-ACCESS 97	B	OP	MS Windows 95/NT	end-user tool
MS-ACCESS 97 and ODE	B	OP	MS Windows 95/NT	Office developer tool
NATURAL 2.2	B	OP	Mainframes	
NATURAL 2.2	B	PO	Unix	

Case tools

Product name	Class	Status	Environments	Comments
POWERDESIGNER	C	OP	MS Windows 95/NT	training on demand
DESIGNER 2000 2.0	C	OP	MS Windows 95/NT	training on demand
Object oriented case tool				UML CASE tool evaluation

Testing tools

Product name	Class	Status	Environments	Comments
WIN RUNNER	C	OP	MS Windows 95/NT	training on demand

Configuration Management tools

Product name	Class	Status	Environments	Comments
MS VISUAL SOURCE SAFE	C	OP	MS Windows 95/NT	use specially with Microsoft tools
PVCS	C	OP	MS Windows 95/NT	Recommended use: large projects and coordination of several small projects

Project Management tools

Product name	Class	Status	Environments	Comments
MS-PROJET	B	OP	MS Windows 95/NT	Included in family 3

Web servers

Product name	Class	Status	Environments	Comments
Enterprise Netscape 3.0	B	OP	Unix, Windows NT	
Internet Information Server 4.0	B	OP	Windows NT	REDIS II
Apache Web Server		EV	Unix	REDIS II

Information Systems Infrastructure

Product family managers:

F. CRUCKE DG EAC / R. RUIZ DE LA TORRE DI-STB

23 octobre 2000

Statistical or data analyses software packages

On-line analytical process
product, Data Decision Systems

Product name	Class	Status	Environments	Comments
SAS	B	OP	all platforms	
FAME	B	OP	Unix, Windows	No support available at DI
ORACLE EXPRESS	C	OP	Unix, Windows NT	
ACL	C	OP	Unix	DG XX, audit language
ACUMEN	C	OP	Unix	Eurostat, DG VII
TROLL	C	OP	Unix	DG 2, 12, 17B
AREMOS	C	PO	Unix	DG 2, Eurostat

Advanced query an reporting tools

Product name	Class	Status	Environments	Comments
BUSINESS OBJECTS	B	OP	MS Windows 95/NT	
DISCOVERER 2000	C	OP	MS Windows 95/NT	

Administrative software packages (external)

Product name	Class	Status	Environments	Comments
ASSYST	B	OP	Unix	Central Help desk tool
GLOBUS	C	OP	Unix	Financial package (DG II-SOF)
BAVARIA	C	PO	BS2000	Financial package, running in PO OS

Administrative software packages (internal)

Strategy to be defined

To be discussed, which family

Product name	Class	Status	Environments	Comments
SIC	B	OP	Windows 98/NT, Unix	
ADONIS	B	OP	Windows 98/NT, Unix	
SYSLOG	B	OP	Windows 98/NT, Unix	
SINCOM	B	OP	Windows 98/NT, Unix	
ELS/INVENTAIRE	B	OP	Windows 98/NT, Unix	
ELS/SICMOD	B	OP	Windows 98/NT, Unix	
SICMOB	B	OP	Windows 98/NT, Unix	

Infrastructure information systems packages

Product name	Class	Status	Environments	Comments
MULTILIS	C	OP	Unix	
MILLENIUMS	C	OP	CC: MVS	Financial package, running in PO OS
IRC	C	OP	Unix	Web information dissemination
SAP	C	OP		

Information Systems Infrastructure

Product family managers:

F. CRUCKE DG EAC / R. RUIZ DE LA TORRE DI-STB

23 octobre 2000

Geographical Information systems

Product name	Class	Status	Environments	Comments
ARCVIEW	B	OP	Windows NT	no support available in DI
ARC/INFO	B	OP	Unix	no support available in DI
MAP INFO	C	PO	MS-Windows	no support available in DI

Interface, Protocol, standard

Product name	Class	Status	Environments	Comments
DCE RPC	A	OP		
SQL 2	A	OP		
SQL3	A	EV		
ODBC 3	A	OP		
JDBC	A	OP		REDIS II
WINSOCKETS	A	OP		
HTTP 1.1	A	OP		
Corba IIOP	A	EV		REDIS II
DCOM	A	EV		REDIS II
SGML	A	OP		
HTML 3.2	A	OP		
DHTML	A	EV		REDIS II
J2EE	A	EV		REDIS II
XML	A	EV		XML Study
UNICODE 2.0	A	OP		

COOPERATION ENTRE LA DI ET LES DG/SERVICÈS

COMITES/GROUPES	PARTICIPANTS	Réunions prévues
COMITES		
. Cellule de Pilotage des Schémas * Directeurs	Co-Présidents Rapporteur	Bertrand P. (BUDG)/J.P. Weidert (DI) Bertrand P. (BUDG)
	DG :*	SG,SJ,ENTR,ADMIN,PRESS,INFSO, BUDG,ESTAT
. Comité Technique Informatique	Président Rapporteur	De Esteban F. (DI) De Vriendt K. (DI)
	DG :	Ouvert à toutes les DG
. Cellule Evolution Stratégique	Co-Présidents Rapporteurs	König D. (DI) / ... Garant P. (DI)
	DG :	SG,RELEX,ECFIN,ENTR,PRESS, INFSO,BUDG,EUROSTAT, SDT,SG
. User Committee Adonis	Président Rapporteur	Blerot J.F. (DI) Blerot J.F. (DI)
	DG :	Ouvert à toutes les DG
. User Committee Forum SIC Map 2000	Co-Présidents Rapporteur	Brizzi. (DI)/Frutoso Melo F. (ADMIN)
	DG :	Ouvert à toutes les DG
* A ajouter : 4 IRM des DG qui, sur une base tournante représentent leur "famille" de DG au sein du GCOM		
COMITES DE SUIVI DE PROJET DE SOUS TRAITANCE COMMUNE		
. Central call dispatch	Chef de projet + Rapporteur	Debacker M. (DI)
	DG	A déterminer
. Formation bureautique	Chef de projet + Rapporteur	Gritsch M. (DI)
	DG	PRESS
. Local call dispatch	Chef de projet + Rapporteur	Debacker M. (DI)
	DG	DG utilisant ce contrat
. Support PC commun	Chef de projet + Rapporteur	Claes L. (DI)
	DG	DG utilisant ce contrat
PRODUCT MANAGEMENT		
. Equipements et systèmes d'exploitation (hardware and operating systems)	Co-managers + Rapporteurs	Lambot J.P. (DI) Hirn P. (ECFIN)
	DG	Ouvert à toutes les DG
. Réseaux et protocoles (networks and telecommunications)	Co-managers + Rapporteurs	Torcato J. (DI) Beurms W. (ENTR)
	DG	Ouvert à toutes les DG
. Bureautique individuelle et collective (Office automation and groupware)	Co-managers + Rapporteurs	(DI) Kodeck F. (SG)
	DG	Ouvert à toutes les DG
. Infrastructure des systèmes d'information (information systems infrastructure)	Co-managers + Rapporteurs	Marin J. (DI) Dunning A.(INFSO)
	DG	Ouvert à toutes les DG

COOPERATION ENTRE LA DI ET LES DG/SERVICES

GROUPES			
.GED/WORKFLOW	Co-Présidents	Blerot J.F. (DI) /Feidt M. (ESTAT)	
	Rapporteur	(DI)	
	DG :	SG,PRESS,ADMIN/SPS,INFSO,MARKT,BUDG,CCR,ESTAT	
.Groupe des correspondants "Grefe 2000"	Président	(SG)	
	Rapporteur	Scottini M. (SG)	
	DG :	Ouvert à toutes les DG	
.Groupe de suivi du projet "Grefe 2000"	Président	(SG)	
	Rapporteur	(SG)	
	DG :	SG,SJ,OPOCE,SDT	
.Groupe des responsables "an 2000"	Président	Zepter B. (SG)	
	Rapporteur	Kodeck F.(SG)	
	DG :	Ouvert à toutes les DG	
. Groupe de travail Formation informatique	Président +	(DI)	
	Rapporteur		
	DG	EMPL,DEV,ADMIN,PRESS,ENV,INFSO,MARKT,REGIO,BUDG,OPOCE,SJ	
. Groupe technique interservices IDA	Président	Finetti M.. (IDA)	
	Rapporteur		
	DG	Ouvert à toutes les DG	
. Libéralisation des Télécoms	Président	Krommes R. (DI)	
	Rapporteur		
	DG	ENTR,COMP,ADMIN,INFSO,SG	
. Project Management	Président	Dascalu Y(TAXUD)/Groemer T. (DI)	
	Rapporteur	Groemer T. (DI)	
	DG	COMP,AGRI,RTD,BUDG,TAXUD,SG	
. Sécurité	Président +	Bremaud G. (ADMIN/SPS)	
	Rapporteur		
	DG	ENTR,EMPL,AGRI,DEV,FISH,REGIO,BUDG,TAXUD,OPOCE,ESTAT	
. Systèmes Administratifs Institutionnels	Président	Weidert J.P. (DI)	
	Rapporteur		
	DG	ADMIN,BUDG,SG,PRESS	

Calendrier

39/2000

concernant la coopération entre la DI et les DG / SERVICES

14.11.2000

COMITES				
	23.11.2000	15H00-18H00	VID BREY	Cellule Evolution Stratégique
	23.11.2000	10H00-13H00	VID CHARL	Steering Committee "Insem 3"
	06.12.2000	10H00-17H30	CCAB	Comité Technique Informatique

COMITES DE SUIVI DE PROJET DE SOUS TRAITANCE COMMUNE				
	18.01.2001	14H30-17H00	JECL 7/1A	PC-support : Quarterly Quality Review Meeting
	19.01.2001	10H00-12H00	IMCO 3/21	Global Steering Committee : Local call dispatch
	12.04.2001	14H30-17H00	JECL 7/1A	PC-support : Quarterly Quality Review Meeting
	12.07.2001	14H30-17H00	JECL 7/1A	PC-support : Quarterly Quality Review Meeting
	11.10.2001	14H30-17H00	JECL 7/1A	PC-support : Quarterly Quality Review Meeting

GROUPE				
	21.11.2000	14H00-17H00	IMCO 3/21	Groupe de travail Inventaires des biens informatiques
	22.11.2000	10H00-13H00	CCAB 4 B	Groupe de travail GED/WORKFLOW
	23.11.2000	09H30-12H30	IMCO 3/21	Groupe de travail Inventaires des biens informatiques
	07.12.2000	10H00-13H00	A confirmer	Groupe de travail sur la Formation Informatique

PRESENTATIONS / DEMONSTRATIONS/SEMINAIRES/ WORKSHOPS/COURS/AUTRES					Pour tout renseignement:
	14.11.2000	09H00-12H00	JECL 7/	Acrobat 4 pour "end users"	C. D'Ascanio Tél: 34857
	14.11.2000	14H00-17H00	JECL 7/	Acrobat 4 pour "end users"	C. D'Ascanio Tél: 34857
	15+16.11.00	09H00-17H00	JECL 7/	Acrobat 4 PRO (pour utilisateurs confirmés et support)	C. D'Ascanio Tél: 34857
	21.11.2000	10H00-17H30	JECL 7/	Knowledge Management: la synthèse	C. D'Ascanio Tél: 34857
	27.11.2000	10H00-17H30	WAG C4	Knowledge Management: la synthèse	C. D'Ascanio Tél: 34857
(1)	27.11.2000	10H00-13H00	CCAB	Les priorités de la DI	J. L. Sion Tél: 36223
(1)	27.11.2000	14H00-17H00	JECL 7/F	NetCon to AimIT migration project	F. Cuesta Campins Tél: 52189
	28.11.2000	14H00-16H00	JECL 7/1A	Mobile telecommunications in Brussels	J. Cardon Tél: 60383
(1)	07.12.2000	10H00-12H30	JECL 7/1A	SYMMPA / Scope, aproach and results. NetIQ product presentation.	F. Wilhelmi Tél: 32305
(1)	12.12.2000	14H00-16H30	À confirmer	Briefing on "Enterprise Storage" (société Sievers Consulting)	N. Hilbert Tél: 33574
	14.12.2000	10H00-17H00	CCAB	SIC : présentation de la version 6.6.1	Y. Buesching Tel: 65066

(1) nouvelle action

Contributions: à envoyer à F. ROSSA JMO C2/113
Internet: Francois.Rossa@cec.eu.int

Périodicité: Trimestriel

Tirage: 2300 exemplaires

Le B.I. est imprimé par l'unité Reproduction de la DG ADMIN de la Commission européenne.

Les contributions n'engagent que leurs auteurs.

© Communautés européennes, 2000
